

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

RELATIONS SOCIALES DE PROPRIÉTÉ ET CLÔTURE SOCIALE : SOCIOLOGIE
HISTORIQUE DE L'ORIGINE DU NATIONALISME POLONAIS DANS LES
PARTITIONS PRUSSIENNES ET AUTRICHIENNES

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR

MATHIEU BRIÈRE PROVENCHER

AOÛT 2013

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 - Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication ou la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Tout d'abord, j'aimerais remercier le CRSH (conseil de recherche en science humaine) pour le support offert par la bourse de maîtrise Joseph-Armand-Bombardier pour l'année 2011. J'aimerais également remercier Frédérick-Guillaume Dufour, professeur au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal, pour ses nombreux encouragements lors de mon baccalauréat et de ma maîtrise et pour les valeurs antiracistes qu'il transmet dans ses enseignements. Aussi, j'aimerais lever mon chapeau à mes lectrices : Alyssa Tanguay, Gabrielle Perras, Émilie Duranceau-Lapointe et Manon Brière qui ont su rendre ce mémoire plus fluide pour le lecteur. D'un point de vue plus personnel, je suis reconnaissant envers celle qui est devenue, pendant la rédaction de ce mémoire, mon épouse, Kim Sansoucy. Elle a su me donner l'espace nécessaire pour que je puisse réaliser ce projet de longue haleine. Une pensée spéciale revient à ma famille, ma mère, mon père et mon frère qui ont toujours cru en ce mémoire et ce projet de vie. Une autre revient à ma famille élargie qui m'a hébergé quelques jours pour que je puisse écrire le tout dernier chapitre de ce mémoire. Finalement, je remercie le *Mark and Gail Appel Program in Holocaust and Antiracism Education* (TftF) et ses deux professeurs responsables Mark Webber et Michael Brown de l'Université York de Toronto pour avoir amorcé en moi cette grande réflexion sur les murs qui séparent les groupes humains. Ce programme d'étude trinational m'a donné l'opportunité d'aller à la rencontre des cultures canadiennes, allemandes et polonaises dans deux voyages qui m'ont mené à chaque fois en Pologne. Le contact avec l'histoire polonaise et ses principales difficultés sont directement liés à la production de ce mémoire.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	VIII
RÉSUMÉ	IX
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
THÉORIE DU NATIONALISME.....	8
1.1 Introduction	8
1.2 Problématique.....	9
1.2.1 La géographie : la pire ennemie de la Pologne.....	10
1.2.2 La perte de l'État	12
1.2.3 L'histoire religieuse de la Pologne	14
1.3 Question de recherche et hypothèses	16
1.4 Recension des écrits.....	18
1.4.1 Courants modernistes	18
1.4.2 Courants primordialiste et ethno-symbolique.....	28
1.5 Cadre théorique.....	30
1.5.1 Les relations sociales de propriété et la transformation des États	31
1.5.2 Les relations sociales de propriété en Pologne	33
1.5.3 Réinterpréter l'État polonais d'avant 1795.....	34
1.5.4 Le concept de clôture sociale.....	37

1.5.5 La nation comme catégorie pratique	37
1.6 Conclusion.....	40
CHAPITRE II	
LE NATIONALISME POLONAIS DANS LA PARTITION PRUSSIENNE ET	
ALLEMANDE AU XIX ^E SIÈCLE.....	41
2.1 Introduction	41
2.2 Le système absolutiste prussien.....	42
2.2.1 La bureaucratie prussienne	43
2.2.2 L'armée prussienne	44
2.2.3 La production manoriale <i>Grundherrschaft</i>	45
2.2.4 Les relations sociales de propriété dans l'absolutisme.....	47
2.2.5 La réforme agraire et l'abolition du servage (1804-1848).....	48
2.3 La formation de l'État allemand	50
2.3.1 Les Révolutions de 1848	51
2.3.2 Les luttes entre libéraux et conservateurs au sein de l'État	54
2.3.3 La transition au capitalisme sous Bismarck	54
2.3.4 La communauté horizontale économique allemande	56
2.3.5 La transition au capitalisme dans le cadre de la partition allemande	57
2.3.6 L'unification des codes de lois et la gestion des paysans pauvres	58
2.3.7 La migration des populations pauvres	60
2.4 L'émergence du nationalisme polonais (1795-1914).....	62
2.4.1 L'assimilation prussienne de la minorité polonaise.....	64
2.4.2 L'assimilation culturelle prussienne et allemande: gestion de la minorité polonaise.....	65

2.4.3	Les lois visant l'assimilation en Prusse et en Allemagne: gestion de la minorité polonaise.....	66
2.4.4	L'échec de la prussianisation et de la colonisation.....	67
2.5	Réseaux de solidarité : la résistance polonaise	68
2.5.1	L'extension des réseaux de solidarité (1871-1914).....	68
2.5.2	L'industrialisation et le recul démographique des Allemands en Posnanie	69
2.5.3	L'immigration et l'expulsion des travailleurs polonais.....	70
2.6	Consolidation du nationalisme polonais : l'avènement des organisations populistes ..	72
2.6.1	Les dérives du nationalisme polonais dans la partition allemande.....	74
2.7	L'antisémitisme en Pologne	75
2.8	Conclusion.....	78

CHAPITRE III

LE NATIONALISME POLONAIS DANS LA PARTITION AUTRICHIENNE AU XIX^E SIÈCLE.....

3.1	Introduction	80
3.2	Le système absolutiste autrichien (1517-1866).....	81
3.2.1	Second servage et <i>Gutsherrschaft</i>	81
3.2.2	Loyauté religieuse	82
3.2.3	L'absolutisme éclairé de Marie Thérèse et de Joseph II.....	83
3.3	La noblesse polonaise (1795-1848).....	89
3.4	Les <i>Jacqueries</i> de 1846	92
3.4.1	L'abolition du servage.....	96
3.5	La Révolution de 1848 : la dérive du gouvernement conservateur de Metternich	99
3.5.1	Le Printemps des peuples : les Habsbourg, la « prison des peuples »	100

3.6	Conclusion.....	104
3.7	Émergence du nationalisme polonais : courants intellectuels et solidarité.....	106
3.7.1	La nation dans le village.....	107
3.7.2	L'étude de la nation : l'ethnographie.....	108
3.7.3	Représentation politique polonaise.....	109
3.7.4	Cercle des agriculteurs	112
3.7.5	L'éducation des professeurs	113
3.8	Les dérives de l'émergence du nationalisme : le discours national polonais.....	116
3.9	Les juifs et l'émergence du nationalisme polonais.....	118
3.10	Conclusion.....	120
	CONCLUSION.....	122
	APPENDICE A	
	LA RÉPUBLIQUE POLONO-LITUANIENNE AU XVIII ^E SIÈCLE.....	126
	APPENDICE B	
	LE DUCHÉ DE VARSOVIE, 1807-1815	127
	APPENDICE C	
	LA POLOGNE DE PARTITIONS, 1815-1914.....	128
	APPENDICE D	
	CHANGEMENTS TERRITORIAUX DE LA POLOGNE 1634-1945	129
	APPENDICE E	
	CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES	130
	BIBLIOGRAPHIE.....	132

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ALR Allgemeines Landrecht; les États allemands parcellisés

CRSH Conseil de recherche en science humaine

RÉSUMÉ

Le nationalisme est une notion tenue pour acquise et banalisée dans la vie sociale, pourtant ses impacts sont concrets et se manifestent par la séparation des groupes humains entre les membres et les non-membres de la nation. Ces clôtures sociales sont tellement bien installées dans les sociétés qu'il est difficile d'identifier à quel moment elles sont apparues. Des débats de la sociologie historique récente contrastent quant à l'émergence du nationalisme, les principales hypothèses varient de l'époque de la Grèce antique jusqu'à la fin de XIX^e siècle.

Notre démarche s'inscrit dans un courant moderniste du nationalisme dont les protagonistes affirment son avènement au cours du XIX^e siècle. Pour arriver à comprendre les origines sociales du nationalisme polonais, nous aurons recours à la sociologie historique issue de l'école anglo-saxonne du marxisme politique. La théorie de relations sociales de propriété permet de mettre en relief les nombreux événements et conflits contingents qui conditionnent l'émergence du nationalisme en Pologne. Cette recherche se base sur des données secondaires principalement des théories du nationalisme, des travaux d'historiens de la Pologne et de la sociologie historique de l'Europe centrale. Nous affirmons que le nationalisme polonais est le résultat de l'élaboration de nouvelles clôtures sociales lors de la formation de l'État allemand et autrichien et l'avènement du capitalisme en Europe centrale. La perspective comparative permet de conclure sur un ensemble de caractéristiques communes au nationalisme polonais et au nationalisme des États tutélaires, tout en constatant un immense contraste quant aux mécanismes qui conduisent à leur formation.

MOTS CLÉS : Europe centrale, Brubaker, nationalisme, clôtures sociales, communauté imaginée, relation sociale de propriété, sociologie historique, Pologne, XIX^e siècle

INTRODUCTION

La conception moderne du développement du nationalisme occidental repose dans la plupart des cas sur un État souverain historiquement associé à une communauté d'appartenance (Hobsbawm, 2001, p.76). L'État polonais au XIX^e siècle s'éloigne de ce modèle parce qu'il compose avec des contingences historiques particulières et représente, pour cette même raison, un cas unique pour la compréhension du nationalisme. Du XIV^e siècle au XIX^e siècle, l'État polonais avec l'État lituanien forme une unité politique, cette période historique est considérée comme l'âge d'or de la Pologne médiévale. Le Commonwealth polono-lituanien occupait les territoires les plus vastes d'Europe centrale avant d'être progressivement parcellisé et ultimement enseveli par trois États concurrents: la Prusse, la Russie et l'Autriche. L'État polonais ne revoit le jour qu'après la Première Guerre mondiale. Dans ce contexte, le nationalisme polonais n'émerge pas à cause d'un État puissant exerçant une souveraineté politique et territoriale selon la conception du développement du nationalisme actuel. L'originalité de la montée du nationalisme polonais réside dans le fait qu'il émerge en l'absence d'un État-nation capable de diffuser et de promouvoir un discours nationaliste. En effet, le pouvoir étatique, normalement essentiel à la diffusion des idées nationalistes, est détenu par trois États tutélaires hostiles à la présence et à l'influence des élites polonaises sur leur territoire. Celles-ci se révoltent à deux reprises en 1830 et en 1863 pour dénoncer la répression de leurs droits politiques, économiques et sociaux. Les Révoltes de Novembre et de Janvier, dans la partition russe, avortent et confirment l'échec du projet politique visant à reprendre le pouvoir perdu lors de la tripartition. Comment peut-on expliquer l'émergence du nationalisme polonais si les élites supportant le discours nationaliste ont les mains liées devant le pouvoir des États tutélaires?

Pour répondre à cette question, il importe d'analyser les réactions des acteurs sociaux face aux transformations politiques et juridiques subies par l'État polonais. Les partitions

allemandes et autrichiennes sont, à ce titre, particulièrement contrastées. Tout d'abord, l'État allemand possède des institutions juridico-politiques répressives et préventives très organisées; la bureaucratie d'État et la surveillance des insurrections et des mouvements révolutionnaires sont des exemples révélateurs du contrôle exercé par l'État allemand. Ces institutions mettent en œuvre des mesures et des lois visant à assimiler et isoler la minorité polonaise. Les politiques juridiques et sociales dictées par les États prussien et allemand s'imposent aux élites polonaises puis au peuple polonais avant et après l'unification allemande de 1871. La différenciation entre les groupes sociaux s'induit autour de ces lois et agit immédiatement sur le nationalisme polonais. Le résultat de la répression économique, culturelle et politique de la minorité polonaise se révèle paradoxalement par l'apparition d'organisations nationalistes et d'aide créés par les élites polonaises dans le but de résister à l'assimilation. En ce qui a trait à la partition autrichienne, le gouvernement de Vienne autorise une certaine autonomie aux minorités, tout en étant stratégique dans la distribution des privilèges et dans l'accès aux ressources bureaucratiques et politiques. L'Empire multinational autrichien positionne stratégiquement les minorités en conflit les unes contre les autres pour réussir à atteindre ses objectifs politiques et nationaux. Malgré cette stratégie, la culture et la langue polonaise se développent au point d'éveiller une nouvelle conscience auprès des élites favorisant une meilleure transmission du discours national au peuple polonais. Les institutions juridico-politiques antagoniques des deux États pourraient laisser paraître des résultats opposés concernant l'émergence du nationalisme, mais il n'en est rien. Les deux contextes mènent à la construction d'une conscience nationale polonaise au cours de la même période historique. À partir de ces deux contextes, le but de cette recherche est de déterminer comment la configuration des rapports de force dans ces deux contextes institutionnels influence l'émergence du nationalisme polonais.

Les manifestations publiques du nationalisme polonais se multiplient au cours du XIX^e siècle, époque charnière pendant laquelle l'État polonais est scindé en trois territoires distincts appartenant aux États limitrophes allemands et autrichiens. Cependant, la période historique de 1795 à 1918 donne lieu à des débats chez les chercheurs qui n'arrivent pas à s'entendre sur le moment de l'émergence du nationalisme polonais. Deux courants théoriques s'opposent sur cette question : l'ethnosymbolisme et le modernisme. Le premier des deux

courants reconnaît l'émergence moderne du nationalisme, mais réifie les catégories nationales de sorte que les Polonais semblent exister comme nation avant même l'émergence du nationalisme (Smith, 2003, Brock, 1977, Porter, 2000, Snyder 2003). Les analyses de ce courant lient le nationalisme polonais émergeant de l'époque moderne aux origines médiévales de la Pologne (Snyder 2003, Johnson, 2011). En remontant aussi loin en amont de l'histoire des États, les catégories nationales sont tenues pour acquises et n'aident pas à comprendre l'émergence du nationalisme. Cette tendance est décelée par Roger Brubaker dans son article intitulé *Ethnicity without groups*. Cette contribution récente remet en question l'utilisation de groupes déjà constitués dans les analyses sociologiques et historiques : « It is [...] to adress one problematic consequence of this tendency to take groups for granted in the study of ethnicity, race and nationhood and in the study of ethnic, racial and national conflict in particular (Brubaker, 2002, p.164) » Selon Brubaker, les analyses sociales doivent expliquer et justifier l'utilisation de groupes nationaux déjà constitués plutôt que de strictement servir de catégories explicatives (Brubaker, 2002). Le deuxième courant, le modernisme, quant à lui, ne postule pas l'existence du nationalisme polonais a priori. Au contraire, le nationalisme prendrait racine dans le terreau fertile des grandes transformations se déroulant au XIX^e siècle (Hobsbawm, 1991, Gellner, 1983, Geary, 2002, Anderson, 1991, Berend, 2005, Rapport, 2009, Jonhson, 2011, Anderson, 1974, Mooers, 1991, Brubaker, 1999, Teschke, 2002). Parmi celles-ci nous retiendrons particulièrement la formation des États nationaux à cause de la délimitation de nouvelles frontières entre les groupes sociaux, les Révolutions de 1848 insufflées par les peuples qui souhaitent une meilleure représentation politique et finalement la transition au capitalisme cimentant les élites capables d'extraire les surplus de la production agricole et industrielle sans aides ou privilèges fournis par l'État.

Question de recherche

Pour comprendre l'émergence du nationalisme polonais et cerner ses mécanismes sous-jacents, il importe d'explorer l'histoire de la définition des frontières de l'État polonais et par la même occasion d'ausculter les tensions sociales desquelles a finalement émergé la catégorie nationale de Polonais. En historicisant les événements et conflits qui jalonnent son

émergence, nous proposons de poser un regard nouveau inspiré des derniers développements de la sociologie historique. Cette approche multidisciplinaire a pour but d'analyser les processus sociaux, les changements structuraux et les institutions sociales d'un point de vue méso-social et macro-social (Dufour, 2010, p.379). La question principale de cette recherche tente de comprendre comment se constitue historiquement cette catégorie nationale. Comment le nationalisme polonais émerge-t-il dans les partitions allemande et autrichienne? Nous tenterons de comprendre comment des clôtures sociales s'édifient entre les groupes sociaux à travers des conflits concernant l'appropriation des ressources et autres événements contingents dans les deux partitions.

Hypothèse de recherche

Le concept de clôture sociale du sociologue américain Rogers Brubaker inspiré des thèses de Max Weber et de Pierre Bourdieu permet de considérer la construction de catégories nationales comme dynamique à travers des affrontements et des conflits pour l'appropriation des ressources économiques, politiques et sociales. Cette notion est centrale dans l'analyse à cause de son potentiel explicatif des origines du nationalisme à partir d'événements contingents survenus au XIX^e siècle. L'interprétation des conflits liés à la distribution des ressources entre les groupes sociaux est enchâssée dans la théorie des relations sociales de propriété fondée par Robert Brenner. Cette approche marxiste traite les luttes de classe comme un ensemble de stratégies d'appropriation utilisées par les acteurs dominants. Dans un contexte de formation des nationalismes, les stratégies d'appropriation des ressources s'exercent en fonction des nouvelles clôtures sociales nationalistes développées par les États tutélaires. Traditionnellement, les relations sociales de propriété ont pour objet d'étude la domination d'acteurs propriétaires des moyens de production sur les populations paysannes, nous croyons que celles-ci peuvent s'appliquer également dans le cas des nationalismes (Brenner, 1990, Wood, 1995, Teschke, 2002, Dufour, 2010). L'analyse de l'émergence du nationalisme polonais vise à combiner et à actualiser les concepts de clôtures sociales et cette théorie des classes sociales (Dufour, 2007). La construction de nouvelles clôtures sociales nationales dans les partitions allemande et autrichienne est comparée afin de

comprendre comment les stratégies d'appropriation basées sur les critères nationalistes sont déployées et appliquées par les États tutélaires au cours du XIX^e siècle. Ainsi, le développement de la citoyenneté allemande crée de nouvelles clôtures sociales admettant et rejetant, par la même occasion, des membres citoyens et non-citoyens. Les Polonais font partie de la deuxième catégorie et subissent des lois et des mesures d'assimilation de la part de l'État prussien puis allemand. De son côté, l'État autrichien encourage l'émergence de nationalismes concurrents ce qui crée des clôtures sociales. L'État multinational, par des stratégies diverses, dirige et empêche les nationalismes les plus dangereux comme celui polonais de prendre davantage de place au sein des débats et ultimement de s'imposer. L'altérité entre les groupes nationaux jugés comme légitimes et illégitimes par les États détenant le pouvoir sur leur territoire au cours du XIX^e siècle crée une définition réciproque de clôtures sociales, séparant durablement les groupes humains entre l'État polonais et les États tutélaires.

L'hypothèse est donc que le nationalisme polonais émerge de la formation des États allemands et autrichiens et des stratégies d'appropriation relatives à leur définition nationale au XIX^e siècle. Dans le cas de l'État allemand, l'unification de ses codes de lois municipaux et nationaux pour une citoyenneté unitaire ainsi que l'association de la noblesse allemande autour des nouveaux principes de production capitalistes sont analysées pour comprendre le resserrement de la citoyenneté nationale allemande (Brubaker, 2000, Mooers, 1991). Si l'État allemand s'unifie au cours du XIX^e siècle, l'État autrichien se fragmente davantage. L'Empire multinational est profondément divisé par des noblesses indigènes de diverses origines prêtes à tout pour conserver leur privilège d'appropriation (Rapport, 2009, Anderson 1974, Markovits et al., 1982). L'État autrichien permet aux noblesses nationales de diriger leur population de façon autonome dans une ère de développement intensif des nationalismes rendant explosives les relations entre nations émergentes au sein de l'État multinational. Une illustration de ce contexte tendu est fournie par les élites polonaises qui ressentent les contrecoups des stratégies autrichiennes en 1846, lorsqu'un conflit ethnique éclate entre la minorité polonaise au pouvoir en Galicie et la majorité paysanne ruthène. À partir de cet événement, les élites polonaises réalisent l'impossibilité de s'imposer parmi les autres groupes nationaux en émergence en Galicie, le nationalisme polonais prend alors un nouveau

tournant axé sur la construction culturelle de la nation et sa transmission à la population paysanne.

Dans un premier temps, nous utiliserons les théories du nationalisme pour mettre en perspective les diverses approches concernant l'analyse du nationalisme et les débats sur le moment de son émergence en Europe centrale. Cette diversité théorique sera recensée autant chez les modernistes que chez les ethno-symbolistes en mettant à profit les recherches de nombreux auteurs (Smith, 2003, Brock, 1977, Porter, 2000, Snyder 2003, Hobsbawm, 1991, Gellner, 1983, Geary, 2002, Anderson, 1991, Berend, 2005, Rapport, 2009, Jonhson, 2011, Anderson, 1974, Mooers, 1991, Brubaker, 1999, Teschke, 2002, Hroch, 1985). Une attention particulière sera accordée, dans notre cadre théorique, au concept de clôture sociale d'une part et à la théorie des relations sociales de propriété d'autre part. La formation des groupes nationaux radicalement délimités et les dynamiques domestiques et internationales restreignant l'accès à la propriété par de nouveaux critères liés à l'émergence des nationalismes seront analysées à partir de la combinaison de ces deux outils théoriques. Dans un deuxième temps, nous nous pencherons sur le cas des partitions prussienne et allemande, nous expliquerons comment le nationalisme polonais émerge de l'insistance des administrations successives concernant l'isolation et l'assimilation du groupe minoritaire polonais. La formation simultanée des définitions des populations polonaises et allemandes dans l'altérité sera au centre de notre analyse. Dans un troisième temps, nous tenterons de cibler essentiellement le même phénomène dans la partition autrichienne en dévoilant les particularités historiques de cette région notamment le contexte multiculturel et la décentralisation du pouvoir chez les Habsbourg. La création de clôture sociale entre les groupes contient le germe de conflits ethniques basés sur l'émergence de nationalismes concurrents et de clivages de classes sociales. La perspective comparative de l'analyse permet d'extraire et d'interpréter les enjeux et rapports évoluant dans deux des trois sous-espaces de la polonité émergente. Finalement, nous croyons que le cas de l'émergence du nationalisme polonais peut contribuer à une meilleure compréhension du nationalisme en faisant ressortir une diversité de processus liés à la trajectoire unique de cette région où ce phénomène est moins fréquemment étudié.

CHAPITRE I

THÉORIE DU NATIONALISME

1.1 Introduction

Les chercheurs se divisent en deux courants sur la question de l'origine du nationalisme. Un nouveau courant théorique du nationalisme apparu dans les années 1990 détaille un processus d'émergence éminemment moderne (Gellner, 1983, Anderson, 2006, Hobsbawm, 2001, Hroch, 1985), tandis que d'autres postulent sa présence depuis la nuit des temps (Smith, 2003, Brock, 1977, Snyder, 2004, Porter, 2002). Nous prendrons position dans ce débat, en concentrant notre recherche sur le XIX^e siècle et en nous faisant les défenseurs du courant théorique moderniste. Ce choix de période historique que nous expliquerons ultérieurement correspond à une époque charnière dans l'histoire de la Pologne. Ce siècle s'avère particulièrement riche en transformations sociales impliquant l'ensemble des relations sociales. Parmi ces processus, le développement des États absolutistes, la formation des États modernes et le développement inégal et combiné du capitalisme sont les plus déterminants (Teschke, 2009, Wood, 1995, Brenner, 1990). Se joignent les analyses de la citoyenneté et de la sociologie du nationalisme de Roger Brubaker (Brubaker, 1999, 2002).

Le nationalisme polonais au XIX^e siècle impressionne parce qu'il se développe dans des régions assujetties à trois États différents. D'un point de vue historique, deux divisions de la Pologne partitionnées suscitent davantage notre intérêt pour l'émergence du nationalisme polonais au XIX^e siècle.

1.2 Problématique

L'État polonais fragmenté est de nouveau réuni en 1918 après des siècles vécus sans disposer de la souveraineté sur son territoire et de son peuple. Au moment de la reconstitution de l'État, les Polonais détiennent déjà une appartenance substantielle envers une communauté d'origine construite au cours des années antérieures. La nation, le point nodal de cette appartenance, apparaît sans l'aide d'un État capable d'institutionnaliser une haute culture et en l'absence de la reconnaissance de langue polonaise comme langue officielle dans les États tutélaires (Allemand et Autrichien). Avant 1918, la nation polonaise ne peut être qu'imaginée parce que d'un point de vue politique et géographique, la Pologne est inexistante. Comme l'affirme Jean-Jacques Rousseau dans un texte intitulé *Considération sur le gouvernement de Pologne* écrit en 1771, avant la première partition.

Toujours divisée au-dedans, toujours menacée au-dehors, elle [La Pologne] n'a par elle-même aucune consistance, et dépend du caprice de ses voisins. Je ne vois dans l'état présent des choses qu'un seul moyen de lui donner cette consistance qui lui manque : c'est d'infuser pour ainsi dire dans toute la nation l'âme des confédérés ; c'est d'établir tellement la République dans le cœur des Polonais, qu'elle y subsiste malgré tous les efforts de ses oppresseurs. C'est là, ce me semble, l'unique asile où la force ne peut ni l'atteindre ni la détruire (Rousseau, 1771, p.350)

L'établissement d'une République dans le cœur des Polonais paraît utopique, mais dans les faits historiques les Polonais cultivent une vaste affiliation envers cette notion fondamentale qu'est la nation. Cette affiliation entre les Polonais et leur nation aurait émergé dans une situation d'oppression intense provenant de trois puissances absolutistes. La République présente dans le cœur des Polonais serait née dans des événements historiques majeurs qui les ont contraints à s'identifier distinctement des Allemands et des Autrichiens. Ces événements historiques, notamment des tentatives d'assimilation de la minorité polonaise cantonnées dans les territoires allemands et autrichiens. Ainsi, des manifestations concrètes de situations d'oppression entraînent la formation de mouvements nationalistes. Le *Kulturkampf* dans la partition allemande et les alliances entre différentes communautés ayant impulsé les *Jacqueries* dans la partition autrichienne représentent deux exemples d'événements concrets (Brubaker, 2002, p.173-174)

En considérant le nationalisme comme étant une construction émergeant d'une période charnière comme le XIX^e siècle, nous adoptons une approche résolument moderne. Par conséquent, nous nous inspirerons de plusieurs théories actuelles du nationalisme (Hobsbawm, 1991, Gellner, 1983, Geary, 2002, Anderson, 1991) ainsi que la sociologie historique de l'Europe centrale (Berend, 2005, Rapport, 2009, Jonhson, 2011, Snyder, 2004, Anderson, 1974, Mooers, 1991, Brubaker, 1999, Teschke, 2002) offrant des analyses de la construction du nationalisme comme une succession d'événements et de conflits dans un cadre juridico-politique particulier. À partir de cette littérature, nous construirons une problématique orientée vers les conditions socio-historiques de la fondation du nationalisme polonais avant le retour de l'État.

À l'opposé de cette interprétation, plusieurs thèses affirment que le nationalisme existe bien avant l'époque moderne (Smith, 2003, Brock, 1977, Porter, 2000). Cette tendance observée chez certains auteurs nommés ethno-symbolistes, mobilise des éléments historiques provenant de différentes périodes anciennes comme le Moyen-âge et l'ancien statut de l'État médiéval polonais. Ces auteurs expliqueraient la réapparition de la Pologne sur la carte européenne par la continuité du nationalisme d'origine ancienne. Selon nous, les analyses primordialistes et ethno-symboliques n'élucident pas les mécanismes fondamentaux de l'avènement du nationalisme polonais parce qu'il n'est pas l'objet de leurs recherches. En effet, le nationalisme est l'argument justifiant la résistance historique de l'État polonais et est délibérément tenu pour acquis. Les distinctions entre les courants modernistes et ethno-symboliques seront revues subséquemment.

1.2.1 La géographie : la pire ennemie de la Pologne

L'État polonais s'est battu durant toute sa trajectoire historique contre des envahisseurs provenant de tous les points cardinaux. Les invasions imprègnent le cheminement de la Pologne comme État puissant du Moyen-âge jusqu'à sa partition de 1795.

La Pologne située en plein centre de l'Europe fait office de voie à emprunter pour les envahisseurs de l'Europe orientale. Son vaste territoire, acquis lors des conquêtes médiévales du XVI^e et du XVII^e siècle, s'avère difficile à défendre à travers le temps.

« If Poles are ask to identify the archenemy they have constantly battled throughout their history, it would be geography, because every point of the compass marks a different adversary that at some time or another swept across the Polish plains: the Swedes from the north, the Tartars and the Turks from the south, the Prussians from the west and the Russians from the east (Johnson, 2011, p.100). »

L'union de la Lituanie et de la Pologne entre les années 1386 et 1793 représente les années d'or de l'État. À cette époque, des familles dynastiques dominantes se succèdent, pour diriger l'ensemble du territoire de l'Europe du Moyen-âge : « Poland became one of the greatest and most powerful states in medieval and early modern Europe and, by the mid-seventeenth century, the largest state of the continent (Velikonja, 2003, p.235) ». Du XVI^e au XVII^e siècle, la puissance de la Pologne est indéniable de par son alliance avec la Lituanie et par la conversion du grand duc païen *Jogaila* au catholicisme. Cette alliance donne au duc la latitude pour affronter les chevaliers teutoniques. L'immense territoire rassemblant deux religions (orthodoxe et chrétienne) ainsi engendré efface la culture lituanienne au profit de la culture polonaise (Snyder, 2003, p.17).

La Grande Guerre du Nord (1619 à 1629) affaiblit l'Empire polono-lituanien progressivement. La guerre a laissé l'État polono-lituanien vulnérable par rapport à trois puissances rivales, la Russie, la Prusse et l'Autriche. Ces dernières se partagent des portions considérables du territoire polonais. En plus des pressions géopolitiques appliquées par ses rivaux, la Pologne est aux prises avec des guerres intestines pour la succession du roi polonais entre 1733 et 1736. Les amputations territoriales se déroulent en trois temps. En 1772, la Pologne perd 30 % de son territoire aux mains de la Prusse. En 1773, elle perd 40 % supplémentaire au profit de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie. Finalement, en 1795, la partition effectuée par les trois États voisins efface la Pologne de la carte européenne, les Russes ayant mis la main sur les 30 % restant du territoire (Johnson, 2011, p.121).

« Most of Poland- 62 percent of its territory, with 45 percent of the population- was incorporated into the Russian empire. Prussian occupied the western part of the country, roughly 20 percent, with 23 percent of the population, and Austria, the third victor, acquired Galicia, the southern 18 percent of Poland, with 32 percent of its population (Berend, 2005, p.94). »

1.2.2 La perte de l'État

À la suite de la tripartition de 1795, une série de défaites des États tutélaires au profit de l'armée napoléonienne crée Le Duché de Varsovie en 1807. Cette alliance entre les États français et polonais est éphémère et empreinte d'une idéologie révolutionnaire très idéaliste. Cet État formé d'institutions polonaises sous une administration française jouit d'une certaine liberté pendant une décennie. La chute du Duché de Varsovie en 1815 arrive lorsque la coalition entre les trois États tutélaires ressurgit et sort victorieuse, expulsant les troupes françaises (Davies, 1982). Avec le retrait progressif des troupes françaises de la Pologne, le Duché de Varsovie est abandonné délibérément aux Russes.

Le Royaume de Pologne est instauré sous la domination russe, et la noblesse mécontente de son traitement déclenche la Révolution de novembre 1830. Cette insurrection mobilise les nobles polonais représentés par l'organisation détenant le pouvoir politique en Pologne nommé la *szlachta*. Cette organisation dispose d'une liberté d'agir sous le pouvoir français dont elle ne dispose plus dans le Royaume de Pologne dirigé par les Russes. La Révolution confronte le régime tsariste : « The uprising, consequently, remained a struggle between the Polish nobility and the Russian tsar, especially in Lithuania and Ukrainian provinces, where the local peasantry was strongly anti-szlachta and anti-Polish (Berend, 2005, p.96). »

La victoire des Russes se produit au cours des 325 jours suivants et cause la déportation de 80 000 Polonais en Sibérie pour conspiration contre le régime russe (Davies, 1982). Les Polonais émigrés appartiennent à la *szlachta* et aux élites intellectuelles. Ils ne sont que 9000 à avoir évité la déportation : « The "national bards", including Mickiewicz, Chopin, political leaders such as Czartoryski and Lelewel, and military leaders such as Josef Bem, all left to serve the Polish national cause from abroad (Berend, 2005, p.97). »

La victoire des Russes remplace la constitution de 1815 par le « Statut organique » de 1832. La Pologne devient officiellement un territoire russe; c'est la fin du Royaume de Pologne et le début de la russification. Des éléments de la culture russe s'imposent aux Polonais : le système monétaire (1841), les unités de mesures et de poids (1849), le système de tarification (1851) et la langue officielle (1864). Les motifs de mobilisation pour une autre révolte en 1863 se renouvellent tel qu'en 1830, retrouver l'indépendance étatique perdue lors de la tripartition de 1795. L'insurrection rassemble un nombre réduit de patriotes polonais provenant de la noblesse, une minorité par rapport à l'armée russe. La Révolution de Janvier 1863 est une intervention partisane contre les troupes russes. L'opération est désorganisée et mobilise un nombre restreint de nobles étant donné l'hostilité des Ukrainiens et des Lituanais à la cause polonaise. Après la révolte échouée en 1864, les Polonais décident de se tourner vers d'autres dispositifs que la révolution pour arriver à leurs fins (Berend, 2005, p.98-99).

L'État polonais effectue dans la partition autrichienne et allemande une transition entre deux modes de compréhension du nationalisme foncièrement différents. Lors des deux Révolutions de 1830 et de 1863 dans la partition russe, les élites mobilisent un discours nationaliste en Pologne. Elles comprennent la nation comme un projet politique sans un groupe précis défini à défendre. Leur vision de la révolution est républicaine : ce qui conditionne la réussite de la Révolution polonaise, c'est la volonté pour les paysans et les nobles de réaliser le retour de l'État polonais (Porter, 2000, p.18). Cette conception est présente dans les productions littéraires des intellectuels et nobles exilés dans les pays occidentaux pour éviter la répression russe (Porter, 2000, Berend, 2005). Cette quête ne semble pas se limiter à l'État puisqu'une armée polonaise, visant le retour de l'État par des alliances, se bat aux côtés de Napoléon au début du XIX^e siècle et le suit jusqu'à la fin de son règne (Stephanic, 2005, p.3-4).

La Posnanie et la Galicie représentent les centres culturels polonais, respectivement sous les pouvoirs prussiens et autrichiens. À ces endroits, des institutions moins répressives que sous la domination russe octroient à la culture nationale polonaise une liberté pour qu'elle

voie le jour. Des insurrections se produisent dans les deux régions. En 1846, la révolution de Posnanie est matée rapidement par les autorités allemandes. Tous les patriotes responsables du soulèvement sont arrêtés et jugés. En Galicie, l'insurrection survient la même année et est contrecarrée par des paysans en colère qui réclament l'abolition du servage. Le conflit social éclate à cause des conditions de servage exécrables des paysans et force les nobles à revoir leur stratégie pour soumettre les paysans à l'exploitation agricole des terres dont ils sont propriétaires. À partir de ce soulèvement extrêmement violent, les relations entre nobles et paysans demeurent tendues rendant ardue la promotion d'un nationalisme qui transcende les classes sociales (Porter 2000, p.189).

La Prusse et l'Autriche renferment deux cas exemplaires et concrets pour l'analyse du nationalisme. Dans ces cas, les institutions répressives des deux États n'empêchent pas les patriotes polonais de créer un discours nationaliste et de promouvoir la culture polonaise durant une période historique cruciale. Cette création du discours nationaliste polonais moderne comporte des éléments de réflexion nouveaux guidés par la cohabitation entre les groupes dominants de chacun des deux États tutélaires et la minorité polonaise. Les États allemands et autrichiens par la gestion de la minorité polonaise sur leur territoire encouragent l'avènement du nationalisme polonais. La contingence de ces événements conditionne irrémédiablement la conjoncture menant à l'émergence du nationalisme polonais puisque les élites composent avec des difficultés propres aux contextes dans lesquels ils doivent évoluer. Ainsi, la structure unitaire de l'État allemand et l'approche multinationale des Habsbourg s'opposent et méritent notre attention pour leur influence sur la gestion particulière de la minorité polonaise.

1.2.3 L'histoire religieuse de la Pologne

La Pologne a été, presque depuis le début de son existence, un pays catholique. Le prince baptiste Mieszko I entreprend la christianisation en 966. Des archidiocèses sont créés dans trois villes importantes en Pologne à Gniezno et Cracovie en l'an 1000 et à Poznań en 966. Des dignitaires religieux de haut rang représentent une force politique dans le pays. Le

catholicisme contribue activement à la construction du nationalisme polonais, car la communauté dynastique polonaise mobilise la première des catégories nationales dans son discours tout en protégeant le catholicisme européen (Stefanic, 2005, p.75). L'État polonais par sa position géographique centrale s'érige en rempart contre les religions étrangères. La protection de la religion catholique représente un argument convaincant pour mobiliser les troupes dans les guerres médiévales en Pologne. Les invasions mongoles, tartares musulmanes et orthodoxes russes sont interprétées comme l'envahissement du territoire par des infidèles. Dans l'esprit des chevaliers médiévaux, ces attaques fragilisent leur appartenance à la foi catholique (Berend, 2005, p.32). Les symboles religieux sont présents dans divers produits culturels polonais au XIX^e siècle et demeurent dominants dans l'identité polonaise. La religion est interprétée comme une protection accordée à la nation. L'affiliation des Polonais à la nation correspond à une consolidation de leur foi : « *"Polish national institution", "the Church on the Vistula", "the tower of the Polishness", "the Polish Church", "the Polish religion", portrayed as a monolithic nation-saving institution, it gained power, respect and trust among the Polish people (Velikonja, 2003, p.246).* » L'allégeance à la nation polonaise et à l'Église catholique sont synonyme.

Comme ailleurs en Europe, de nombreux documents fondateurs engendrent l'idée de la nation polonaise durant la période de 1840 à 1915. « Les Aïeux » d'Adam Mickiewicz, un ouvrage marquant de cette époque, voue une dévotion au pays perdu. Des entrepreneurs identitaires porteurs de l'idéal d'une Pologne unie et forte créent des textes fondateurs et fabriquent une nation polonaise malgré son absence. Ces entrepreneurs évoquent l'existence de la nation par leurs écrits : « *By invoking groups, they seek to evoke them, summon them, call them into being (Brubaker, 2002, p. 166).* » Pour Brubaker, ces acteurs ont une portée majeure pour rendre visible des groupes qui ne le sont pas encore. Dans certains cas, il est possible d'attribuer aux entrepreneurs identitaires la paternité des nations parce qu'ils mobilisent, justifient et énergisent la nation par la production et la description de la désignation d'un groupe particulier créer par l'histoire.

Les entrepreneurs identitaires contribuent à la formation des nationalismes. Pour l'auteur du courant moderniste, Benedict Anderson, ces acteurs imaginent les Polonais regagnant leur État malgré son déchirement par plusieurs forces durant le XVIII^e et le XIX^e siècle. Selon Anderson, imaginer la présence de la nation par le biais de productions dans la littérature, les romans, les poèmes ou la musique justifie l'émergence du nationalisme en Europe au XIX^e siècle: « Eux seuls, gens de plume, pouvaient encore, mais à l'étranger, parler d'un pays nommé Pologne au nom des Polonais se faire les tribuns et les prophètes du peuple polonais en soutenant son courage, en magnifiant et en affermissant son désir de liberté (Rubès, 1998, p.14). »

1.3 Question de recherche et hypothèses

Les théories sur la formation moderne ou pré-moderne du nationalisme nous guident vers la recherche d'un nouvel éclairage sur la formation du nationalisme en Pologne (Gellner, 1983, Anderson, 1991, Hobsbawm, 1991, Hroch, 1993). La formation d'une communauté imaginée par un nationalisme naissant au XIX^e siècle pose la question de son édification. *Comment le nationalisme polonais émerge-t-il dans les partitions prussienne et autrichienne au XIX^e siècle?* Nous tenterons de comprendre son avènement à l'aide de deux outils théoriques.

Premièrement, les travaux du marxisme politique concernant le développement des États modernes guident notre réflexion dans le sens de la transformation des relations sociales de propriété en Europe centrale (Brenner, 1990, Wood, 1995, Teschke, 2002, Dufour, 2010). De plus, Benno Teschke à l'aide de son travail sur les États médiévaux permet d'analyser l'État polonais à partir de ses relations sociales de propriété. La thèse de Teschke met en exergue que la construction des États modernes ne peut advenir sur la base de relations sociales de propriété féodales, mais bien à partir d'une accumulation capitaliste des surplus séparée de la coercition politique. Cette séparation autorise l'État anglais à mobiliser de nouveaux outils de taxation lui permettant de rivaliser avec des États où celle-ci n'est pas effectuée. La constitution d'une armée plus puissante et consciente de ses intérêts commerciaux domine de

manière bien différente le portrait international que les puissances continentales (Teschke, 2002). Deuxièmement, Roger Brubaker et ses travaux sur la citoyenneté, les clôtures sociales et la sociologie du nationalisme appréhende les divisions entre les groupes nationaux dans la formation des États modernes. Nous affirmons, comme Brubaker, que la nation est une division du monde social qui peut être institutionnalisée ou être créée à partir d'événements contingents (Brubaker, 2002, p.167). Le nationalisme n'est généralement pas interprété comme un processus d'où l'intérêt de sa thèse pour le comprendre. Dans les analyses primordialistes ou ethno-symboliques du nationalisme, la catégorie de nation se conceptualise comme un groupe, une entité ou une collectivité concrète, définie et réifiée (Brubaker, 2002, p.166). Ainsi, selon Brubaker, il faut s'interroger sur les catégories de nations déjà construites pour s'apercevoir qu'elles se constituent dans un contexte dynamique. Différents événements historiques et conflits divisent le monde entre les races, les nations et les ethnies. Des catégories pratiques comme ces dernières sont tenues d'être analysées comme des processus.

« This means thinking ethnicity race and nation not in term of substantial groups or entities but in term of practical categories, cultural idioms, discursive frames, organizational routines, institutional forms, political projects and contingent events. It means thinking ethnicization, racialization and nationalization as political, social, cultural and psychological processes (Brubaker, 2002, p.167). »

Nous faisons l'hypothèse que le nationalisme polonais émerge dans les changements qui ont mené à la formation des États allemands et autrichiens au XIX^e siècle. Les changements comme le développement de l'industrialisation et l'avènement du capitalisme déclenchent des mouvements sociaux majeurs dans ces deux États. Les Révolutions de 1848 amorcent des réformes dans de nombreux pays d'Europe centrale notamment en ce qui concerne la propriété. L'abolition du servage en Allemagne et en Autriche altère le rapport de domination entre les paysans et les propriétaires terriens, mais également, le système grâce auquel ces derniers accumulent les surplus de la production paysanne: les relations sociales de propriété.

Les deux États se différencient l'un par rapport à l'autre à cause des rapports qu'ils entretiennent avec leurs minorités. D'un côté, l'Empire multinational autrichien maintient des relations tendues avec ses minorités qui l'empêchent d'éclore comme une puissance

absolutiste à l'instar de ses voisins russes et allemands. Malgré les moyens militaires, stratégiques et symboliques, l'Autriche conserve sa mainmise sur la région et éprouve des difficultés persistantes en rapport aux minorités en quête de liberté. De l'autre, la Prusse, déjà très puissante, impose sa vision de la nation à ses minorités allant de décret en décret pour limiter l'influence des élites des groupes minoritaires, notamment en Posnanie. Les Polonais font partie intégrante de ces luttes des groupes majoritaires contre minoritaires pour obtenir l'indépendance par rapport à ces deux grandes puissances. La comparaison de deux régions de cette analyse nous apprend comment un nationalisme polonais émerge de manière contrastée dans les contextes historiques et répressifs des deux États tutélaires. Ces *variations* dans les stratégies de pouvoirs et de reproduction nous montrent l'organisation politique et sociale de la violence collective à l'ère moderne (Dufour et Lapointe, 2010)

1.4 Recension des écrits

De multiples divergences apparaissent lorsque nous consultons la littérature sur la question du nationalisme. Une division manifeste des deux courants abordés est l'émergence du nationalisme. Dans le premier courant, nous retrouvons les auteurs les plus influents de la dernière décennie (Gellner, 1983, Anderson, 1991) qui postulent son émergence à l'ère moderne. Dans le deuxième courant, nous retrouvons des auteurs soutenant que la naissance du nationalisme polonais aurait lieu durant le Moyen-âge ou dans les premières Révolutions polonaises (Snyder, 2004, Porter, 2000, Brock, 1977). Dans les deux cas, les interprétations du nationalisme présentent différentes conditions pour qu'il apparaisse.

1.4.1 Courants modernistes

Dans le premier des deux courants, quatre auteurs apportent des contributions majeures. La conception moderniste du nationalisme est fortement influencée par Benedict Anderson avec son livre *Imagined Communities*, Ernest Gellner avec *Nation and Nationalism* et Eric J. Hobsbawm avec un livre du même titre. Finalement, la théorie Miroslav Hroch se répercute sur les études portant sur l'Europe centrale via ses trois étapes du développement du

nationalisme. Les théories modernistes s'opposent aux conceptions de la nation *a priori*. Pour les modernistes le développement du nationalisme repose sur l'évolution des structures sociales modernes comme le capitalisme, l'industrialisation et la formation des États. Quant à leurs théories du nationalisme, ils font référence aux pays de l'Ouest et désignent certaines conditions économiques, sociales, culturelles et politiques comme éléments essentiels permettant au nationalisme d'apparaître.

Mike Rapport, dans son ouvrage sur les Révolutions de 1848, affirme que le nationalisme naît dans les contradictions du nouvel ordre politique libéral suivant les révolutions. Selon lui, les inégalités grandissantes, la formation d'une bourgeoisie et la résistance de la noblesse dominante initie une volonté de prise de pouvoir du peuple, ayant comme conséquence de mener aux Révolutions de 1848. Ensuite, la volonté d'unir le peuple sous les mêmes institutions libérales oblige les gouvernements à définir la population et par la même occasion, à rejeter les minorités (Rapport, 2009, p.174). Ces nouvelles clôtures sociales s'établissent sur les bases de la nationalité. La formation du nationalisme survient à l'ère moderne parce que, selon Rapport, la Révolution de 1848 est primordiale pour la création des institutions libérales. Pour fonctionner, ces institutions libérales définissent une population citoyenne bénéficiant de ces institutions. La citoyenneté occasionne une distinction nette entérinée par l'État. Cette distinction facilite l'accès aux ressources pour ces citoyens, les bénéficiaires distincts et compliquent du même coup l'accès à ces mêmes ressources pour des groupes catégorisés comme étranger (Brubaker, 2002, p.169). Cette création d'une communauté citoyenne dote d'un sentiment d'appartenance les individus et les institutions. Dans le cas de la Pologne, ces institutions libérales n'ont pu prendre forme étant donnée la répartition de celles-ci dans trois États distincts. Néanmoins, les institutions des États dominants agissent incidemment sur les minorités peuplant leur territoire. La question de la formation des États détermine les effets encourus par les Polonais dans trois gouvernements possédant chacun leur gestion spécifique des minorités.

Pour Ivan T. Berend, l'évolution du nationalisme en Europe centrale se lie au développement économique et au commerce. En Europe de l'Est, le retard accusé par rapport

au développement économique et commercial de l'Europe de l'Ouest conscientise les élites polonaises. Le résultat de cette conscientisation est l'apparition de l'idéologie du travail organique. Cette idéologie constitue un sacrifice de la nation pour son développement économique réunissant les classes sociales. La seconde cause, la circulation des idées, édifierait d'autre part le nationalisme (Berend, 2005, p.2). Dans le cas de la Pologne, le nationalisme naît du constat de la part d'une classe d'intellectuels concernant la faiblesse économique de la Pologne après l'échec de la Révolution de 1863. Aucune transition vers une économie capitaliste n'a lieu avant le XX^e siècle. La conscience de l'impact de la sphère économique sur la nation modifie le discours national. Le discours abordé n'est plus de nature révolutionnaire, mais basé sur des principes de concurrence et de puissance économique entre les nations. (Berend, 2005, p.115). Dans une comparaison fréquente entre les États de l'Ouest et les États de l'Est, Berend évalue le retard économique et social accusé par les États orientaux. Les États de l'Est se sont développés économiquement par les besoins grandissants de ressources des pays de l'Ouest. Il considère de plus le nationalisme comme une barrière majeure au développement des États de l'Est. Nous pouvons considérer Berend comme un auteur moderniste puisqu'il évoque l'apparition de l'État libéral ou le développement de l'industrialisation inspiré des concepts de centre et de périphérie comme des conditions nécessaires à l'édification du nationalisme.

Lonnie R. Johnson se démarque par son analyse à la fois ethno-symbolique et moderniste. Les frontières sociales présentes en Europe centrale démontrent le développement historique des nations sur la longue durée. Pour l'auteur, différents critères distinguent les États d'Europe centrale des autres États européens. D'abord, l'orientation culturelle et la religion se lient constamment dans l'histoire de l'Europe centrale. La conversion de plusieurs nations d'Europe centrale au catholicisme, au début du Moyen-âge habituellement pratiqué à l'Ouest est un moment décisif créant un clivage avec l'orthodoxie de l'Est : « The difference between Roman Catholic and Eastern Orthodox ideas of Christian dominion led to fundamentally different societies and institutions in Central Europe than in Southeastern and Eastern Europe (Johnson, 2002, p.3). »

Deuxièmement, les frontières médiévales et les royaumes sont délimités par les religions pratiquées notamment les religions orthodoxes et catholiques. La définition territoriale de l'Europe centrale se module au rythme des guerres et des mouvements géopolitiques et ne se définit pas par des frontières fixes. Troisièmement, les Empires multinationaux contiennent des nations de taille petite et moyenne ayant été elles-mêmes des empires dans l'histoire; c'est le cas de la Hongrie au XV^e siècle et de la Pologne au XVI^e siècle. Ces nations ont vécu dans une communauté fortement hétérogène. La conquête des petits États par des empires plus puissants caractérise les États européens du centre. Cette perspective historique de « l'État national perdu » réinterprété au XIX^e siècle sert les discours nationalistes pour reconstituer une continuité historique (Johnson, 2002, p.4).

« This version of Central Europe consists of a cluster of small, freedom- and peace-loving nations that have had the historical misfortune of living between two big, nasty ones, the Germans and the Russians. [...] David versus Goliath is a recurrent metaphor in Polish history, and similar although less combative comparison can be found in Czech national traditions as well (Johnson, 2002, p.7). »

La thèse de Johnson se situe entre les courants ethno-symbolique et moderniste du nationalisme. Son objet d'étude s'établit sur les clivages ou frontières sociales caractérisant l'Europe centrale dès l'an 400, mais également sa récupération dans l'histoire du XIX^e siècle en Pologne. En ce sens, sa thèse représente les idées de l'ethno-symbolisme, car sa posture est définie par une analyse sociale des continuités historiques depuis la chute de l'Empire romain. Dans le cas de la Pologne, sa thèse est orientée sur l'ancien statut de puissance médiévale qu'avait la Pologne au Moyen-âge. Johnson fait également partie du courant moderniste, car l'émergence du nationalisme relève de la modernité. Il utilise les thèses de Hobsbawm pour illustrer le caractère foncièrement moderne du nationalisme tout en expliquant les clivages sociaux utilisés lors de sa création au XIX^e siècle.

Pour Ernest Gellner, l'initiateur des réflexions modernistes sur le nationalisme, le développement d'une éducation de masse homogène détermine son avènement. Sa définition du nationalisme se détaille comme suit : « Le nationalisme est essentiellement un principe politique qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes

(Gellner, 1983, p.11). » Cette définition l'amène à théoriser l'État comme étant lié de très près au nationalisme. Cependant, l'État et le nationalisme se constituent séparément. En ce sens, les conditions de la formation du nationalisme sont différentes de celles des États. L'existence d'un État ou d'une nation ne constitue pas, pour Gellner, un élément suffisant pour assurer la pérennité d'un groupe national. Même si le nationalisme ne s'est jamais constitué sans État ou sans la contestation d'un État, il affirme que « les nations, comme les États, relèvent de la contingence et non de la nécessité universelle (Gellner, 1983, p.18). » Gellner explique cette contingence entre l'édification de l'État et de la nation par sa définition de la société industrielle.

Le concept de société industrielle chez Gellner ressemble à celui de capitalisme de Marx. Même s'il n'évoque pas de concept marxiste, Gellner expose le même principe en évoquant par la société industrielle, la redéfinition des normes selon les règles du marché et le bouleversement des systèmes de lois : « He was careful to use the notion of industrial society rather than capitalist social relations. Paradoxically, however, he ended up reproducing similar shortcomings to some variants of Marxism (Dufour, 2007, p. 588). »

Le passage de la société agraire à la société industrielle se caractérise par la modification profonde de la hiérarchie sociale déterminée et normée selon l'ordre féodal. L'optimisation par le marché devient la nouvelle norme. L'éducation des sociétés industrielles n'échappe pas à cette logique. Pour Gellner, la spécialisation des métiers et la haute culture accessible à tous force l'acquisition d'un bagage culturel et de connaissance commune contribuant à la formation de la nation : « la société industrielle est probablement la société la plus hautement spécialisée de tous les temps; mais son système d'éducation est incontestablement le moins spécialisé, le plus universellement standardisé qui ait jamais existé (Gellner, 1983, p.45). »

Le rôle du système d'éducation, selon Gellner, est de produire des comportements sociaux et des compétences utiles dans la société industrielle, par la formation de fonctionnaires et d'ouvrier qualifiés. L'éducation est alors un moyen de régénérer la société

dans un monde standardisé et générique : « L'état prend en charge le contrôle de la qualité dans la plus importante des industries, celle qui s'occupe de la fabrication d'êtres humains viables et utilisables (Gellner, 1983, p.60). » En rendant la haute culture accessible à tous, la transmission du bagage culturel et du langage de la société rend aux individus leur fonction sociale. L'État dispose ainsi du monopole de l'éducation légitime.

Pour Benedict Anderson, l'émergence du nationalisme provient du développement du capitalisme de l'imprimé et de l'avènement de la littérature en langues vernaculaires. La diffusion de l'imprimerie en langue vernaculaire, dans tous les pays occidentaux, oriente le développement des cultures nationales et du nationalisme. La thèse de la communauté imaginée d'Anderson est sa contribution majeure : « la nation est une communauté politique imaginaire et imaginée comme étant intrinsèquement limitée et souveraine (Anderson, 1996, p.19). » Il définit la nation comme étant une entité construite dans le temps selon le principe de la souveraineté. Cette thèse historique et sociologique contribue à l'interprétation de la nation comme une notion construite.

Pour Anderson la communauté religieuse a un apport considérable dans la transmission de la culture. La culture religieuse circule grâce à une langue officielle parlée et écrite par les clercs, le latin. Par contre, cette écriture et cette culture destinée à des techniciens de la langue transmettaient le savoir religieux de manière limitée.

Mais alors que les langues sacrées rendirent imaginables des communautés telle que la chrétienté, on ne saurait expliquer par la seule écriture sacrée l'ampleur réelle et la plausibilité de ces communautés : leurs lecteurs, n'étaient somme toute que de minuscules récifs de lettrés dans un océan d'illettrés (Anderson, 1996, p.28).

Deux éléments contribuent activement à la chute du latin comme langue de publication. D'une part, l'exploration de territoires non européens interroge le monopole religieux exercé par le catholicisme sur les peuples européens. L'interaction des colons avec des peuples indigènes sème un doute dans l'esprit des croyants. D'autre part, le capitalisme de l'imprimé brise le monopole du latin comme unique langue de publication parce que le nombre de

lecteurs dans le marché des langues vernaculaires est de beaucoup supérieur (Anderson, 1996, p.47). Les communautés imaginées se formeraient lorsque les publications en langue vernaculaire réussissent à leur donner vie. L'émergence du nationalisme coïncide pour Anderson avec l'avènement du capitalisme de l'imprimé permettant la production à grande échelle et en série de livres. Le roman et la presse sont les deux principaux véhicules de ce phénomène, selon Anderson. Le roman perce l'imaginaire des lecteurs en dépeignant une société nationale homogène conforme à cette idée de nation s'élevant dans l'histoire. La presse, l'une des premières publications à être imprimées de façon quotidienne contribue différemment à cause de la production et de l'impression de textes obsolètes dès le lendemain de leur parution (Anderson, 1996, p.44).

Le nationalisme selon Hobsbawm est une création moderne, car sa sémantique n'apparaît pas avant le XVIII^e siècle. Pour Hobsbawm, le nationalisme classe des groupes d'êtres humains selon leur appartenance à une nation.

On a souvent tenté d'établir des critères objectifs définissant la nation, ou expliquer pourquoi certains groupes sont devenus des « nations » et d'autres non, et on s'est appuyé pour ce faire soit sur des critères uniques tels que la langue ou l'ethnie, soit sur un ensemble de critères tels que la langue, le territoire commun, l'histoire commune, les traits culturels et bien d'autres choses (Hobsbawm, 1991, p.19).

Hobsbawm exclut la description de la nation à l'aide d'un critère unique: la langue, l'ethnicité, le territoire, l'histoire ou les traits culturels. Pour définir le concept, Hobsbawm propose de retracer la sémantique du mot nation dans l'histoire et tente d'exposer les premières significations modernes de ce mot.

Pour ce qui est de Miroslav Hroch, son analyse porte sur la corrélation entre certaines étapes de développement du nationalisme et l'apparition de mutation principalement économique. Son étude rigoureuse de diverses phases de développement du nationalisme identifie les principaux meneurs dans le développement des mouvements nationalistes. Hroch explique trois phases des développements nationaux. La phase culturelle où il n'existe pas de conscience du nationalisme dans la politique dans une perspective nationale. La phase de

l'apparition de programmes politiques nationaux impliquant la mobilisation de militant précurseur du mouvement nationaliste. Finalement, le soutien des masses au combat politique enclenché par les pionniers (Hroch, 1993). Ces trois phases s'étendent dans les recherches sur le nationalisme polonais, car les penseurs émigrés sont considérés comme la première étape majeure dans la conceptualisation du nationalisme polonais. Le *Endecja*, le parti national-démocrate dans les deux partitions, représente la deuxième phase qu'expose Hroch. Finalement, le nationalisme s'élargit aux masses de manière distincte dans les deux partitions. En Posnanie, la solidarité des élites polonaises envers la paysannerie pour résister aux lois de colonisation joue ce rôle unificateur après 1871 en se poursuivant au XX^e siècle. En Galicie, l'impossibilité d'effectuer une révolution mène les élites à s'intéresser aux paysans comme sujet d'étude de la nation. Ces dernières approfondissent les connaissances des intellectuels sur les mœurs et les conditions de vie des paysans en plus de stimuler une réflexion profonde sur la nation.

Un principe commun à Anderson, Gellner, Hobsbawm et Hroch est que le nationalisme invente la nation et non l'inverse (Anderson, 1996, p.28). Les deux premiers auteurs articulent cette distinction en évoquant la constitution du nationalisme avec le monopole de la haute culture et le capitalisme de l'imprimé. Pour Hobsbawm, la sémantique et les vocables nationalistes n'apparaissent qu'au cours du XIX^e siècle et Hroch analyse la corrélation entre les transformations modernes et la mobilisation de groupes sociaux précis.

1.4.1.1 Critique des thèses modernistes

Les thèses modernistes laissent en suspens certaines questions primordiales pour l'étude du nationalisme polonais. Ces théories expliquent qu'un nationalisme est viable lorsqu'une société industrielle se développe. Pour reprendre Gellner, la société industrielle introduit une plus grande homogénéité et mobilité sociale et élabore une vision d'égalité dans les rapports sociaux. Ces caractéristiques n'existaient pas dans des sociétés stables et stratifiées comme les sociétés agraires et absolutistes (Gellner, 1983, p.73). Dans ce contexte, il n'apparaît plus de distinctions véritables entre les acteurs dominants et dominés de la société; les distinctions

culturelles et raciales deviendront les marqueurs dominants. Ces nouvelles catégories sont des clôtures sociales. L'invention de ces nouvelles distinctions, ajoutée à un meilleur accès à la haute culture et aux communications explique le fait qu'elles soient aussi dominantes vers la fin du XIX^e siècle (Gellner, 1983, p.74). Cependant, ces innovations n'expliquent pas clairement la place de l'État et de la centralisation politique dans l'établissement de ces distinctions culturelles. La société industrielle exige une plus grande mobilité de la main-d'œuvre, en plus d'une mutation profonde du système de production agricole pour fonctionner. Ainsi, la société industrielle ne peut logiquement pas être théorisée, dans le sens de Gellner, sans les mécanismes qui conduisent à sa formation (Özkirimli, 2000, p.137). Donc, la présence de l'État ou du développement d'une société industrielle ne sont pas les véritables enjeux de l'avènement du nationalisme. Il s'agit plutôt, de notre point de vue, de la création d'une communauté imaginée par des conflits et événements particuliers relatifs aux relations entre les groupes. Dans le cas de la Pologne, cette définition semble plus plausible parce qu'une société industrielle n'apparaît qu'à la fin du XIX^e siècle. De plus, l'État polonais n'obtient pas sa souveraineté avant le Traité de Versailles de 1918. Nous postulons que le nationalisme se construit avant ces deux événements.

Une autre faiblesse de l'analyse de Gellner réside dans l'explication de l'émergence du nationalisme par des facteurs essentiellement endogènes. Ces derniers n'arrivent pas à cerner les dynamiques internationales sous-tendues par le développement des nationalismes en Europe au XIX^e siècle (Dufour, 2007, p.589). Les théories du nationalisme polonais évitent, dans presque tous les cas, d'aborder la question de l'international même si la Pologne est l'un des cas de figure les plus éclairants de la domination internationale en Europe (Teschke, 2003, p.236). Nous nous opposons à une explication strictement endogène du nationalisme parce que la Pologne trouve ces conditions d'émergence dans sa liaison forcée aux États tutélaires la Russie, la Prusse et l'Autriche. D'abord, les conditions de concurrence internationale servent de moteur aux transformations des États; la pression militaire et commerciale est intense. Ensuite, cette pression pour une modification de la structure d'État mène à la création de la communauté imaginée. Cette définition de la nation se répercute sur les minorités formant de nouvelles clôtures sociales. Par conséquent, nous expliquerons les comportements de solidarité et de mobilisation des Polonais, comme la réaction à

l'élaboration du nationalisme dans les États qui la dominent. Son statut de population minoritaire est dérangeant pour les trois États en quête d'un État national.

Nous soutenons la thèse selon laquelle, tout d'abord, le contexte international détermine le développement des États tutélaires. Ces changements provoqués à l'international (concurrence du système capitaliste pour la taxation et le militaire) occasionnent des mutations étatiques majeures qui s'appliquent progressivement aux États tutélaires. Ces mutations sont accompagnées de nouvelles définitions de ce qu'est un citoyen allemand et autrichien. Les frontières s'établissant de plus en plus clairement par des politiques et des institutions allemandes et autrichiennes limitent l'accès des ressources aux Polonais. Ces difficultés et affrontements entre les groupes sont, selon nous, la cause de l'émergence du nationalisme polonais.

La définition de la nation comme une communauté imaginée développée au XIX^e siècle d'Anderson guide notre travail sur la construction sociale de cette notion. Selon l'auteur, le déclin du pouvoir ecclésiastique permet le développement du capitalisme de l'imprimée et cause l'émergence du nationalisme. La nouvelle appartenance créée par l'État national serait causée par un épuisement du marché de l'imprimerie en latin et une sécularisation de la part des États. Cette thèse rencontre une vive opposition en Pologne parce que le clergé n'est pas conçu séparément de l'État. Selon les Polonais, le lien entre le développement de l'État et le clergé relève de la survie. L'Église fait partie du noyau conservateur de l'élite polonaise. La foi catholique est d'ailleurs un thème récurrent en particulier en 1830, lors des premières révolutions. Le discours messianique des élites ne fait aucun doute : le clergé et la nation ne font qu'un.

Nous partageons les préoccupations de Rapport, celles du dilemme de l'État libéral et les enjeux soulevés par l'intégration des minorités. Par contre, Rapport ne dénoue pas la question du rôle des dynamiques internationales dans l'édification des États libéraux. L'auteur relève les jalons des révolutions et l'évolution du discours libéral dans une perspective comparative. Finalement, le travail de L. R. Johnson analyse les processus

sociaux créant des clôtures sociales en Europe centrale. Cette perspective propose un angle d'analyse distinctif par rapport à d'autres thèses sur la constitution des nationalismes. Nous reprendrons ce raisonnement ultérieurement avec les travaux de Roger Brubaker.

En somme, les principaux facteurs explicatifs de la formation du nationalisme chez les modernistes résultent des processus évolutifs des sociétés. L'apparition du commerce, de la société industrielle ou du capitalisme de l'imprimé incarne trois exemples de développement technologique ou social dans le sens de cette évolution. Ce courant a pourtant tendance à démontrer les éléments manquants pour qu'un nationalisme se forme plutôt que de relever les mécanismes qui échafaudent sa construction. Dans le cas de la Pologne, pour retrouver le même type d'évolution technologique et de transformation sociale, il faut se pencher sur le développement des États tutélaires. Nous analyserons le développement de ces derniers dans la première section des deux prochains chapitres.

1.4.2 Courants primordialiste et ethno-symbolique

Le deuxième courant se divise en deux types d'analyses; le primordialisme proposant une naturalisation de la nation et l'ethno-symbolisme qui lie les nationalismes pré-modernes et modernes. Dans le premier type d'analyse, la nation s'acquiert dès la naissance et est une composante essentielle à tout individu. Tout comme l'affirme Jean-Jacques Rousseau dans sa conception de l'État de nature, la nation existe dans tout être humain comme d'autres groupes incontournables comme la famille (Rousseau, 1762). Dans le deuxième type d'analyse, le nationalisme relève de temps anciens et existe lors des transformations des sociétés modernes.

Timothy Snyder étudie les minorités du Commonwealth polono-lituanien. Sa thèse éclaire sur le positionnement de la langue et des nobles polonais dans le Commonwealth. Cependant, il tient pour acquise l'existence des groupes nationaux à cette époque. Les Litvaniens, les Ukrainiens et les Biélorusses dans le Commonwealth vivaient harmonieusement auprès des Polonais pendant 120 ans.

L'hégémonie polonaise dans le Commonwealth empêche la formation de certaines nations en dominant par la langue polonaise dans les institutions.

L'ethno-symbolisme tente de lier mythes et symboles pré-moderne avec le développement du nationalisme au XIX^e siècle. Le but de ce type d'analyse est de rendre compte du mythe ethnique, des symboles et de la mémoire dans les manifestations plus modernes du nationalisme et dans l'appartenance sociale (Smith, 2003, p.359). Pour ce faire, ces analyses mettent l'accent sur l'identité ethnique existante dans ces groupes et les sentiments qui en découlent (Smith, 2003, p.364). La mémoire des nations peut aller puiser ses références dans l'ancienne Égypte pharaonique ou encore en ancienne Grèce ou Israël (Smith, 1991, p.46-47)

Dans les thèses ethno-symboliques portant sur le nationalisme polonais (Porter, 2000), les élites polonaises désignées comme nationalistes émigrent après 1830 pour fuir les déportations dans la partition russe. Les nobles éduqués rapportent la rhétorique libérale des pays occidentaux, principalement de la France, vers la Pologne au milieu du siècle. Brian Porter, considère la Pologne d'avant la partition comme une nation partageant un passé religieux et un système politique à laquelle il manque un discours nationaliste. Ce dernier s'invente lors de l'émigration au début du XIX^e siècle. Porter divise son travail sur le discours national en deux grands chantiers. Il commence par l'exploration de la conception nationale hâtive des auteurs émigrés. Les caractéristiques du discours de cette période montrent une volonté d'universalisme et d'inclusion. Porter poursuit par la transition d'un discours inclusif de la nation vers un discours plus exclusif et disciplinaire. Son ouvrage contribue à l'évaluation des mouvements discursifs au sein de la nation polonaise et par la même occasion lie un nationalisme pré-moderne guidé vers la quête d'un État à un nationalisme disciplinaire axé sur l'allégeance des masses. Ces mouvements sont principalement relevés et expliqués en fonction de la partition russe. Il explique comment le discours formé dans cette partition est lié à l'oppression des Polonais et évoque les problèmes discursifs de classe créée en Autriche. D'un côté, le symbolisme religieux présent dans cette analyse permet d'effectuer un lien entre les acteurs pré-moderne du nationalisme polonais et

la dimension plus moderne. De l'autre, la nation telle que présentée lors des Révolutions de 1830 se modifie au cours du XIX^e siècle dans le discours des élites politiques polonaises.

1.4.2.1 Critique du courant ethno-symbolique

Le courant ethno-symbolique du nationalisme comporte certaines limites. Il évacue, en grande partie, le caractère politique du nationalisme pour se concentrer sur des aspects symboliques et culturels. L'ethno-symbolisme défend une vision subjective de la nation. Les bases symboliques et culturelles de celle-ci remonteraient à des temps ancestraux. La formation des États modernes, laissée pour compte dans ces analyses, est déterminante pour le nationalisme polonais. L'altérité avec les États voisins ou les autres groupes ethniques est décisive pour son émergence. La nation doit être analysée comme une catégorie pratique au lieu d'analytique (Brubaker, 2004, p.202). Les travaux ethno-symboliques évitent de se prononcer sur la provenance du nationalisme puisqu'il est utilisé comme un facteur explicatif du phénomène analysé. Il faut alors, ouvrir la boîte noire de l'État et abandonner une conception dans laquelle des groupes identitaires existent avant leur constitution (Dufour, 2007, p.588).

1.5 Cadre théorique

La perspective d'analyse de la sociologie historique, particulièrement les approches néomarxistes, contribue à l'étude du nationalisme. Elle s'attarde spécifiquement aux processus historiques liés aux transformations survenues au XIX^e siècle, dont la formation des États et du capitalisme. Ces changements profonds, comme nous l'avons vu précédemment, s'envisagent comme des conditions nécessaires au développement d'un nationalisme sans questionner les fondements historiques de leur formation. Cette approche apporte un éclairage sur des processus historiques et est principalement défendue par la sociologie historique anglo-saxonne marxiste à laquelle participent Robert Brenner, Ellen M. Wood, George C. Comminel, David McNally, Benno Teschke, Hannes Lacher. Elle relève les notions réifiées du monde social (Dufour et Lapointe, 2010, p.406). En ce sens, le

développement du capitalisme, par exemple, s'étudie à la lumière des conditions sociales et historiques qui l'institutionnalisent (Brenner, 1990, Teschke, 2003). Pour y arriver, cette approche doit considérer les nombreux rapports de forces spécifiques traversés dans développement (Wood, 1995, p.4). Par conséquent, l'objectif sous-entendu est d'extraire la spécificité historique du contexte analysé (Wood, 1995). En outre, ces thèses marxistes politiques entretiennent un scepticisme par rapport aux analyses strictement empiriques.

Dans la mesure où ils cherchent à développer des catégories d'analyses et des énoncés théoriques dans le but de cerner et rendre compte de la spécificité historique des dynamiques internationales, les tenants de cette approche reconnaissent la nécessité d'un dialogue continu entre le processus de théorisation et l'analyse empirique. (Dufour et Lapointe, 2010, p.406-407)

Plus spécifiquement, le marxisme politique reconstruit: « les formes d'État, de souveraineté et les régimes de relation stratégiques en prenant pour point d'entrée l'étude des relations sociales de propriété (Dufour et Lapointe, 2010, p.407). » Le rôle des acteurs est également primordial parce que les acteurs donnent un sens à leur pratique en tant que classe sociale dans un cadre juridico-politique. Dans chaque situation sociale, des groupes sociaux agissent selon leur appartenance à une même classe sociale. Ces pratiques forment la particularité des contextes analysés (Brenner, 1990, Teschke, 2003, Wood, 1995).

1.5.1 Les relations sociales de propriété et la transformation des États

La théorie des relations sociales de propriété se développe autour des auteurs Robert Brenner et Ellen Meiskins Wood et réplique aux approches multicausales et commerciales de l'émergence du capitalisme (Wallerstein, 1974, Braudel, 1979). Cette théorie se concentre sur les conflits de classe entre exploiters et exploités dans les contextes spécifiques analysés. Elle détermine des activités traditionnelles permettant aux classes sociales de se reproduire (Wood, 1995, p.95, Teschke, 2003, p.7). La définition de ce rapport de propriété de Brenner se détaille comme suit.

Par rapport de propriété, j'entends les relations entre producteurs directs, entre classes exploiteuses (s'il en existe) et entre exploiteur et producteurs, lesquelles spécifient et déterminent l'accès régulier et systématique des acteurs économiques individuels (ou des familles) aux moyens de production et aux produits. Dans chaque système économique, de telles relations de propriété existent, qui permettent aux producteurs directs et aux exploiters (quand il y en a) de continuer à se maintenir dans la position qu'ils occupent, c'est-à-dire dans la position de classe qui est la leur, en tant que producteur ou exploiteur. Mais ce qui nous intéresse davantage, c'est que ces relations de propriété, une fois installées vont déterminer le genre d'activité économique traditionnelle pour les producteurs et pour les exploiters. Par voie de conséquence, les rapports de propriété vont dans une large mesure influencer le type de développement économique de la société (Brenner, 1990, p.68).

La transition du féodalisme au capitalisme en Angleterre crée une rupture qualitative dans les relations de propriété féodale. Elle définit un cadre dans lequel il est possible de distinguer des relations sociales typiquement féodales de celles capitalistes. Nous expliquerons de façon plus détaillée cette transition dans les deux prochains chapitres du mémoire.

Les relations sociales de propriété adoptées en Angleterre imposent progressivement une nouvelle dynamique au système international en générant une pression grandissante de la production anglaise sur son État, puis sur les autres États en concurrence directe avec lui.

Le changement qualitatif le plus important de cette succession de système géopolitique est l'émergence du capitalisme. [...] Il permet l'émergence de dynamiques géopolitiques entre les États territoriaux souverains au niveau politique et l'expansion de l'empire, c'est-à-dire d'un empire dont l'expansion dépend désormais davantage de l'accumulation de capital par des acteurs de la société civile, que de l'accumulation territoriale par l'organisation politique (Dufour et Lapointe, 2010, p.408).

Cette mutation du système géopolitique international se lie au développement inégal et combiné du capitalisme en Europe.

Les anciennes règles de domination changent; la phase d'extraction de surplus dépendante de la présence du pouvoir politique n'est plus nécessaire. Cette extraction de surplus s'effectue seulement par la médiation du capital et du marché dans les relations sociales entre dominants et dominés. La séparation entre l'économique et le politique résulte

des relations sociales capitalistes. La rupture entre les anciennes et les nouvelles formes de dominations influence la conception de la souveraineté des États et les relations internationales : « The transposition of capitalism to the Continent and the rest of the world was riddled with social conflicts, civil and international wars, revolutions and counter-revolutions, but its essential mechanism was geopolitically combined and uneven development (Teschke, 2003, p.266). »

1.5.2 Les relations sociales de propriété en Pologne

Pour ce qui est des relations sociales de propriété en Pologne, des dynamiques dynastiques apparaissent dans un système féodal typique. Le servage s'intensifie avec les gouvernements des États tutélaires absolutistes après la partition de 1795. Cette intensification se nomme second servage ou néo-servage. La production sur les manoirs est l'institution principale du second servage. Les paysans se soumettent à des règles très strictes sur la possession des terres parce qu'ils sont sujets de villages dirigés par des propriétaires terriens (Kieniewicz, 1969, p.3). Les paysans sont dépendants, juridiquement redevables et subordonnés au territoire; ils sont attachés à la terre, gouvernés par la loi des domaines et obligés de travailler sur les terres des propriétaires nobles possédant le monopole des terres (Kieniewicz, 1969, p.4). Ce type de production devient la norme dans les partitions prussiennes et autrichiennes. Le travail robot (robot labour) représente l'application économique de la législation de l'absolutisme sur le servage. Les seigneurs propriétaires des manoirs peuvent extraire, avec les taxes et le travail obligatoire, les deux tiers du revenu des paysans (Anderson, 1974, p.204). Le second servage ou le néo-servage renforce les relations sociales de propriété féodale et donc précapitaliste. Les Empires se partageant la Pologne s'inscrivent dans ce mouvement laissant très peu de place aux révoltes paysannes.

La Pologne ne connaît pas de période absolutiste (Anderson, 1974, p.209). Dans un premier temps, la Pologne n'est pas absolutiste parce que d'une part les revenus de la noblesse relèvent principalement des alliances dynastiques et du servage. D'autre part, les offices en Pologne servent principalement au positionnement des nobles dans les mariages

dynastiques. En ce sens, elles se différencient des pratiques économiques principalement observées dans l'absolutisme français. Dans un deuxième temps, les relations sociales de propriété en Pologne restent typiquement féodales. Les paysans conservent leur accès à la terre et, par extension, la possession de leur moyen de subsistance (Kieniewicz, 1969, p.4). Le servage est maintenu et consolidé à l'Est par l'absolutisme. Les nobles utilisent des moyens extraéconomiques et politiques pour agrandir leurs sources de revenus. Au contraire des pays de l'Ouest, la Pologne et les États d'Europe centrale ne connaissent pas de changements majeurs dans les relations sociales de propriété dans la transition du féodalisme à l'absolutisme. Finalement, l'ordre social se maintient parce que les classes nobles et monarchiques partagent le même but, celui d'attacher les paysans à la terre par la coercition politique.

1.5.3 Réinterpréter l'État polonais d'avant 1795

Il est possible de réinterpréter les théories du nationalisme polonais en fonction des récents travaux sur la souveraineté des États médiévaux parce que, selon Benno Teschke, celle-ci ne naîtrait pas des Traités de Westphalie de 1648, mais subséquemment dans l'histoire lors d'une transformation des relations sociales de propriété en Angleterre au XVIII^e siècle : « while Realists and non-Realists diverge in their assessments of the contemporary world-historical conjuncture, IR [International Relation] and IPE [International Political Economy] scholars are united in invoking the Westphalian states-system as the benchmark for measuring the present-day structure of world politics (Teschke, 2003, p.1) » Les traités de Westphalie institueraient de nouveaux mouvements géopolitiques caractérisés par l'anarchie : « The Neorealist 'logic of anarchy' says next to nothing about de generative sources and substantive practices – war of succession, political marriages, dynastic unions, mercantilist trade wars, and eliminatory equilibrium – of early modern international relation (Teschke, 2003, p.3-4). »

Selon le consensus existant dans les relations internationales, les États rationaliseraient leurs relations internationales par des règles et des codes après la signature de ce traité. Il

serait le moment charnière du développement de la souveraineté des États modernes. Teschke, lui, arrive à une conclusion radicalement différente : « Westphalian system was characterized by distinctly non-modern relations between dynastic and other pre-modern political communities that were rooted in pre-capitalist social propriety relation (Teschke, 2002, p.6). » Il réinterprète donc le développement dynastique et capitaliste dans les relations internationales en l'ancrant dans la grammaire générative des relations sociales de propriété (Dufour, 2007, p.587).

« far from signalling a breakthrough to modern inter-state relations, was the culmination of the epoch of absolutist state formation; it marked the recognition and regulation of the international-or, to be more precise, inter-dynastic- relations of absolutist, dynastic politics (Teschke, 2003, p.3). »

La création d'une communauté nationale orientée vers les intérêts d'un groupe précis et fermés émergerait de la transformation des relations sociales de propriété en France et en Angleterre (Dufour, 2007, p.588). Le cas de l'Angleterre ne se distingue pas seulement en raison des changements dans le régime propriété, mais aussi dans la mutation entière de son système étatique, financier et militaire. En effet, l'Angleterre modifie son système juridico-politique selon les nouveaux critères capitalistes pour empêcher l'éclosion de l'absolutisme des Stuart au XVI^e siècle (Teschke, 2003, p.257, Dufour, 2007, p.594). L'Acte d'Union en 1707 inaugure la fondation de l'unité en Angleterre en créant un parlement commun à l'Écosse et l'Angleterre et institue une nouvelle attitude britannique dans les relations internationales. Le parlement britannique ne tolère plus que les dynasties françaises, allemandes et espagnoles viennent interférer dans ses politiques sociales domestiques (Teschke, 2003, p.257). Pour éviter l'établissement d'une monarchie protestante, il doit à tout prix déclarer la guerre aux Bourbons français appuyant le retour de la dynastie des Stuarts, ce qu'il a fait durant la Guerre de Neuf ans (1688-1697). Le conflit entre l'Angleterre et la France a été inévitable (Teschke, 2003, p.257). Cependant, le parlement britannique possède un levier militaire puissant créé par une alliance financière de sa noblesse et a les moyens d'affronter la France. Ainsi, la communauté politique (les nobles représentés au parlement) et la sphère publique (l'État) orientée vers des propriétaires aux intérêts privés créent une communauté horizontale imaginée. Les propriétaires capitalistes agraires ont le pouvoir

représentatif de la nation entière et confondent leurs intérêts économiques et sociaux avec ceux de la nation, de l'État et de l'empire. Les nouveaux rapports sociaux capitalistes ont pour effet d'engendrer une forme sociale à leurs intérêts privés de reproduction. La nouvelle communauté créée par les changements apportés à l'ordre féodal et l'institution graduelle de l'État anglais capitaliste entre 1688 et 1713 bouleverse les relations internationales (Teschke, 2003, p.262, Dufour, 2007, p.594). L'Angleterre se développe de façon inégale par rapport aux autres États absolutistes d'Europe. Un nouveau système de taxation s'implante au parlement britannique. Celui-ci permet de financer la guerre en utilisant la dette publique de l'État (Teschke, 2003, p.261). Cette puissance du revenu de l'État a permis à l'Angleterre de maintenir une supériorité navale sur le continent européen en plus de s'éloigner de la politique continentale d'accumulation géopolitique.

« As long as the majority of the dominant European powers were dynastic states based on pre-capitalist social propriety relations, Britain remained engulfed in a hostile world of politically accumulating state. This explains why Britain's struggle overseas with Spain and France retained a military-mercantilist character (Teschke, 2003, p.258). »

L'Angleterre applique son modèle de stratégie de reproduction privée de son ordre social interne et l'impose, malgré elle, à l'ordre international. L'État capitaliste anglais institue une compétition avec les États absolutistes se soldant en une profonde crise militaire et sociale sur le continent européen (Teschke, 2003, p.263).

En somme, les relations sociales de propriété ont un apport décisif dans la mutation des systèmes nationaux et internationaux. En appliquant une pression constante sur l'ordre continental, l'Angleterre force les systèmes absolutistes à réformer radicalement leurs relations sociales de propriété et par conséquent tout leur système politique. Cependant, la France n'est pas la seule puissance européenne à ressentir cette pression. L'Allemagne, dans la même période, lance un débat sur son unification. Elle s'industrialise à une vitesse fulgurante. L'Autriche des Habsbourg rencontre également de nombreuses embûches avec les onze nations qu'elle domine. La stratégie adoptée au XIX^e siècle, celle de diviser pour mieux régner, commence à montrer des signes de faiblesses majeurs. L'Autriche revoit son approche étatique.

Nous affirmons qu'une variation dans les relations sociales de propriété en Allemagne et en Autriche, lors de la formation concurrentielle des États capitalistes modernes seraient à l'origine de l'apparition du nationalisme polonais.

1.5.4 Le concept de clôture sociale

Le concept de clôture sociale émane de la définition de Max Weber dans *Économie et société* de relation sociale ouverte ou fermée. Dans cette dernière, Weber précise que les relations sociales peuvent être ouvertes à tous ou être particulièrement restreintes à certains individus désignés comme autres ou extérieurs. Le potentiel compréhensif de cette notion est considérable parce que des situations de monopole, d'appropriation et de régulation peuvent être interprétées comme une chance supplémentaire ou la protection d'intérêts par la réglementation et la fermeture des relations (Weber, 1971, p.82-86). Les relations sociales de propriété au moment de la formation des États sont exploitées selon de nouvelles clôtures sociales, celles entre les membres et les non-membres de la communauté imaginée. Cet argument nous amène à accepter une vision des relations sociales de propriété étendue à la création de catégories juridiques et sociales. Ces catégories entérinent l'exclusion de groupes sociaux entiers comme des groupes religieux et sociaux imaginés. L'impact concret de ces catégories est une restriction dans l'accès à la propriété donc, des relations sociales de propriété modulées selon les groupes (Dufour et Rioux, 2008, p.130). Les clôtures sociales s'installent avec la formation des États. Selon les travaux de Roger Brubaker, elles s'institutionnalisent et deviennent de simples banalités de la vie en société. Le contexte polonais est un exemple probant, car les Polonais sont un groupe minoritaire parmi trois nations en quête d'un État moderne national.

1.5.5 La nation comme catégorie pratique

La nation comme catégorie d'analyse, selon Brubaker, serait une coquille vide (Brubaker, 1999, p.IX, Dufour, 2007, p.584). Les travaux de Roger Brubaker, inspiré des travaux de Pierre Bourdieu et de Max Weber, remettent la catégorie de nation en question en

l'historicisant. Dans son analyse de la citoyenneté en France et en Allemagne, Brubaker tente de différencier la conception de la citoyenneté française et allemande par rapport au processus de la formation des États. Ce processus produit une compréhension différenciée de la communauté nationale. Dans la tradition française, la nation est conçue comme étant en lien direct avec le territoire et les institutions d'États. La définition républicaine de la citoyenneté repose sur une communauté nationale conçue comme unitaire, universaliste et séculaire. La définition de la nation allemande renvoie à des principes prépolitiques. Elle repose sur une culture organique, linguistique et raciale irréductible, le *Volksgeist* : « If the French understanding of nationhood has been state-centered and assimilationist, the German understanding has been *Volk*-centered and differentialist (Brubaker, 1999, p.1). » Les arguments politiques français reposent essentiellement sur la notion de volonté du peuple à s'inscrire dans la nation. Par opposition, les arguments allemands reposent sur la langue et une certaine « nature » allemande. La construction de l'État allemand a connu des obstacles forts différents comparés à l'État français. Le futur État allemand unifié doit composer avec deux religions et plusieurs minorités nationales. Les dissensions entre la Prusse absolutiste et l'Allemagne souhaitant s'unifier sont également fréquentes. La Prusse tranche par rapport à l'Allemagne unificatrice par une autre conception nationale complètement à l'opposé. La Prusse est plus assimilationniste à plusieurs égards, mais ne réussit pas à assimiler les Polonais (Brubaker, 1999, p.5). Les frontières édifiées entre les minorités présentes en Allemagne et la nation allemande n'ont pas de précédent en France.

« German language, culture, and national identity over centuries in enclaves and outposts in the Slavic east and the preservation of Polish language, culture and national identity in eastern Prussia furnished to the German elite a differentialist, bounded model of nationhood, a feeling for the tenacious maintenance of distinctive ethnocultural mixed population. Germany defined itself as a frontier state, with reference to the German-Slav borderlands, in a way that has no parallel in France (Brubaker, 1999, p.6). »

Au XIX^e siècle, la mission civilisatrice des Français et le conflit entre la Prusse et les Polonais sont deux événements reflétant bien la tendance républicaine de la France et la tendance ethnoculturelle allemande (Brubaker, 1999, p.11).

La conception culturelle de la nation chez Brubaker s'appuie sur le concept d'idiome culturel. Ils relèvent des particularités culturelles et des intérêts présents dans les sociétés : « Cultural idioms constitute interest as much as they expressed them. These culturally mediated and thereby culturally constituted interests are not prior to, or independent of, the cultural idioms in which they are expressed (Brubaker, 1999, p.16). » Ces particularités culturelles sont renforcées par les expériences et maintenues dans le langage. Afin de bien comprendre leurs extensions, il est essentiel d'en analyser sa production sociale et sa reproduction politique dans le temps.

« "Not idea", wrote Max Weber, "but interest- material and ideal- directly govern men's conduct. Yet very frequently the "world image" that have been created by "ideas" have, like switchmen, determined the tracks along which action has been pushed by the dynamic of interest (Brubaker, 1999, p.17). »

En prenant l'exemple de la France et de l'Allemagne, Brubaker démontre que des conflits internes à la formation des États modernes émanent des définitions spécifiques de la citoyenneté. Dans les deux cas, la citoyenneté crée des clôtures sociales. Pour la France, les États-nations discriminent sur la base des membres et non-membres de la société considérés comme citoyens ou non-citoyens. Pour l'Allemagne, la filiation avec la communauté d'origine joue essentiellement le même rôle d'exclusion. Ces composantes sont normales, légitimes et rationnelles dans la plupart des nationalismes (Brubaker, 1999, p.28). La fermeture domestique contre les non-citoyens est une condition préalable à l'État-nation. Aussi, la fermeture territoriale contre les non-citoyens est une condition à l'État moderne territorial. En somme, la citoyenneté est une clôture sociale.

Les idiomes culturels mettent à profit des clôtures sociales bâties à travers des conflits sociaux. Ces derniers ne sont pas fréquemment détachés des intérêts des acteurs. En présentant la nation comme un processus culturel construit à partir de la formation des États, Brubaker ouvre de nouvelles possibilités de débat sur la constitution sociale de la conception de la nation.

En somme, en historicisant la catégorie de la nation et en tentant d'identifier son émergence, nous pouvons appréhender cette dernière comme une entité dynamique se construisant à l'aide d'événements contingents. Elle n'est plus une catégorie immuable et naturelle à l'abri des aléas de l'histoire.

1.6 Conclusion

Le but de cette démarche est de mettre en évidence les contextes particuliers de l'émergence du nationalisme polonais dans les deux partitions soit Allemande et Autrichienne. Nous souhaitons extraire ces particularités dans une perspective de développement moderne du nationalisme parce que ce phénomène ne peut être détaché de la trajectoire historique de la formation des États modernes et du capitalisme. Cette perspective nous évite de souscrire à la croyance répandue que les nations existent depuis la nuit des temps. Pour arriver à comprendre une telle évolution des structures étatiques, nous nous proposons d'examiner les relations sociales de propriété de chacun des deux États tutélaires. Cette théorie nous permet d'observer les ruptures et les continuités dans les pratiques des États quant à l'accumulation des surplus. En ce sens, elle permet également d'extraire les dynamiques internationales entre les États servant de motivation constante pour augmenter la puissance de l'État et effectuer des réformes. Ces dernières attaquent directement le pouvoir des propriétaires terriens et prônent une centralisation de la taxation et de l'administration à un État absolutiste et monarchique centralisé. Cependant, les deux contextes analysés ont une stratégie différente pour effectuer ces réformes. Cette diversité stratégique se manifeste aussi dans la gestion des minorités présentes dans les deux empires. Les Polonais se soumettent aux mutations des États et subissent la construction subséquente des communautés d'origine. Dans les deux prochains chapitres de ce mémoire, nous explorerons les mécanismes conditionnant la construction du nationalisme polonais. Dans celui qui suit, il sera question de la Prusse absolutiste, de la formation de l'État allemand et la gestion de la minorité polonaise dans les grandes transformations s'opérant au XIX^e siècle.

CHAPITRE II

LE NATIONALISME POLONAIS DANS LA PARTITION PRUSSIENNE ET ALLEMANDE AU XIX^E SIÈCLE

2.1 Introduction

À la suite de la dissolution du Saint-Empire romain germanique, un petit État dynastique au sud-est de la mer baltique se forme, il s'agit de la Prusse. La Prusse se compose grâce à l'union du Duché de Hohenzollern et de Brandebourg. Berlin est sa capitale. L'État du nord-est de l'Allemagne connaît ses plus grandes expansions au XVIII^e siècle sous le pouvoir de Frédéric Le grand. La Prusse sort victorieuse de la Guerre de Sept Ans (1756-1763) et s'empare d'une partie de la Pologne lors de la tripartition (1772, 1793 et 1795). En 1795, l'État absolutiste prussien possède une armée puissante, des institutions mandatées par l'État pour maintenir les paysans sur les terres. De plus, elle détient une noblesse dominante, les *Junkers*, constitués de grands propriétaires terriens. Les *Junkers* comptent sur des mini-systèmes absolutistes permettant de réguler politiquement l'accès à la terre dans le but de protéger leur position de domination économique (Mooers, 1991, p.106-108). Les systèmes absolutistes des États allemands développent différentes mesures pour limiter l'autonomie des paysans dès le XV^e siècle, en s'intensifiant jusqu'en 1807 à l'époque des réformes prussiennes. Ces mesures attaquent le droit des paysans de posséder la terre. Elles réglementent l'abandon de certaines protections commerciales de l'État comme le prix des grains, entérinent le remplacement du travail servile par le travail salarié et donnent le droit aux nobles de garder un enfant du paysan pour effectuer des travaux (Anderson, 1974, p.237-238, Mooers, 1991, p.109, Hagen 1980, p.72). Bien entendu, ces mesures adoptées par les

institutions prussiennes touchent l'ensemble des paysans serviles sur son territoire, mais plus intensément sur les minorités non-prussiennes comme les Polonais.

La rencontre des États prussien et polonais lors de la partition bouleverse l'histoire des deux États, particulièrement celle de l'État polonais qui se voit retirer sa souveraineté. La cohabitation des deux peuples influence la formation de l'État allemand ainsi que le nationalisme polonais. Comment le nationalisme polonais émerge-t-il de la formation de l'État allemand? Dans ce chapitre, nous expliquerons les différents jalons de la formation de l'État allemand et leurs liens avec la minorité polonaise et ses élites. Premièrement, nous mettrons en contexte le système absolutiste prussien et son fonctionnement au moment des partitions polonaises. Deuxièmement, nous tenterons d'expliquer l'unification de l'Allemagne à partir de sa transition au capitalisme et de l'unification de ses codes de lois. Finalement, nous explorerons comment les changements concernant les clôtures sociales en Allemagne avant et après 1871 causent l'émergence du nationalisme polonais.

2.2 Le système absolutiste prussien

La confirmation de l'ascension de la Prusse comme puissance continentale européenne s'effectue en 1772 lorsque la Prusse organise la première des trois partitions de la Pologne. La Prusse émerge comme une puissance au XVIII^e siècle entouré par d'autres États fragmentés équivalents au territoire de l'Allemagne actuelle. Une société de cour s'édifie en Allemagne pour agrandir le pouvoir que la monarchie détient sur l'aristocratie en exerçant une coercition sociale indirecte sur la noblesse. Sans partager tout le prestige représenté par la cour de France, le mécanisme réussit à créer de la discipline par un renforcement des distinctions en favorisant l'accumulation de prestiges symboliques et religieux (Wilson, 2000, p.72).

L'absolutisme prussien repose sur deux autres piliers, sa bureaucratie et son armée. Ces deux éléments se développent entre le XVII^e et le XVIII^e siècle pour permettre à la Prusse d'acquérir une puissance organisationnelle et militaire pour faire des conquêtes territoriales.

2.2.1 La bureaucratie prussienne

À son origine, le *Generalkriegkommissariat*, institution de surveillance fiscale, créée en 1674, guette avec son administration les entreprises et la taxation. La fonction de cet organe administratif est à la fois financière, militaire et politique : il contrôle la politique d'immigration des Huguenots¹, les associations professionnelles et marchandes des villes, supervise les manufactures et le commerce et finalement coordonne les entreprises navales et coloniales de l'État. Outre les organes administratifs internes, l'État prussien offre des possibilités d'ascension sociale aux nobles par une intégration à la bureaucratie d'État.

Le développement de la bureaucratie prussienne s'effectue à partir de la professionnalisation de la fonction publique. La fonction publique se base maintenant sur le sens des responsabilités et le prestige (Mooers, 1991, p.127). Les fonctionnaires ne détiennent pas de pouvoir exécutif, ce sont des salariés qui cherchent un avancement dans la structure étatique plutôt qu'un revenu constant versé par l'État (Wilson, 2000, p.91).

La force administrative de la Prusse contraint les paysans à la terre. La Cour suprême, le *Obergericht* appuyé par le gouvernement *Regierungen* sont les principaux organes par lesquels les nobles renforcent leur pouvoir local sur les paysans. Cependant, les dissensions entre les nobles et la monarchie s'agrandissent avec l'accroissement du nombre de lois régulant la distribution des surplus des paysans. La nécessité des nobles de recourir à la sphère légale pour maintenir leur pouvoir tourne à la faveur de la monarchie puisque les nobles dépendent des opportunités qu'offrent l'État pour accumuler les surplus notamment dans la fonction publique, ils deviennent des gestionnaires des mesures publiques de protection des surplus.

¹ Les Huguenots sont des protestants français qui connaissent l'exil dans les années 1560.

« It was also an expression of the fundamental dynamics of absolutist society: since the process of surplus-extraction in the form of rent or taxes rested upon the application of extra-economic coercion, competition within ruling class over the distribution of economic surplus was bound to take on a heavily political and legal character (Mooers, 1991, p.117). »

L'État prussien et sa bureaucratie profitent aux princes en offrant des postes de fonctionnaire et en régulant légalement l'asservissement des paysans. L'État utilise des appareils de contrôle endogènes et légaux comme le *Landrat* pour protéger les nobles, mais ne retire aucun revenu de cette coercition légale et militaire. Par conséquent, l'État doit étendre son territoire pour assurer une augmentation des revenus en mobilisant l'armée (Mooers, 1991, p.120).

Cependant, il existe des luttes entre les élites pour la distribution légale des surplus. Les premières réformes imposées par l'État sur les propriétaires terriens visent à amenuiser les tensions avec les masses paysannes serviles. L'État sous Frédéric-Guillaume I^{er} améliore les conditions des paysans. Ces améliorations touchent l'interdiction aux propriétaires de battre les paysans, la réduction des services à trois jours par semaine et le remplacement de la corvée par des paiements en argent (Mooers, 1991, p.119). Cette nouvelle réglementation stabilise la politique de la Prusse parce que le mécontentement des paysans risque de se transformer en révolte contre le gouvernement et les propriétaires terriens. Les droits d'extraction sur les paysans possédés par les propriétaires terriens sont progressivement amendés pour maintenir la Prusse dans une situation de stabilité politique et financière.

2.2.2 L'armée prussienne

La puissance de la Prusse dépend de son armée. Les campagnes militaires assoient l'hégémonie de la monarchie prussienne sur les États allemands, la Russie et l'Autriche (Wilson, 2000, p.93-94). Il existe trois différentes fonctions de l'armée en Prusse. La première est le renforcement de la noblesse en limitant la mobilité des paysans et en renforçant le servage par la force. La deuxième consolide l'hégémonie des nobles à travers l'accumulation de territoires dans différents conflits civils et religieux. Finalement, l'armée prussienne tranquillise les révoltes domestiques par la création d'un prestige nobiliaire à

l'intérieur d'une armée prestigieuse et puissante. Cette tranquillité dans l'ordre de l'État prussien permet à la Prusse d'acquérir d'autres territoires par des projets géopolitiques internationaux. L'entretien d'une armée est une priorité tant pour la noblesse que pour la monarchie et force le compromis entre ces deux groupes.

« Territorial warfare was a prime means of feudal accumulation and one particularly suited to providing the state with independent sources of revenue, since defeated territories were unlikely to harbour recalcitrant nobles. But in order to achieve such territorial acquisitions, rulers had to rely upon a loyal efficient army (Mooers, 1991, p.114) ».

En somme, l'absolutisme prussien parvient à attacher les paysans à la terre et à protéger les intérêts régionaux de l'État avec une armée puissante. Le consensus de la classe dominante et de la monarchie sur ces deux éléments amène une collaboration étroite entre les deux niveaux du pouvoir prussien parce qu'ils ne peuvent pas survivre l'un sans l'autre. Le système de *Grundherrschaft* est l'outil principal de la domination des nobles, car les paysans doivent céder une grande part de leur force de travail à travers cette pratique légale du servage.

2.2.3 La production manoriale *Grundherrschaft*

La production manoriale en Prusse devient la principale institution agraire lors de la période absolutiste. Les nobles polonais utilisent également ce type de production avant la partition de 1795 et continuent de le faire jusqu'aux réformes agraires prussiennes (Anderson, 1974, p.196). Les paysans polonais vivent dans une insécurité constante causée par les luttes concernant les conditions de servage difficiles et les restrictions de migration. Dès le début du XVII^e siècle, les paysans possédant une grande terre doivent fournir deux serfs et deux chevaux au domaine pour six jours par semaine.

Ceux qui possèdent une petite terre doivent travailler continuellement sur le domaine et reçoivent des réserves de nourriture supplémentaires (Hagen, 1980, p.14).

La nécessité pour les propriétaires d'accroître leur revenu mène à un nouveau système d'exploitation de la paysannerie aidé par le pouvoir politique de l'État qui se différencie grandement du servage féodal. Les *Grundherrschaft* sont des terres sur les manoirs des propriétaires terriens qui exercent une extraction plus efficace du servage des paysans à l'aide du contrôle de l'administration d'État. À partir de 1702, la Prusse administre les *Grundherrschaft* avec une forme particulière de surveillance des activités des paysans assistée par le *Generalkriegskommissariat*. Cette police d'État est mandatée pour faire partie du *Landrat* : « The institution of the *Landrat*, who was vested with all administrative, fiscal and military powers in the rural districts (Anderson, 1974, p.263). » La production manoriale en Prusse s'explique par une configuration accidentelle de terres paysannes à proximité les unes des autres qui facilitent la domination et le contrôle sur les paysans. La longue tradition d'exploitation de ces terres au XVII^e et XVIII^e siècle par les nobles prussiens explique également l'efficacité du système d'exploitation agraire (Mooers, 1991, p.110, Anderson, 1974, p.263).

L'État n'a pas un contrôle direct sur la paysannerie parce que les *Junkers*, les nobles prussiens, contrôlent personnellement la production et la collecte des taxes². Cependant, l'État exerce un pouvoir sur les villes et les domaines royaux à l'aide de la bureaucratie absolutiste (Anderson, 1974, p.264). Dans ce système, les *Junkers* consolident le plus efficacement leur pouvoir. Ils forment une classe composée de nobles possédant un pouvoir d'influence équivalent. En ce sens, cette classe d'aristocrate se distingue de la *Szlachta*, la noblesse polonaise fortement hiérarchisée (Anderson, 1974, p.262). L'équivalence de pouvoir entre les nobles allemands a deux conséquences bien précises sur l'organisation de l'absolutisme prussien. D'une part, les *Junkers* s'érigent en une classe aristocratique avec une unité plus considérable que la plupart des aristocraties hiérarchisées d'Europe. D'autre part, les *Junkers* exercent eux-mêmes la domination sur les paysans et l'organisation de la production (Anderson, 1974, p.263). La classe formée des *Junkers* conjugue ses efforts avec

² Les *Junkers* peuvent recueillir jusqu'aux deux cinquièmes de la production des paysans (Anderson, 1974, p.264)

l'État pour la reproduction de leur position sociale. En somme, les *Junkers* se préoccupent plus des révoltes paysannes à l'ouest de la Prusse qu'à l'Est parce que la centralisation de l'État sécurise l'attachement des paysans à la terre. De plus, l'expression de la dépendance des *Junkers* envers la dynastie de Hohenzollerns pour consolider leur pouvoir montre la faiblesse relative de cette classe sociale, aucune des deux entités ne peut se permettre d'être seule dans la tâche de contrôler les paysans (Mooers, 1991, p.112).

2.2.4 Les relations sociales de propriété dans l'absolutisme

Les relations sociales de propriété absolutiste reposent toujours sur de fortes bases féodales. La production et la reproduction de la classe dominante s'appuient sur des moyens extra-économiques principalement l'armée d'État. Les paysans possèdent leurs moyens de subsistance, la terre et le droit héréditaire de la céder à leurs familles. La différence majeure réside dans l'aide de l'État prussien pour maintenir le système de servage par la juridiction politique et la coercition par la bureaucratie d'État.

« The domestic policing functions necessary for the second serfdom in the East were in respect more exigent than those needed for the first serfdom in the West: the result was to render possible an Absolutist state in advance of the relation of production on which it was founded, contemporary with that of the West in the transition beyond serfdom (Anderson, 1974, p.209). »

Les relations de propriété absolutistes évoluent progressivement avec l'abolition du servage. Ces nouvelles lois, introduites par le monarque Frédéric Le Grand, créent une grande résistance des propriétaires terriens. Ces derniers tentent de garder leurs privilèges sur la production des paysans.

2.2.5 La réforme agraire et l'abolition du servage (1804-1848)

L'abolition du servage est un moment charnière en Prusse, en particulier dans les régions de l'Est plus agraire que l'Ouest. Frédéric II dit le Grand s'attaque à plusieurs aspects du système absolutiste en utilisant une stratégie caméraliste³ permettant une croissance de l'État à travers le développement économique. Dans cette veine, Frédéric Le Grand réalise quatre projets sous son règne visant une plus grande rationalisation de l'État. Il redéfinit les positions de fonctionnaires selon des critères de professionnalisme et de mérite plutôt que des privilèges acquis à la naissance. Cette réalisation approuve l'intégration progressive de fonctionnaires bourgeois à partir de 1769. Les bourgeois développent des moyens d'accumuler des revenus de manière indépendante de la législation de l'État. Frederick Le Grand s'attaque au système de corruption avec la *Regie* (administration générale des exercices) pour balancer le pouvoir des autorités fiscales. De plus, la *Regie* crée un certain nombre de monopoles d'État autour de commodités comme le café et le tabac. L'État soutire des revenus importants de ces commodités. En 1763, il crée un système d'éducation d'État réservé aux hommes. Finalement, la réforme agraire de Frédéric le Grand fait vaciller le pouvoir politique de l'État entre la monarchie et les *Junkers*. Ces réformes n'atteignent pas la population prussienne de manière égale, car certaines régions ont aboli le servage depuis longtemps, tandis que d'autres gardent une grande tradition de servage. Dans le cas de l'est de la Prusse, dans les régions comme le Brandebourg, la Poméranie, la Haute-Silésie aucune paysannerie libre ne se développe à cause du système de *Grundherrschaft* occupant 50 à 70% des terres cultivables au XVIII^e siècle (Mooers, 1991, p.120-128).

L'abolition du servage est une opération compliquée. Le statut de libre détenteur des terres reste flou jusqu'en 1858 parce que les paysans doivent indemniser les propriétaires pour la possession de leur terre. Ils sont dans l'obligation de céder une partie de celle-ci ou dédommager le noble par le rachat d'une partie de sa terre et ainsi obtenir un accès aux

³ Le caméralisme est une idéologie née au XVI^e siècle qui prône que le développement de l'État est inséparable de son expansion économique.

ressources sur lesquels il détient tous les pouvoirs comme le bois, les champs, les pâtures, les carrières et l'eau (Kieniewicz, 1969, p.4, 64). L'abolition du servage n'arrive pas à libérer les paysans de la mainmise des propriétaires parce que l'abolition du servage forme une dette. Certains serfs réussissent dans une proportion de 40% à compenser rapidement leurs seigneurs par une combinaison d'économie en argent, de force de travail et conséquemment deviennent autosuffisants. D'autres serfs représentant le reste de la population perdent toute sécurité apportée par la terre. Ils sont alors obligés de travailler sur les terres du seigneur comme ouvrier sur le manoir. Pour éviter un endettement exagéré des paysans, le gouvernement prête avec la banque d'État le montant nécessaire à la possession de la terre à un taux d'intérêt moins élevé que les propriétaires qui pratiquent l'usure (Kieniewicz, 1969, p.65-66).

Le système d'exploitation féodal dans le Duché de Poznań continue exactement selon les mêmes paramètres que le second servage, mais cette fois les paysans s'endettent envers les propriétaires pour la possession de leur terre. Ils doivent donc vendre leurs terres ou rester des travailleurs jusqu'à ce qu'ils aient réglé leurs dettes : « The landlords still possessed a pool of cheap labor, which could be exploited more efficiently under the threat of eviction than under the old regime serfdom (Hagen, 1980, p.82). » La réforme agraire ne s'applique pas également dans toutes les régions de l'Allemagne; pendant que certaines régions entament leur transition au capitalisme, d'autres maintiennent le servage malgré la réforme agraire.

Après la partition de 1772, les paysans polonais ne subissent pas beaucoup la transition entre les autorités polonaises et allemandes parce que le système de servage sur le manoir domine avant la partition et continue jusqu'en 1850. Les droits dynastiques de bases assurent une transition viable entre les deux gouvernements; les lois polonaises continuent d'être en vigueur pour garantir les droits des propriétaires terriens sur les serfs.

!

En somme, l'État absolutiste prussien développe de nouvelles méthodes de domination de la paysannerie polonaise par rapport à un système féodal causé par une meilleure

coercition légale sur les paysans. Nous avons expliqué le système absolutiste et son fonctionnement grâce au compromis entre les Junkers et la monarchie. La Prusse entretient une armée beaucoup plus puissante, fait des gains militaires et s'enrichit grâce à ce compromis. Par opposition, l'entente entre l'État prussien et la noblesse n'existe pas en Autriche, elle doit jouer d'autorité pour obtenir une centralisation d'État à travers une noblesse qui ne partage pas son origine. Néanmoins, l'équilibre entre les deux groupes dominants en Prusse est très fragile et la monarchie dirigée par Frédéric II bouleverse cet équilibre dès 1769, en abolissant le servage et en réduisant les surplus accordés aux nobles par la législation. Ainsi, les premières transitions économiques en Prusse s'établissent sous l'influence du monarque notamment avec différentes réformes, dont la réforme agraire.

2.3 La formation de l'État allemand

Les nouvelles lois édifiées par les *Junkers* dans la structure d'État protègent les droits acquis de la noblesse terrienne, car ces derniers demeurent la force dominante au sein de la bureaucratie. Cette classe dominante reproduit son pouvoir au sein de l'État parce que sa position économique est intrinsèquement liée à leur position politique. Le pouvoir extra-économique et la coercition directe des *Junkers* continuent à être les éléments dominants avant la Révolution de 1848 (Mooers, 1991, p.130-133). La monarchie, à l'aide des réformes agraires, légifère sur des droits acquis des nobles et fait changer le rapport de force entre les deux groupes en compromettant la domination des nobles sur les paysans. Les réformes enclenchées par Frédéric II ne réussissent pas à créer une classe de paysans majoritairement autosuffisante, mais réduit efficacement le pouvoir d'influence de la noblesse. Trois grands changements seront analysés en ce qui concerne la formation de l'État allemand de 1848 à 1914.

Les mouvements révolutionnaires et les Révolutions de 1848 entraînent de nouvelles luttes entre des intervenants libéraux et conservateurs (Rapport, 2009, p.225). Les conservateurs représentent la noblesse qui souhaite maintenir son pouvoir en abolissant certaines réformes dans le but de s'assurer de la loyauté des paysans. Les libéraux sont

représentés par la petite bourgeoisie professionnelle et intellectuelle qui réclame une ouverture économique aux talents et aux carrières et une meilleure représentation politique (Rapport, 2009, p. 191, Mooers, 1991, p.135). Cette Révolution va également éclater chez les Polonais qui se révoltent en Posnanie. Cette insurrection a des impacts majeurs sur la relation entre l'État prussien et la minorité polonaise (Hagen, 1980, p.117).

L'État allemand entre dans une phase de transition au capitalisme qui modifie durablement les relations entre les élites. Nous analyserons ces changements ainsi que l'adaptation de la minorité polonaise à la transition. Finalement, l'unification de l'Allemagne va créer une communauté juridique capable de s'identifier selon les mêmes lois lors d'un élargissement progressif de la législation municipale vers une législation d'État. Cette identification large de toute la nation allemande crée un contraste important avec la conception prussienne de la nation. Nous tenterons d'expliquer ces deux conceptions.

2.3.1 Les Révolutions de 1848

Le centre de contestation sociale en Prusse se trouve à Berlin en 1848. Des artisans, des ouvriers, des étudiants et des journalistes se rassemblent autour du projet de l'unification allemande et de l'abolition de la monarchie : « Now intoxicated by the political excitement, the students circulated a petition that demanded freedom of press, speech, religion and teaching, improvement in education, popular representation in government and the participation of all German-speaking parts of the empire in the new Germany (Rapport, 2009, p.61). » Frédéric-Guillaume IV de Prusse s'inquiète des rassemblements mobilisant de plus en plus l'armée prussienne à Berlin. Des altercations violentes surviennent rapidement entre les citoyens et l'armée prussienne. Le 2 avril, le roi cède, il abolit la censure et il considère la possibilité d'une réforme pour confédérer l'Allemagne. La répression violente de l'armée fait fléchir les manifestations. Des fusillades sans discrimination dans les foules et sur les maisons étouffent la révolte (Rapport, 2009, p.73). Le 22 mars, le roi Frédéric-Guillaume IV de Prusse fait un autre compromis, celui d'accorder une constitution (Rapport, 2009, p.78-79).

Les seuls gains de la Révolution de 1848 sont les institutions démocratiques puisque la population n'obtient pas l'abolition de la monarchie et doit attendre jusqu'en 1871 pour voir l'unification se réaliser.

2.3.1.1 La Révolution polonaise de 1848

Du côté polonais, les patriotes prennent conscience que la Révolution de 1848 est l'occasion de s'insurger et d'obtenir les droits retirés lors de la partition de l'État polonais. Le mouvement se radicalise lors de l'arrivée de membres du parti démocratique de la Pologne, autrefois exilé, à Poznań. Le leader de cette nouvelle tentative est Ludwik Mierosławski, un stratège militaire d'origine noble. Il entraîne des troupes polonaises pour faire la guerre à la Prusse (Kieniewicz, 1969, p.129) : « Simultaneously, in Poznan the Polish nobility, intelligentsia, and bourgeoisie took advantage of the paralysis of the Prussian administration to create a Polish national committee which announced its aim as the "the independence of the whole Poland" (Hagen, 1980, p.106). » L'indépendance de la Pologne ne reflète pas l'opinion de la majorité des élites, car les nobles conservateurs demandent la création d'un duché autonome et non pas la reconstruction complète de la Pologne. Les classes possédantes ne souhaitent pas mobiliser les masses et consentir à des réformes sociales à l'avantage de ces dernières. La noblesse adopte une stratégie ne compromettant pas le pouvoir qu'elle possède sur les masses et négocie avec le gouvernement pour obtenir une certaine autonomie dans la région de Poznań.

« They were left with the strategy they had conceived during pre-March years: negotiations with the Prussian government, in alliance with the German liberals, for national equality in the Duchy, paired with a program of Organic work to improve the cultural and economic conditions of the Polish masses and simultaneously to tie them politically to the upper classes (Hagen, 1980; p.112). »

La Révolution de 1848 voit deux discours s'affronter au sein des élites polonaises; la révolution vers l'indépendance nationale et la négociation d'une indépendance partielle au sein de la Prusse. Les paysans ne se laissent pas convaincre aisément quant à une Révolution dirigée par les nobles en 1848. Le comité national promet deux acres de terre aux paysans se

mobilisant pour la révolution. Néanmoins, Mierosławski ne souhaite pas effectuer sa Révolution nationale avec une guérilla paysanne (Kieniewicz, 1969, p.129). Les résultats de cette Révolution, plus idéologiques que militaires, permettent de constater une solidarité entre classes sociales pourtant fragilisée auparavant par les combats pour l'abolition du servage : « The abolition of compulsory labor lifted the barrier which had rendered impossible any understanding between patriots and peasant masses. It did not, of course, suppress social friction, but these now seemed a secondary matter in face of the great upsurge of nationalist antagonism (Kieniewicz, 1969, p.130). »

À la suite de la Révolution, le gouvernement traverse une période d'instabilité politique puisque la constitution prussienne de 1848-1850 donne aux nationalistes polonais une raison d'entamer des luttes nationales et linguistiques contre la Prusse. Cette constitution n'accorde aucune représentation politique à la minorité polonaise. Un sous-gouvernement élu s'organise dans le Duché de Gnesen pour compenser le manque de représentation au Reichstag. Les organisations du « Travail organique » se mettent en place à Varsovie après la Révolution de 1830 dans la partition russe et reçoit un appui majeur dans la partition allemande au lendemain de la révolution avortée de Mierosławski. Cette organisation regroupe les nobles et les élites intellectuelles souhaitant repenser la manière dont pourrait être libérée la Pologne (Porter, 2000, p.55, Hagen, 1980, p.109). Ce changement de discours propose une autre stratégie que la révolution, à savoir, celle d'une aide économique à la nation. Cette idéologie aura un impact considérable sur la solidarité polonaise lors de la colonisation.

Après les Révolutions de 1848, plus aucun doute ne subsiste dans l'esprit des Allemands; il faut éliminer toutes traces de culture polonaise dans le Duché de Poznań (Hagen, 1980, p.112). L'expression « germanisation » devient consacrée pour expliquer les mesures plus agressives qui suivent la déloyauté de la majorité polonaise envers la Prusse dans la région de Poznań (Hagen, 1980, p.118)

2.3.2 Les luttes entre libéraux et conservateurs au sein de l'État

Le *Bund*, l'assemblée législative allemande, unit les 39 États de l'Empire romain germanique et siège à Francfort après 1848. L'apparition du système parlementaire s'effectue à un rythme inégal en Allemagne, car certains États disposent d'un parlement après les conquêtes napoléoniennes. Le *Bund* de Francfort représente la première tentative d'un parlement unifié : « The Bund was intended to preserve the conservative order and to ensure that disputes between the states were resolved peacefully, which of course reassured the smaller « middle states » that they would be protected against domineering tendencies of Prussia and Austria (Rapport, 2009, p.11). » Le parlement dominé par le pouvoir conservateur demeure un instrument pour maintenir le lien existant entre l'État et l'extraction des surplus des paysans (Rapport, 2009; Mooers, 1991). Malgré la volonté de modernisation et de démocratisation du système politique lors de la Révolution de 1848 en Allemagne, le parlement ne parvient pas à réformer les relations politiques comme la Révolution française de 1789. L'opposition entre libéraux et conservateurs en 1848 semble moins grande parce qu'en étant possesseur des terres, les deux groupes d'orientations politiques différentes ont les mêmes intérêts économiques; ceux de maintenir la paysannerie comme une source de revenus avec le pouvoir d'État (Mooers, 1991, p.139, Kieniewicz, 1969, p.132).

Les libéraux et les conservateurs luttent sur deux aspects sociaux malgré le consensus sur l'extraction des surplus. Ils compétitionnent pour les privilèges des fonctions au sein de l'État, car l'appropriation des surplus dépend de cette position stratégique. Aussi, l'émergence graduelle du capitalisme et les conflits politiques font osciller les politiques entre l'adoption de mesure dans le sens d'une économie capitaliste et le retour à la constitution royale (Mooers, 1991, p.140-141).

2.3.3 La transition au capitalisme sous Bismarck

La structure sociale et économique allemande, portée par les réformes du début du XIX^e siècle, change radicalement sous l'ère Wilhelmine. Le chancelier Otto Von Bismarck est la

figure de proue de ces changements économiques et sociaux imposés par la Prusse. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, le développement inégal et combiné du capitalisme qui émerge en Angleterre au XVII^e siècle, force les autres États, par la concurrence internationale, à modifier profondément la structure de leurs États (Teschke, 2002, p.33). L'État bismarckien, conscient de l'influence du capitalisme en Europe impose les réformes nécessaires pour rendre la Prusse compétitive d'un point de vue international. Les réformes dictées par Bismarck relèvent plus d'un impératif par rapport au contexte international que d'une initiative personnelle (Mooers, 1991, p.141). Tout comme le développement graduel d'un capitalisme agraire en Angleterre, l'Allemagne connaît un développement de son système interne précapitaliste. Ce développement occasionne un changement involontaire dans le sens d'un nouveau système d'accumulation. Ainsi, l'État procède à des réformes afin de consolider de nouvelles sources d'accumulation de surplus pour sa classe dominante. Les réformes se réalisent avec le but de renforcer les relations précapitalistes, mais développent, au contraire, une économie capitaliste. Les *Junkers* profitent de ces réformes, car ils réduisent leur dépendance à l'État en s'appropriant par leur propre moyen les surplus de la production : « With the expansion of their fortunes through privately appropriated surpluses, they were less likely to be compelled by economic circumstances to rely upon incomes derived from state-appropriated surpluses (Mooers, 1991, p.146). » Ce détachement entre les *Junkers* et la structure d'État distingue le système féodal du système capitaliste.

« The political sphere in capitalism has a special character because the coercitive power supporting capitalist exploitation is not wielded directly by the appropriator and is not based on the producer's political or juridical subordination to an appropriate master. But a coercitive power and a structure of domination remain essential, even if the ostensible freedom and equality of exchange between capital and labour mean the "moment" of coercion is separate from the "moment" of appropriation (Wood, 1995, p.29). »

La séparation du moment de coercition et du moment d'appropriation s'implante involontairement dans les réformes de l'État bismarckien. Les *Junkers* retrouvent une autonomie dans l'extraction des surplus qu'ils ne possédaient pas lors de la lutte de pouvoir enclenchée avec l'État lors de la réforme agraire. Néanmoins, la classe dominante demeure dépendante de la régulation de l'État sur la population parce qu'il est essentiel, pour protéger l'accumulation de surplus, que les révoltes domestiques soient contrôlées.

En somme, la formation de l'État allemand naît d'une lutte constante entre les classes dominantes pour l'appropriation des surplus dans les fonctions d'État.

2.3.4 La communauté horizontale économique allemande

L'État et sa bureaucratie n'occupent plus la même position de force qu'au moment de l'abolition du servage. Le changement de statut des paysans serviles aux paysans libres opère une rupture dans le rapport de force que l'État détient sur la noblesse. D'une part, la dépendance de la noblesse envers le servage est de plus en plus réduite à cause du rapport de force qui se forme avec les masses paysannes endettées ou sans terres créées par la libération. Les *Junkers* continuent à exploiter le surplus des paysans sans que l'État intervienne à l'aide de sa bureaucratie pour protéger ce rapport de force. Par conséquent, l'État et sa législation ne sont plus nécessaires pour s'assurer du revenu des propriétaires terriens, il devient un appareil de contrôle des populations, sans nécessairement assurer le revenu de la classe dominante. Les intérêts des *Junkers* sont reproduits par l'accroissement économique plutôt que par les privilèges fournis par l'État. Le résultat de cette rupture est une plus grande solidarité qui cimenter la classe des *Junkers* selon de nouveaux principes. Les élites économiques conservatrices peuvent reproduire leurs pouvoirs économiques hors de la législation de l'État, ce qui réduit la compétition entre les élites pour le privilège des fonctions. La bourgeoisie et la noblesse bénéficient donc des mêmes possibilités de reproduction dans le nouveau système économique capitaliste.

D'autre part, l'État n'est plus en lutte avec les élites pour l'abolition du servage et d'autres mesures qui visent à amenuiser les tensions entre les propriétaires terriens et les paysans. Les *Junkers* détiennent un rapport de force sur les paysans sans avoir recourt à la réglementation de l'État. L'État assure la sécurité du territoire de l'Allemagne à l'international et contrôle les populations endogènes selon un principe de nationalité (Mooers, 1991, p.139).

2.3.5 La transition au capitalisme dans le cadre de la partition allemande

La région de Poznań est portée par l'industrialisation rapide de l'Allemagne. La crise agricole déclenche la chute du prix de la laine et des grains et pousse les paysans à migrer vers les villes de l'Ouest, beaucoup plus développées économiquement (Kieniewicz, 1969, p.191-192). La situation polonaise se différencie de celle de l'Allemagne parce que les paysans polonais influencés par l'Église catholique et les propriétaires terriens indigènes restent majoritairement ruraux. La population rurale allemande commence à décliner au profit des villes tandis que la population polonaise migre plus lentement. Dans la population allemande, une progression démographique de seulement 11% fait passer le ratio urbain rural de 29 : 71 à 35 : 65 entre 1871 et 1890, les villes industrielles absorbent le surplus de main-d'œuvre (Hagen, 1980, p.211). Quelques années après l'unification en 1873, la population polonaise continue de progresser dans la région de Poznań; la hausse du taux de naissance et le taux de mortalité à la baisse confirment la vigueur démographique des Polonais. Ils progressent de 61 à 63,6 % entre 1871 et 1890, tandis que la population allemande chute de 35,1 à 33,9 % (Hagen, 1980, p.133). La communauté polonaise progresse dans les milieux ruraux, tandis que les Allemands les désertent. La répartition de la population polonaise selon l'occupation se détaille ainsi.

« In Polish society itself, stratification and economic inequalities were extreme. In 1882, six of every ten Poles were rural labourers. Of all persons with officially counted occupations, 11 percent were self-employed agriculturists. Most of these were small-holding peasants; only a thousand or so, in a total population of about one million, were large estate owners. Only 6 percent were self-employed in industry, artisan trades, and commerce (Hagen, 1980, p.139). »

L'évolution des techniques agricoles et l'accroissement économique des villes transforment l'économie de la région. Le développement agricole s'appuie sur les commissions polonaises et allemandes parce que le crédit accessible accordé par ces institutions permet aux producteurs de parcelliser et moderniser leurs terres. Par exemple, la province de Poznań exporte plusieurs produits comme la vodka, le sucre et le seigle, la production de ce dernier double et triple en certains endroits.

L'augmentation progressive de la production et les changements économiques opérés par Bismarck transforment les propriétaires polonais en une classe de capitaliste agraire (Hagen, 1980, p.208, Kieniewicz, 1969, p.191).

Les changements économiques entraînés par le capitalisme amenuisent la compétition entre les élites allemandes. Cependant, l'Allemagne reste un État fragmenté en plusieurs régions (*Landers*) disposant de leurs propres institutions et codes de lois. La transition des codes de lois entre les États parcellisés et l'État absolutiste prussien primordial pour l'unification allemande, nous allons expliquer comment cette unification prend forme.

2.3.6 L'unification des codes de lois et la gestion des paysans pauvres

L'unification de l'Allemagne regroupe quatre royaumes, six grands duchés, cinq duchés, sept principautés, trois villes libres et un Reichland (l'Alsace-Lorraine) (Dufour, 2007, p.598). Le mécanisme par lequel l'Allemagne se conçoit comme une communauté homogène et horizontale se caractérise par un transfert progressif des pouvoirs des États parcellisés (ALR) *Allgemeines Landrecht*, à l'État unifié.

« As a general inclusive, immediate status, citizenship is the product of the development of the modern state in the direction of unitary internal sovereignty. This involved the monopolization of the powers of rule by a single central authority; the reconceptualization of the powers of rule, traditionally understood as a bundle of limited, discrete, particular rights, now conceive more abstractly as indivisible and unlimited; and the unification of law and administration through the creation of a single, internally homogeneous, externally bounded legal and administrative space (Brubaker, 1999, p.53). »

Avant l'unification, les États allemands possèdent des codes de lois et certaines institutions représentatives permettant à la population de s'identifier à leur région et à leur ville. Ces lois s'entendent comme une qualité personnelle ou un privilège découlant de la possession du territoire. En effet, les propriétaires terriens détiennent le pouvoir de légiférer en fonction de leurs propres intérêts sur une base régionale ou municipale. L'introduction des lois spéciales sous Frédéric II (1786-1797) par l'État prussien change le caractère de privilège des lois privées en les transformant en lois publiques.

Ces dernières s'instituent généralement sur le territoire de la Prusse afin d'imposer une relation directe entre les individus et l'État. L'État se substitue aux législations régionales et cause la perte progressive de leur signification légale.

« The state became a territorial organization, enforcing an order within the territory, indifferent to personal status. Yet the process through which territorial jurisdiction supplanted membership as a principle of law and social organization laid to the foundation for a new, general, comprehensive form of membership (Brubaker, 1999, p.54). »

En 1842, les nouvelles lois remplacent celles établies par les propriétaires terriens et imposent une nouvelle définition de la citoyenneté, celle de l'État. Cette redéfinition de la citoyenneté prend forme grâce à l'abolition de certains privilèges réservés à la noblesse ayant pour conséquence l'émergence d'une égalité entre les régions. Par exemple, les cours gérées par les seigneurs sont abolies au profit d'une cour d'État. Les autres couches de la population furent également affectées par ces processus.

« Peasants were freed from hereditary subjection, service obligations, and the exit fees formerly levied on those who moved out of the local juridical district. Nobles were free to enter formerly "bourgeois" occupations- and to incorporate previously protected peasants holdings into their own. Bourgeois were free to buy formerly noble estates (Brubaker, 1999, p.61). »

Les paysans migrent plus librement d'un territoire à l'autre à cause de l'élargissement de la gestion des lois vers l'État. L'abolition des privilèges et la liberté de mouvement occupationnel et territorial créent une nouvelle homogénéité dans les rapports économiques entre les bourgeois et les nobles. Ces acteurs économiques, formellement libres, s'égalisent parce que les statuts médiévaux n'empêchent plus une parité des chances économiques entre la bourgeoisie et la noblesse. Finalement, l'abolition du rapport de force entre la noblesse et les paysans dans les États parcellisés évite également l'apparition de citoyenneté provinciale et municipale et impose la création d'un autre type de citoyenneté plus large. La formation de l'État et de sa citoyenneté doit être homogène à l'intérieur de ses frontières et hétérogène à l'extérieur, pour cette raison aucune division entre les États allemands parcellisés (ALR) ne peut subsister. Cependant, un élément caractéristique des ALR est le rejet systématique des populations pauvres. La définition d'une population municipale fermée empêche la migration

des paysans d'une ville à l'autre et le problème s'aggrave dans le cas des populations pauvres. Par conséquent, la gestion problématique de cette population crée des conflits entre les États, car les régions et leurs populations sont mutuellement exclusives (Brubaker, 1999, p.63).

2.3.7 La migration des populations pauvres

La législation de 1794 nécessite un contrôle des populations pauvres par les États à travers l'administration municipale et s'ancre sur une loi adoptée en 1563. Les municipalités ont l'obligation de prendre en charge leur population pauvre, ce qui crée un repli vers une définition plus exclusive des gens d'une municipalité ou d'une région : « Municipal closure against the poor, then, had a double edge 'foreign' poor were excluded from the town, and potentially poor were excluded from municipal membership (Brubaker, 1999, p.64). »

Cette exclusion apporte automatiquement de l'itinérance à la fin du XVIII^e siècle. Progressivement, la citoyenneté communale ne se détermine plus de façon autonome par la ville, mais de façon hétéronome par l'État : « So long as one focuses on movement of the poor- or potentially poor- across communal boundaries, then state citizenship appears essentially inclusive, municipal citizenship essentially exclusive (Brubaker, 1999, p.66). » La citoyenneté des municipalités codifiée et routinière est bien implantée dans les habitudes et les comportements des habitants des villes. La municipalité régleme l'accès à ses services (émigration, aide sociale, service militaire, taxation et héritage). Ces règles, plus claires que celle de l'État unifié, déterminent quels citoyens détiennent le droit de bénéficier des avantages sociaux. Ces distinctions sont en concurrence directe avec les nouvelles frontières que l'État souhaite instaurer entre les membres et les non-membres de l'État national. En somme, la citoyenneté des gens nés sur le territoire municipal est limpide, mais le statut des pauvres, des itinérants et des immigrants est incertain. La vision restrictive de la citoyenneté municipale crée des problèmes d'exclusion des populations pauvres.

Les municipalités se concertent sur la gestion de ces populations indésirables; ces traités sont une première forme d'institutionnalisation de la citoyenneté et surviennent au début du XIX^e siècle. En 1815, la confédération allemande adopte une loi avec laquelle la responsabilité des mouvements de population se prolonge à tous les membres de l'État. Les citoyens obtiennent le droit de quitter n'importe quel État librement à condition de payer les taxes. Cependant, ils doivent demander à l'État dans lequel ils entrent la permission de s'installer. Cette nouvelle norme pousse les États allemands à rationaliser leurs pratiques d'exclusion, selon deux principes adoptés par la Prusse en 1827. Tout d'abord, les États peuvent expulser sur un autre territoire seulement les citoyens qui sont membres d'un autre État. Ensuite, ils doivent rapatrier les citoyens exclus d'autres territoires lorsqu'ils sont expulsés. Les États sont donc dans l'obligation de prendre en charge leur population pauvre. Ces frontières entre municipalités se justifient avec des relations entre États culturellement, politiquement et économiquement intégrées dans un système interétatique (Brubaker, 1999, p.70). Finalement, deux facteurs favorisent l'unification entre la citoyenneté municipale et la citoyenneté de l'État. Premièrement, la construction d'une souveraineté intérieure à chacune des municipalités évite le maintien d'un système étatique inégalitaire notamment en ce qui concerne la compétition militaire entre les États. Dans ce cas, la citoyenneté devient plus moderne et inclusive au sein des États. Deuxièmement, la fermeture des frontières contre les pauvres migrants dans un système interétatique plus intégré mène à une conception de la citoyenneté qui s'éloigne de l'endroit de résidence (Brubaker, 1999, p. 71-72).

La Prusse, le plus grand vecteur de l'unification allemande, orchestre une correspondance entre les lois municipales et les lois étatiques, de sorte que la définition municipale de la citoyenneté ne soit plus nécessaire. Les codes de lois unifiés permettent aux habitants de l'Allemagne de se retrouver sous la même législation et de partager une seule compréhension de la citoyenneté, celle de la communauté ethnoculturelle. La Prusse voit progressivement changer son mode de compréhension de la nation; passant d'une citoyenneté axée sur le territoire à une communauté ethnoculturelle.

La conception de la citoyenneté relève d'une compréhension particulière de la nation. Selon Brubaker, le premier mode de compréhension, celui de l'État-nation, se définit par l'encastrement d'un cadre institutionnel et territorial dans une nation. Le deuxième mode de compréhension, ethnonational, se comprend comme une communauté ethnique et ethnoculturelle indépendante du cadre institutionnel et territorial de l'État. Ces deux compréhensions de la citoyenneté allemande se croisent avant 1913 : la communauté territoriale de l'État absolutiste prussien (1815-1871) et la communauté de descendance de l'État-nation allemand (1871-1918). Par conséquent, les actions de l'État se différencient foncièrement en fonction de ces compréhensions.

Parallèlement à la volonté d'unir tous les Allemands, la présence des juifs, des Danois et des Polonais compromet grandement la conception homogène de la nation (Brubaker, 1999, p.115-116). La conception allemande de la nation se répercute sur d'autres groupes ethniques et religieux se manifestant lors des politiques anticatholiques en Alsace-Lorraine et en Posnanie. Ces groupes de non-citoyens sont considérés comme des ennemis du Reich pour différentes raisons entre autres pour leur différence religieuse, pour leurs supposées alliances aux puissances étrangères et au socialisme (Dufour, 2007, p.599). D'ailleurs, ce dernier facteur, issu d'une modification du mode de compréhension de la nation, unit l'Allemagne parce que la désignation des ennemis intérieurs et extérieurs du Reich rend concrète la conception de la nation. La Pologne se retrouve au centre de la définition allemande de la nation et forme, dans le même mouvement, son propre nationalisme. Dans la prochaine section, nous analyserons l'émergence du nationalisme polonais par rapport à cette communauté horizontale conçue comme une communauté d'origine. Nous verrons que le nationalisme polonais émerge dans une confrontation avec le mode de compréhension ethnonational allemand.

2.4 L'émergence du nationalisme polonais (1795-1914)

Les recherches sur le nationalisme polonais ne s'entendent pas sur le moment de son émergence (Rapport, 2009, Berend, 2005, Brock, 1977, Porter, 2000, Snyder, 2004, Hagen,

1980). Nous avons pu constater, dans le premier chapitre, que plusieurs débats portent sur le caractère moderne ou ethnonational du nationalisme en Pologne parce que les analyses qui concernent le discours nationaliste font remonter son émergence aux premières révolutions polonaises de 1830 et 1863 (Porter, 2000, Brock, 1977). Au premier chapitre, nous avons mis en exergue que le mode de compréhension de la nation polonaise entre la partition finale et les premières Révolutions relève du volontarisme, du romantisme et de l'élitisme. Cette compréhension évolue selon de nouveaux paramètres dans la structure de l'État prussien et allemand principalement après l'échec de la Révolution polonaise à Poznań en 1846. Les premières mobilisations d'un discours national dans les premières décennies du XIX^e siècle portent un éclairage sur la résistance qui s'organise contre les mesures prussiennes et allemandes d'assimilation. Les élites qui développent ce discours constituent la première menace à éliminer pour l'État prussien. Les autorités prussiennes protestantes attaquent l'Église catholique parce qu'elle menace de propager un discours nationaliste et religieux s'éloignant de celui prôné par la Prusse. Cependant, les réseaux de solidarité entre les masses et les élites polonaises, minces avant 1871 se développent lors de l'adoption de mesures plus agressives contre la minorité polonaise entière par l'État allemand unifié. Après 1871, le nationalisme polonais se forme par rapport à celui de l'État prussien et allemand et possède essentiellement les mêmes caractéristiques; une nation séparée de ses minorités induisant de nouvelles clôtures sociales. En imposant sa vision de la nation à ses minorités, l'Allemagne provoque le développement des nationalismes minoritaires.

Les catégories nationales se mobilisent notamment lorsque les *Junkers* luttent les uns contre les autres pour les privilèges d'État. Le fait que les structures de l'absolutisme prussien demeurent dictées par des intérêts dynastiques guide les mesures de l'État envers la minorité polonaise. Les mesures se modifient grandement dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les Polonais ne ressentent plus le même type de pression de la part de l'État à partir de 1871 parce que la compréhension de la nation se déplace vers une conception ethnonationale plutôt qu'étatique. La transition entre ces deux modes de compréhension entraîne une double définition des clôtures sociales entre les populations allemande et polonaise. Dans les pages qui suivent, nous exposerons les mesures antipolonaises de l'État prussien et allemand. Nous verrons comment les mesures antipolonaises proposées par l'État prussien et allemand entre

1815 et 1914 alimentent le nationalisme polonais. Nous croyons qu'un nationalisme polonais sous le mode d'une auto-compréhension ethnonationale émerge dans le cadre de la formation de l'État allemand en 1871. Nous analyserons les difficultés qui ont émergé de la première phase de mesures politiques antipolonaises ainsi que leurs réorientations. Ensuite, nous explorerons l'évolution des mesures contre la minorité polonaise avant et après 1871 et l'évolution des clôtures sociales correspondantes. Finalement, nous expliquerons comment une communauté horizontale nationale polonaise se forme dans l'intensification des mesures antipolonaises de l'État allemand. À ce moment de l'histoire, des réseaux de solidarité répondant à de nouvelles clôtures sociales s'édifient, nous tenterons de comprendre leur formation.

2.4.1 L'assimilation prussienne de la minorité polonaise

Le but recherché par l'État prussien en 1815 avec la minorité polonaise est l'ordre, l'obéissance et la loyauté des élites envers l'État. L'État prussien s'assure de la loyauté des élites simplement par la centralisation qu'impose l'État absolutiste à cette époque (Hagen, 1980, p.59). Le gouvernement prussien souhaite transformer culturellement et de façon socioéconomique la minorité polonaise.

« The Prussians did not suppose that the Polish language, Polish cultural traditions, or the positive dimensions of Polish social life would perish through these processes of assimilation and adaptation. But they did insist that the Poles locate their political identity in the Prussian state. Prussianization, however, is not Germanization. As an explicit official policy, Germanization should be defined as intensive settlement of Germans in Polish regions accompanied by systematic and forceful efforts, justified in nationalist terms, to undermine the Poles' cultural autonomy, economic strength, and national consciousness (Hagen, 1980, p.61). »

Avant l'unification, la Prusse amorce des mesures d'assimilation par la centralisation politique et la langue. Néanmoins, elle se bute à une noblesse polonaise indépendantiste refusant catégoriquement toute assimilation. Par conséquent, les mesures s'orientent directement contre ces élites par l'absolutisme prussien puisque le clergé et les nobles détiennent le plus grand pouvoir d'influence et de résistance. Il existe une volonté en Prusse de faire des Polonais des citoyens prussiens par la centralisation administrative et l'éducation.

L'État allemand, dans son processus d'unification, se définit selon de nouvelles clôtures sociales nationales naissant en partie de l'échec des mesures d'assimilation des Polonais. L'absolutisme prussien et allemand dirige volontairement ces mesures contre la minorité polonaise à travers une législation visant à limiter l'accès à la culture et à la propriété.

2.4.2 L'assimilation culturelle prussienne et allemande: gestion de la minorité polonaise

Au début du XIX^e siècle, la Prusse, tolère la langue polonaise dans les écoles élémentaires, dans les communications bureaucratiques et juridiques même si l'allemand reste la langue officielle. En éducation, il n'est pas interdit d'enseigner le polonais. Par contre, dans les universités les futurs enseignants polonais s'éduquent en allemand dans les institutions prussiennes. Pour les études supérieures, l'allemand se maintient comme la seule langue d'enseignement. Les élites polonaises s'inquiètent des mesures prussiennes d'assimilation par l'éducation parce que le polonais doit être transmis aux masses (Hagen, 1980, p.84). Après l'unification de 1871, les mesures culturelles visant l'éducation s'intensifient, la langue polonaise est abolie dans les institutions scolaires élémentaires dans le cadre de la législation du nouveau curriculum sécularisé de 1872. Le nouveau programme oblige l'éducation en allemand dans toutes les matières en Haute-Silésie et en Prusse de l'Ouest (Kieniewicz, 1969, p.195). L'enseignement en polonais est seulement maintenu en Posnanie où la religion peut encore être enseignée en polonais. La nouvelle législation en matière d'éducation freine la propagation du catholicisme en Posnanie et prévoit que les prêtres polonais n'enseignent plus dans les écoles allemandes. Les prêtres polonais se voient également retirer le droit d'être ministre de l'Église et sont remplacés par des prêtres allemands. L'État congédie tous les enseignants polonais dans le Grand Duché de Poznań. Ils sont transférés dans d'autres régions de la Prusse. En 1876, l'allemand devient la seule langue de la vie publique (Brubaker, 1999, p.129). Les autorités allemandes enlèvent complètement le polonais de l'enseignement en 1890 (Davies, 1982, p.127). La Grève de l'école, encouragée par les parents polonais, amène les enfants à ne pas participer aux classes de religion en allemand.

Le point culminant a lieu en 1906 quand 70 000 enfants polonais dans 950 écoles élémentaires refusent de participer aux cours de religion en langue allemande (Hagen, 1980, p.182). Les organisations nationalistes et religieuses aident à organiser cette résistance.

2.4.3 Les lois visant l'assimilation en Prusse et en Allemagne: gestion de la minorité polonaise

Les autorités allemandes confisquent les terres de la couronne et du clergé polonais pour installer des colons prussiens en territoire polonais en 1841. Après la Révolution de 1830 perdue par l'armée du Royaume de Pologne dans la partition russe, les possibilités de révolution s'amenuisent dans les trois partitions (Hagen, 1980, p.86). Au moment des insurrections, le gouvernement prussien craint que le mouvement national polonais n'affaiblisse le pouvoir de la Prusse sur le continent à cause de la possibilité d'alliance entre les Polonais et les Français dans une future invasion. C'est dans cette perspective que le gouverneur provincial Flottwell engage le *Polenpolitik* en 1841 visant à limiter l'influence des élites polonaises en Posnanie (Davies, 1982, p.120). Dans un premier temps, les réformes prussiennes accordent plus de droits aux paysans polonais pour déséquilibrer le pouvoir des élites sur la population. La noblesse polonaise et le clergé, en manque d'appuis, s'astreignent à la loyauté au pouvoir prussien (Hagen, 1980, p.88 à 90). Dans un deuxième temps, Flottwell améliore les infrastructures avec la construction d'écoles et de routes au profit des paysans les plus pauvres. Le véritable résultat de la construction de ces infrastructures est qu'elles profitent plus à la bourgeoisie qu'aux paysans. Dans un troisième temps, il tente de régénérer la communauté germanophone par des réformes de colonisation. Cependant, ces mesures n'arrivent pas à implanter une élite prussienne capable de maintenir une domination sur les paysans polonais.

Une nouvelle ère dans les relations entre la Pologne et l'Allemagne entre en vigueur en 1858 lorsque le gouvernement abolit les libertés civiles accordées aux Polonais. Les libertés civiles allemandes étant réservées au groupe national, les Allemands reviennent immédiatement après la Révolution de 1848 sur les droits des Polonais dans le système d'éducation allemand.

Au parlement, les conservateurs et les libéraux sont unanimes par rapport à la germanisation, ils souhaitent une assimilation à la langue allemande et un partage de la culture (Hagen, 1980, p.132, Davies, 1982, p.125).

2.4.4 L'échec de la prussianisation et de la colonisation

Les efforts de la Prusse pour faire des Polonais des citoyens par l'assimilation des élites semblent vains après la Révolution de 1848, car les données démographiques indiquent qu'un nombre croissant d'habitants de l'est de la Prusse parlent polonais et la Révolution de 1848 confirme la force des élites polonaises et leur volonté de résister aux autorités prussiennes. Après 1871, l'assimilation des Polonais semble impossible pour les Allemands. L'intégration des Polonais comme citoyens allemands selon le mode de compréhension prussien de la nation s'avère plus difficile que prévu. Selon Brubaker, cet échec justifie le passage d'une compréhension de la nation comme État-nation à la communauté ethnoculturelle.

« Having failed to win the political loyalty of the Poles and to assimilate them to German culture, the government now sought to displace Poles by Germans in the eastern frontier districts, lest these districts become increasingly Polish. Having failed to Germanize people, it now sought to Germanize the soil, to build a "living bulwark against the Slav flood" (Brubaker, 1999, p.131). ».

Lors de l'unification, la vision ethnoculturelle de la nation domine et les Polonais sont soudainement considérés comme une minorité avec laquelle il est impossible de traiter (Pfaff, 2003, p.46). La loi de colonisation de 1886 adoptée par Bismarck s'inscrit dans ce nouvel état d'esprit.

« Poles were distinguished from other citizens of the Reich. "National" and "German" were used less often in their inclusive state-national meaning and more often in their discriminatory ethnonational meaning. The *Reichpolen*- Polish speaking citizens of the Reich- were characterize as Poles, or, in more cautious public formulations, as our "Polish fellow-citizen", certainly not as German or German citizens "tout court"; they were stigmatize as *Reichfeinde* (enemies of the Reich); they were legally and administratively treated as second-class citizens (Brubaker, 1999, p.128). »

La loi de colonisation s'attaque à la fois aux élites et à la population polonaise en général. La loi de colonisation utilise les moyens de l'État pour racheter les terres des paysans polonais pauvres qui ne parviennent pas à s'affranchir de leur propriétaire terrien. L'État donne ensuite ces terres à des colons allemands peuplant les régions polonaises. Les 20 000 colons allemands et leur famille récupèrent les terres de l'État, mais ne déracinent pas le nationalisme polonais provenant des élites religieuses et nobiliaires. Deux raisons expliquent cet échec, il s'agit de la communauté polonaise de crédit et la situation de transition économique que connaît l'Allemagne. Dans ces circonstances, une modification de la conception de la nation élargit les possibilités d'émergence du nationalisme polonais.

2.5 Réseaux de solidarité : la résistance polonaise

2.5.1 L'extension des réseaux de solidarité (1871-1914)

Parallèlement à la radicalisation des mesures dirigées contre la minorité polonaise, une solidarité se crée dans la communauté. Des réseaux de solidarité entre les propriétaires et les paysans s'érigent devant l'impératif d'affronter les mesures de colonisation allemande. La colonisation allemande des terres prend rapidement de l'expansion, 40 000 Polonais vendent leurs terres aux Allemands parce qu'ils n'arrivent pas à survivre aux fluctuations de prix des récoltes ou à s'affranchir de leurs propriétaires terriens. En 1888, la contre-organisation de la communauté polonaise de crédit et de parcellisation tente de battre les Allemands à leur propre jeu (Kieniewicz, 1969, p.196, 198). Les propriétaires polonais prêtent aux paysans en difficulté afin qu'ils ne cèdent pas les terres aux colons allemands.

« by the early 1890s, the Poles had developed a system of private land parcellation societies to which financially hard-pressed large landowners could turn instead of the government's well-hated colonization agency. The Polish press had begun to brand sellers of land to the Commission as national traitors. Since the Polish parcellation banks could count on selling, at relatively high prices, farm-sized plots or smaller holdings to the land-hungry Polish peasants, they could afford to outbid the Commission. The Polish landlords assured of high prices for their estate land by selling to their countrymen, thus found a means of reconciling profits and patriotism and turn their back on the Commission (Hagen, 1980, p.177). »

Les politiques de Bismarck visent directement un groupe ethnonational rejeté par l'unification de l'Allemagne et la formation de l'État. La conception de la nation contraint les Polonais à agir et à se définir en vertu des mêmes paramètres. Ainsi, la compréhension de la nation que les masses n'acquièrent pas lors des Révolutions du début du siècle se matérialise dans l'altérité avec la formation de l'État allemand. À partir de ce moment, le nationalisme ne se mobilise plus pour une élite précise souhaitant reproduire son pouvoir social, mais dans les intérêts d'un groupe ethnonational exclu lors de la formation d'un État rival. L'organisation du crédit polonais produit un effet parce que les Polonais restent des acteurs dominants à l'est de l'Allemagne (Davies, 1982, p.130). Les colons craignant une « vague slave » désertent les terres. Le programme polonais de sauvegarde des terres contribue fortement au recul des colons allemands laissant des terres non colonisées en Posnanie. Les terres polonaises deviennent de plus en plus profitables et rendent leur rachat difficile aux autorités allemandes. Des mesures du gouvernement allemand limitent l'action des organisations de crédit polonaise dès 1890. Cependant, les lois d'abolition de ces organisations entrent en vigueur au moment où les institutions de protection des terres polonaises ont déjà contré les effets de la colonisation (Hagen, 1980, p.186).

En somme, la mise sur pied d'une telle organisation polonaise de crédit démontre le changement de philosophie de la nation passant d'une conception essentiellement élitiste à populaire. Ce changement encourage une plus grande résistance envers l'État allemand. Cet exemple illustre que, confrontés à la compréhension ethnonationale de la nation allemande, les Polonais développent une conception similaire et réciproque de la nation. L'échec des mesures de colonisation marque une transition entre une volonté d'assimilation des minorités et son rejet complet en Allemagne. Parallèlement, les Polonais acquièrent une conscience plus aiguë de leur groupe ethnonational rejeté par l'État allemand.

2.5.2 L'industrialisation et le recul démographique des Allemands en Posnanie

Les mesures de colonisation des milieux ruraux dans le but de réduire la force démographique et sociale des Polonais se butent à une tendance contraire portée par

l'industrialisation fulgurante de l'Allemagne. Trois problèmes émergent dans l'intensification de la colonisation. Premièrement, les fermiers expérimentés prêts à migrer et investir dans une terre à l'Est à la fin des années 1890 sont rares. Deuxièmement, les Allemands décidant de s'installer à l'Est font souvent appel à la commission pour réclamer une aide financière. Finalement, les coûts de la colonisation se révèlent plus élevés qu'espérés et le retour sur investissement s'amincit (Kieniewicz, 1969, p.199). La vitalité du nationalisme polonais et ses réseaux d'aide font pencher la balance du côté polonais dans les années 1890 (Kieniewicz, 1969, p.202). Cette grande solidarité se ressent dans les statistiques démographiques et socioéconomiques (Hagen, 1980, p.178-179). En effet, la population polonaise est démographiquement en santé et augmente contrairement à la volonté des élites allemandes. La culture polonaise ne décline pas au profit de la culture allemande. D'un point de vue socioéconomique, les paysans polonais profitent de la mauvaise performance des colons dans l'agriculture des terres de Posnanie pour acquérir les terres abandonnées des déserteurs (Hagen, 1980, p.133). L'échec des mesures de colonisation à cause de l'émergence du capitalisme et de la grande solidarité nationale polonaise dénote un changement d'attitude important en Allemagne, la minorité polonaise ne peut plus s'intégrer à la nation allemande et par conséquent elle devient une ennemie dont il faut limiter l'influence (Kieniewicz, 1969, p.201).

2.5.3 L'immigration et l'expulsion des travailleurs polonais

L'essor économique de l'Allemagne attire des travailleurs agricoles polonais, autant les hommes que les femmes migrant en masse des autres partitions en quête de meilleurs salaires. Dans les petites villes, l'artisanat s'organise et se mécanise vers la fin du XIX^e siècle : « Although the estate owners, urban entrepreneurs, and educated classes reaped the largest profits from this transition, the rising income of farmers, small business men and workers were equally crucial elements in the political conflicts of the prewar decades (Hagen, 1980, p.216). » La population polonaise continue sa croissance s'élevant à 9,5 % durant les années 1890 contre à peine 3 % pour les Allemands et les juifs en Posnanie. Les Allemands migrent vers l'Ouest plus qu'ils ne s'établissent sur les terres de Poznań. La migration des Allemands laisse quelques entreprises artisanales sans propriétaire qui sont reprises par des

Polonais. Parfois, ces entreprises réussissent à prendre de l'expansion et à employer un certain nombre d'ouvriers. Ces initiatives permettent de diversifier les activités économiques polonaises et de faire émerger une forte classe moyenne (Hagen, 1980, p.224).

L'État allemand réalise qu'aucun gain démographique n'est observé en Posnanie et désigne la minorité polonaise comme « ennemie du Reich ». Le but de l'État ne consiste plus en une colonisation des terres polonaises, mais plutôt en une préservation purement défensive de la communauté allemande. Pour ce faire, l'État allemand empêche l'établissement de travailleurs migrants polonais provenant d'autres partitions par des expulsions. Cette mesure représente bien l'abandon complet des Allemands de l'assimilation et la volonté de maintenir la progression démographique des Polonais en Posnanie à un minimum. Dans un climat de résistance par rapport à l'expulsion, l'État crée une loi pour contrer de la menace constante de soulèvements polonais en régulant la population polonaise de Poznań.

« Bismarck's chief concern was with nationalist agitators among immigrants. But he and his ministers were moved by ethnodemographic concerns to undertake an indiscriminate mass expulsion of noncitizen Poles and Jews without regard to political activity (Brubaker, 1999, p.131). »

Dans les années 1880, l'émigration massive des Allemands vers les villes la Posnanie raréfie sa main-d'œuvre agricole. La carence de main d'œuvre entraîne l'immigration de Polonais provenant de la Russie et de l'Autriche à partir de 1881. Cette migration alimente la polonisation de la Prusse et mène aux expulsions de 1885. Dans les balbutiements de la loi de colonisation, la main-d'œuvre ne manque pas et Bismarck ignore volontairement l'immigration des Polonais, alors considérée comme négligeable. Cependant, la migration des Allemands vers les villes laisse la Posnanie dominée par les Polonais. Cette perspective pousse Bismarck à agir pour cesser l'immigration de travailleurs polonais. Après l'expulsion, l'immigration polonaise se ferme, mais elle est rouverte à cause des besoins de main-d'œuvre. Bismarck consent à la migration des travailleurs, mais adopte des lois pour éviter qu'ils s'établissent sur les terres allemandes (Kieniewicz, 1969, p.193). Les ouvriers immigrants ne doivent pas être mariés, sont obligés de travailler dans des districts précis et retournent dans les partitions autrichienne et russe durant l'hiver. Près de 240 000 Polonais s'engagent dans

des tâches saisonnières en Prusse; les Polonais sont dans l'intervalle des trois quarts aux quatre cinquièmes de toute la main-d'œuvre étrangère. Les discussions allemandes sur l'immigration portent principalement sur la migration agricole en Prusse et l'idée du conflit national (Brubaker, 1999, p.132-134).

2.6 Consolidation du nationalisme polonais : l'avènement des organisations populistes

À la fin du XIX^e siècle, le parti national-démocratique se forme et propose d'autres moyens d'émancipation nationale que ceux proposés par les élites mobilisées dans les trois partitions durant la phase révolutionnaire. Après ces tentatives de Révolution, l'État allemand tente d'assimiler tous les Polonais avec différents projets politiques comme la loi d'expropriation et la germanisation restreignant l'utilisation du polonais dans la sphère publique en Posnanie. Cette opposition de la part de l'État allemand fournit aux nationaux-démocrates une occasion de s'insurger contre les politiques de germanisation et contre les projets révolutionnaires précédents (Hagen, 1980, p.238). La collaboration des élites politiques polonaises avec les États tutélaires est l'une des grandes contestations que les Nationaux-démocrates mettent en exergue.

« Their [the conservatives] inclination to accept the statu quo in a spirit of Tri-loyalist resignation collided both with the anti-Polonism of the Prussian government and the anticollaborationist strategy of the National Democrats. Although their own analysis of the inherently aggressive nature of Prussian Polenpolitik condemned collaboration with the government to futility, they argued that National Democrats' defiant nationalist militance amounted nothing more than a self-serving policy based on the adage "the worse, the better," (Hagen, 1980, p.254). »

Le mouvement national-démocrate se distingue des mouvements nationalistes précédents puisque les nobles et le clergé ne contribuent pas à son élaboration. Le mouvement trouve ses premiers membres dans les villes où une petite bourgeoisie entrepreneuriale et de profession libérale polonaise s'édifie dans le déclin du programme de colonisation allemand.

Entre 1911 et 1914, nous pouvons compter que 47 % de ses membres sont des écrivains, journalistes, physiciens et avocats, 28 % sont des entrepreneurs et des artisans, 14 % sont des propriétaires terriens et des prêtres et les 11 % sont des travailleurs (Hagen, 1980, p.152).

Étant donné la base de mobilisation de ce mouvement nationaliste et populiste, les élites s'inquiètent de son influence et le discréditent auprès de la population polonaise. Les membres de l'Église condamnent les nationaux-démocrates de diffuser un message de haine envers le clergé conservateur dans l'ensemble des couches sociales polonaises. Pourtant, le slogan des nationaux-démocrates est sans équivoque « la religion, ensuite la nation » (Hagen, 1980, p.248).

La contestation des élites ne tait pas les nationaux-démocrates même si le mouvement ne parvient pas à réunir les Polonais sous une seule et même solidarité nationale. Pour réussir à atteindre son but, le mouvement doit élargir sa sphère d'influence et ne peut pas envisager cette manœuvre politique sans une alliance avec le clergé et la noblesse. L'alliance effectuée entre les élites et le mouvement national-démocrate altère la critique précédente selon laquelle les élites collaborent avec le pouvoir en place. Le mouvement change de constitution pour collaborer avec le pouvoir en place plutôt qu'en le confrontant (Kieniewicz, 1969, p.105-106). Cette alliance se traduit immédiatement en une augmentation des membres du parti entre les années 1890 et 1900. En 1912, 500 personnes sont membres du mouvement, la majorité à Poznań. À la fin de 1913, on recense 350 cercles et associations nationale-démocrates réunissant 14 500 individus. Les cercles débattent de plusieurs enjeux sociaux: « At circles meetings and in the association's journal, the identity of peasants and gentry economic interests and political primacy within Polish society of the farmers, great and small, formed an ideological leitmotiv agreeable to the prosperous peasantry's ears (Hagen, 1980, p.242). » Ces débats nationaux concernent également la gestion des minorités dans les régions majoritairement polonaises. Par ailleurs, le parti national-démocrate est l'un des grands initiateurs du discours nationaliste intolérant et haineux des Polonais à la fin du XIX^e siècle.

2.6.1 Les dérives du nationalisme polonais dans la partition allemande

Entre les années 1890 et 1894, les Polonais vivent en Allemagne comme des citoyens de seconde classe et les mesures de germanisation se sont résorbées. L'État allemand abandonne les politiques d'assimilation des Polonais et se replie sur la défense du territoire de culture allemande. La pression amenuisée de l'Allemagne sur la minorité polonaise autorise la recrudescence des manifestations culturelles polonaises. Les Polonais parlent leur langue et fonctionnent dans leurs propres institutions. Cette autonomie renforcée par le discours nationaliste développé par le parti national-démocrate engendre une définition de la nation. Cette définition basée sur la situation d'oppression vécue auprès de l'État allemand et la volonté de sauvegarder la culture polonaise s'envisage comme étant la plus intolérante du développement du nationalisme polonais. En effet, cette définition se comprend comme la création de clôture sociale entre les Polonais et les Allemands oppresseurs et contre les juifs qui sont minoritaires parmi les communautés polonaises (Porter, 2000, Blobaum et al., 2005, Berend, 2005, Hagen, 1980).

Cette compréhension de la nation selon des clôtures sociales se décrit par les mêmes mécanismes lors de la formation de l'État allemand. Premièrement, l'État allemand souhaite s'unifier et définir ce qui distingue les membres citoyens de ceux qui en sont exclus. L'État arrive à cette définition de la citoyenneté par l'unification des codes de loi et le sabordement de la citoyenneté municipale au profit de la citoyenneté nationale. Deuxièmement, l'État allemand construit sa définition de la nation allemande sur des clôtures sociales existantes cultivée à partir de ses rivalités internationales avec la France et la Russie, ce qui renforce son sentiment de puissance par rapport aux autres nations. Finalement, l'État allemand distingue sur son territoire les groupes qui ne font pas partie de la nation telle que les Polonais, les juifs et les Danois et tente d'assimiler complètement la minorité à la culture et à la langue de la nation dominante. Ce mécanisme érige des clôtures sociales incombant aux minorités présentes sur son territoire. De la même façon, les Polonais rejetés par la formation de l'État se définissent par la présence d'un ennemi externe qui est l'Allemagne.

La Pologne se définit par la suite avec ses ennemis internes incompatibles avec la nation. Cette définition ethnonationale de la nation polonaise s'effectue principalement lorsque la Pologne obtient son État en 1918.

« The Polish nationalist movement's anti-German and anti-Jewish propaganda expressed, even as it intensified, the Polish population's grievances against the state and against German society generally. It reinforced the Poles' tendency to withdraw into their own social and cultural universe and economic and political organizations. This strengthened the Polish common people's acceptance of the legitimacy of the traditions and institutions of the aristocracy, clergy, and middle classes. But, if the peasants and workers were won for the nationalist movement, their assertion within it of their own social and political interest would inevitably reshape it (Hagen, 1980, p.263). »

Une partie de la définition de la nation polonaise exploite également le rejet de la minorité juive. Les juifs se retrouvent au centre de cette définition dans la partition allemande puisque les idées antisémites rallient de plus en plus les populations locales en Europe centrale. La propagation de ces pensées haineuses envers les juifs s'assemble à d'autres changements tels que la transition au capitalisme, l'industrialisation et le mouvement des populations qui en découle. Nous explorerons cette construction de la pensée antisémite polonaise dans les prochaines pages (Blobaum et al., 2005, p.3).

2.7 L'antisémitisme en Pologne

L'antisémitisme en Pologne n'a pas toujours été présent sous la forme haineuse et destructrice du XX^e siècle. Lors des grandes immigrations juives en Pologne au XIV^e siècle, les Polonais vivaient dans une tolérance relative avec la minorité juive. Avant la partition de 1795, les juifs et les Polonais agissent selon les anciens systèmes de castes médiévales; deux groupes vivant en ségrégation l'un par rapport à l'autre entretiennent une religion, un langage et un style vestimentaire différent dans une grande tolérance l'un par rapport à l'autre (Blobaum et al., 2005, p.2). Dans la Pologne médiévale, les droits sociaux des juifs se resserrent parce que la *szlachta* polonaise et l'Église limitent grandement leur pouvoir. La différence religieuse justifie certaines restrictions; les juifs ne peuvent pas posséder la terre de même que les offices de privilège fourni par l'État monarchique. Les juifs restreints dans les

activités traditionnelles comme l'agriculture (principale activité économique de l'époque) s'inscrivent dans d'autres sphères d'activité telles que les services et le commerce de détail (Blobaum et al., 2005, p.3). Les juifs sont présents dans l'ensemble des classes sociales en Pologne. Les premiers remous de l'antisémitisme européen apparaissent à l'Ouest au XVIII^e siècle avec l'arrivée progressive du capitalisme en Europe. Les changements sociaux déclenchés dans ce contexte compliquent les relations entre les groupes polonais et juifs. En effet, leur position sociale varie dans les dynamiques coloniales des trois puissances. L'émancipation progressive des paysans juifs et polonais dans les trois partitions crée une compétition sociale qui n'existe pas précédemment: « At the same time, as the new social economic took shape, the earning of livelihoods became increasingly based on competition rather than interdependence, and many of the ties that had bound Polish Christians and Jews unravelled (Blobaum et al., 2005, p.4). »

De la simple différence culturelle entre deux groupes au Moyen-âge, la situation se complique entre les Polonais et les juifs notamment à cause de la compétition économique et sociale avec la nouvelle élite polonaise éduquée qui se développe à la fin du XIX^e siècle. Le mouvement national-démocrate entretient une forme moderne d'antisémitisme dans la communauté polonaise. Cette forme moderne d'antisémitisme tranche avec les formes qu'elle adopte au Moyen-Âge parce qu'elle contient d'importantes dérives racistes inspirées des théories du darwinisme social et des récents développements du nationalisme (Brock, 1977, Porter, 2000, Blobaum et al., 2005, p.6). L'antisémitisme ne se développe pas plus tôt chez la noblesse polonaise parce que les juifs sont considérés comme une part intégrante de la nation polonaise au début du XIX^e siècle. Une vision républicaine de la nation polonaise inclut les juifs dans le but de mener à terme une révolution : « The judeophobes who wanted to keep the Jews out of the struggle for Polish independance altogheter were challenged, because the nationalism of 1830 was already too intertwined with revolutionary message of justice, freedom and inclusivity (Porter, 2002, p.39). »

Progressivement, les juifs deviennent, aux yeux des Polonais, d'irrévocables étrangers hostiles et invulnérables à l'assimilation (Porter, 2002, p.158). Le discours politique de la

nation polonaise s'organise autour de la compétition et des clôtures économiques et sociales édifiées par un système capitaliste en émergence. Au milieu des années 1890, la « question juive » devient une expression courante pour désigner l'impossibilité d'assimiler les juifs (Porter, 2002, p.159).

« The only meaningful assimilation was total assimilation, the complete abnegation of one's former identity, allegiances and cultural practices. There could be no "Jewish Poles" or "Polish Jews", there could be no "Poles of the faith of Moses"; there could be only "Jews" and "Poles" (Porter, 2002, p.178). »

Selon Porter, le combat pour la survie définit un nouveau vocabulaire d'exclusion à travers des frontières ethniques. La rhétorique de combat entretenue par la nouvelle élite polonaise se transforme en un populisme nationaliste. Le mouvement national-démocrate cultive l'antisémitisme lorsque les juifs entrent directement dans la logique de la bataille entre les nations en étant considérés comme un ennemi intérieur à la nation polonaise. Les juifs sont caractérisés de façon très large, ce qui encourage des spéculations sur toutes sortes d'éléments subversifs et antinationaux.

Le résultat de cet antisémitisme est double puisque d'une part, la construction de frontières d'exclusion avec la minorité, d'autre part, il crée la discipline et l'autorité au sein du groupe majoritaire et nationaliste (Porter, 2002, p.227) : « The Jews, in other words, were an alien force, a parasite that was spreading disorder, disobedience, and weakness, thus undermining Poland's struggle for survival (Porter, 2002, p.229). »

Il n'existe pas d'antisémitisme typiquement polonais, car les idées antijuives voyagent d'Ouest en Est et se répandent en Europe centrale. Les théories de conspirations religieuses provenant de la Russie avec *Le protocole des sages de Sions* fournissent des arguments aux nationalistes de nombreux États d'Europe centrale (Pfaff, 2003, p.69). La diffusion de ce document a un impact presque immédiat sur l'antisémitisme international et la désignation d'un ennemi interne, c'est-à-dire, la minorité juive. Parallèlement à cette diffusion, la volonté de l'État allemand de définir une population citoyenne homogène ayant ses racines dans

l'histoire s'effectue en rejetant délibérément la minorité polonaise et juive. Dans ce même mouvement, les Polonais séparent leur communauté d'origine de la minorité juive avec laquelle ils cohabitent depuis le XIV^e siècle. La concurrence économique capitaliste entre les groupes juifs et polonais ne fait qu'envenimer la relation entre les deux groupes.

2.8 Conclusion

En somme, l'émergence du nationalisme polonais dans la partition prussienne et allemande est le résultat de la contingence de plusieurs événements historiques majeurs. Nous avons vu que la puissance donnée par émergence du capitalisme à l'Angleterre va forcer l'État absolutiste prussien à modifier ses relations sociales de propriété pour faire face à la concurrence internationale. Les modifications dans les relations sociales de propriétés prennent la forme de l'abolition du servage. Cette dernière n'est pas accordée automatiquement parce que les paysans restent dépendants des terres des propriétaires nobles pour d'autres ressources : le bois, les champs, les pâtures, les carrières et l'eau. Les paysans s'endettent auprès des propriétaires pour garder leur terre. Les propriétaires terriens allemands deviennent alors des entrepreneurs capitalistes parce qu'ils ne dépendent plus du pouvoir d'État pour maintenir les paysans sur leurs terres. La pression économique exercée par la dette des paysans et les difficultés d'accès à la terre suffisent amplement à entretenir la dépendance des paysans envers les propriétaires terriens. La transition au capitalisme par la mutation des relations sociales de propriété forme une communauté horizontale nationale capable de voir la reproduction de leurs intérêts à travers une nouvelle économie. Le profit des propriétaires terriens n'est plus attaché au servage des paysans, mais à l'amélioration continue de la production des terres et à la plus value retirée aux ouvriers salariés sur le manoir. Les propriétaires terriens ne sont donc plus en conflit avec l'État pour que celui-ci maintienne le servage. Ils ont trouvé, grâce à la transition au capitalisme, un moyen de restreindre les paysans à leurs terres sans aucune coercition politique.

La formation de l'État allemand et la définition de la communauté nationale sont les seconds événements majeurs qui causent l'émergence du nationalisme polonais. La définition

restrictive de la nation allemande rejette les minorités qui n'en font pas partie. Dans l'altérité, formée par les nouvelles clôtures sociales entre la formation de l'État allemand et la minorité polonaise, émerge le nationalisme polonais. Par la même occasion, les minorités sont à leur tour rejetées par la définition polonaise de la nation. L'intensification du discours antisémite des Polonais après l'unification allemande témoigne de cette définition exclusive de la nation. Ces événements et définitions réciproques constituent une chaîne de violence qui se transmet des majorités aux minorités, puis vers d'autres minorités moins puissantes ou dispersées sur les territoires d'Europe centrale. Les Polonais, étant une minorité dominée par un État prédateur depuis la tripartition de 1795, n'ont pas d'autres choix que d'encaisser les nombreux changements apportés par la compréhension que les Allemands ont de leur nation. Conséquemment, des groupes de résistances et réseaux de solidarités se créent devant l'impuissance de la Pologne d'effectuer une Révolution. La définition de l'Allemagne comme une communauté d'origine ethnonationale qui rejette les Polonais est le catalyseur menant à une définition similaire de la nation polonaise. Les Polonais se définissent, à leur tour, comme une communauté d'origine ethnonationale ennemie du Reich. Dans le prochain chapitre, nous traiterons du cas autrichien et tenterons de comparer son contexte avec celui de l'Allemagne. Nous explorerons également l'émergence du nationalisme polonais issu de ce contexte.

CHAPITRE III

LE NATIONALISME POLONAIS DANS LA PARTITION AUTRICHIENNE AU XIX^E SIÈCLE

3.1 Introduction

L'histoire de l'Autriche au XIX^e siècle ne peut pas s'expliquer sans revenir sur la centralité du rôle joué par la dynastie des Habsbourg occupant le pouvoir en Autriche de 1278 à 1918. Durant ces nombreuses années, les Habsbourg connaissent des périodes de crise et de grandes périodes marquées par la richesse d'une cour royale s'étendant de l'Europe centrale jusqu'à l'Espagne. La dynastie maintient son pouvoir notamment grâce à la loyauté des aristocraties locales et à ses stratégies de mariage patrimoniaux. Les contrats de mariage sont très complexes, ils sont principalement orientés vers l'héritage des titres de noblesse, mais comprennent également des clauses de garantie mutuelle et des plans de successions (Johnson, 2002, p.58). L'État autrichien s'assemble avec l'État polonais lors de la première partition en 1772 et enlève la Galicie. Cet événement se répercute sur les relations entre les deux groupes. Dans ce chapitre, nous tenterons d'expliquer les interactions entre l'État dynastique autrichien et les élites polonaises de la Galicie. Premièrement, nous analyserons le système absolutiste autrichien du XVIII^e siècle et du XIX^e siècle en tentant de comprendre la situation des nobles polonais et des paysans dans ce contexte. Deuxièmement, nous tenterons de comprendre l'évolution de la relation entre les élites polonaises et autrichiennes après les *Jacqueries* de 1846 et dans les grands changements apportés par la Révolution de 1848.

Finalement, nous analyserons comment les divisions de classes sociales et ethniques en Galicie causent une émergence du nationalisme polonais foncièrement différente de celle connue au sein de la partition allemande.

3.2 Le système absolutiste autrichien (1517-1866)

3.2.1 Second servage et *Gutsherrschaft*

Le second servage en Autriche émerge à l'époque de la Contre-réforme (1517) et consolide les droits ancestraux féodaux en empêchant la mobilité des paysans et en renforçant les obligations de servage (Johnson, 2002, p.86, Anderson, 1974, p. 300). Les haute-terres de l'Autriche ne partagent pas le même type d'exploitation que les plaines. La petite propriété existe dans les montagnes alors qu'elle est très rare sur les plaines. De la même manière que les *Gutsherrschaft* à l'est de l'Allemagne, les propriétaires croissent leur revenu en augmentant le surplus extrait de la production agraire des paysans. Pour ce faire, le nouveau système d'exploitation sur le manoir utilise le pouvoir et la surveillance de l'État pour exiger plus de temps de travail à la paysannerie. Avec le pouvoir de l'État pour renforcer la coercition sur les paysans, le système de servage manorial se différencie par sa grande intensité dans l'exploitation. Dans certains cas, les conditions de servage s'empirent par rapport aux lois prescrites par l'État à cet effet. Pour protéger les surplus engrangés, les propriétaires terriens ignorent délibérément la réglementation étatique. Les manoirs ne brisent pas les liens contractuels entre les paysans et les propriétaires terriens. Ce contrat demeure une tension entre les deux groupes parce que les propriétaires terriens contrôlent pleinement la production et exigent des paysans une plus grande part de leur surplus. La taxation amplifiée par les besoins financiers du système absolutiste se reflète directement sur le niveau de vie des paysans (Anderson, 1974, p.308).

« The development of "second serfdom" in Bohemia and also in eastern Austria, Hungary, Poland, and parts of eastern Germany consisted basically of lords' reassertion of feudal rights over peasant-serf at a time when, farther west, the restriction of medieval or "first serfdom" were gradually disappearing because of the development of money based or cash economies that made it more profitable for lords to extract money, rather than goods or services, from their tenant-serfs. "Second serfdom" restricted rural mobility by binding peasants to the land and by increasing the burden of traditional labor obligations that they owed their lord (Johnson, 2002, p.85-86). »

Le second servage et le système de *Gutsherrshaft* qui l'accompagne sont très similaires en Allemagne de l'Est et chez les Habsbourg, particulièrement dans les terres fertiles de la Bohême et de la Moravie. L'absolutisme des deux États obtient plus de revenus de la part de la noblesse pour répondre à la pression militaire internationale.

3.2.2 Loyauté religieuse

L'Empire bénéficie d'un outil stratégique majeur pour éviter les conflits entre les différents États. La loyauté religieuse des membres des Habsbourg réussit à unir de manière plus considérable sa noblesse hétéroclite que les échanges économiques avec l'État autrichien. L'Autriche s'avère être un petit distributeur d'office d'État comparativement aux États de l'ouest comme la France : « Vienna was not to be the metropolitan centre of sale of offices, or of a service nobility; its hallmarks remained a malleable clericalism and a jumbled administration (Anderson, 1974, p.310). » L'Empire autrichien renforce le contrôle du pouvoir dynastique sur chacune des régions en favorisant les nobles catholiques. Les services rendus par les dynasties des différentes régions aux Habsbourg s'apparentent au rôle de propriétaire terrien caractéristique au XVII^e siècle, l'agriculture de servage domine et des dynasties indigènes puissantes dirigent la grande majorité des paysans. L'appartenance à la juridiction seigneuriale et le droit de cultiver la terre contraignent les paysans à la corvée (Anderson, 1972, p.300, Markovits et al., 1982, p.10).

Les familles dynastiques de cette époque qu'elles soient tchèques, slovaques, hongroises, allemandes ou autrichiennes se préoccupent des mêmes enjeux; d'une part, il faut contrôler les masses paysannes, souvent en lutte avec la noblesse, pour arriver à une stabilité politique et économique.

D'autre part, il faut maintenir ou agrandir leurs territoires aux dépens des dynasties voisines et concurrentes.

« Feudal nobilities, as we have seen, were never primarily 'national' in character; they could be transposed from one country to another, and fulfill their role as landowning class without necessarily possessing any common ethnic and linguistic links with the subject beneath them (Anderson, 1974, p. 311). »

Le pouvoir à cette époque est personnalisé, la richesse est entre les mains des meneurs des grandes familles et des moyens diplomatiques et militaires dont elles disposent (Johnson, 2002, p.30-31, Anderson, 1972, p.300). Dans la partition allemande, une noblesse plus homogène dans ses origines permet une plus grande concertation avec l'État absolutiste centralisé. Les nobles comprennent plus qu'en Autriche que les succès politiques et militaires de l'État aident à un meilleur contrôle des paysans par une coercition légale. Cette différence fondamentale avantage l'Allemagne dans de futurs conflits entre les deux États.

3.2.3 L'absolutisme éclairé de Marie Thérèse et de Joseph II

Le règne de Charles VI (1711-1740) coïncide avec le paroxysme de la richesse et de la grandeur des Habsbourg⁴. Le monarque n'ayant aucun héritier masculin légitime cède le trône à sa fille Marie Thérèse après un amendement aux lois d'hérédité.

⁴ Les constructions baroques de la même époque évoquent la grande puissance de l'Autriche, de l'Église et de l'aristocratie catholiques romaine.

La Guerre de succession entre les années 1740 et 1748, lors de laquelle Marie Thérèse est couronnée Archiduchesse d'Autriche, est marquée par la perte de la Silésie au profit de l'armée prussienne.

Durant son règne, Marie Thérèse ne se manifeste pas comme une grande sympathisante de l'absolutisme éclairé pratiqué dans les États voisins, car celui-ci brusque la pensée religieuse baroque dominante depuis la Contre-réforme (Kieniewicz, 1969, p.37, Markovits et al., 1982, p.5)

« The dynastic centralization of power and the creation of modern centralized bureaucracies for state administration and defense had to be executed at the expense of the veritable rights of the church and the nobility, both of which loyally served the dynasty (Johnson, 2002, p.114). »

Néanmoins, Marie Thérèse effectue des réformes apparentes allant dans le sens d'une plus grande centralisation des pouvoirs à Vienne. La Guerre de Sept Ans (1756-1763) et la victoire de la Prusse sur les Habsbourg affaiblissent l'État perdant le contrôle sur ses terres traditionnelles dynastiques les plus prospères et sur le sixième de sa population.

« Prussia, with a third of the treasury and a sixth of the population of Austria twice triumphed over it. This double shock precipitated two drastic bouts of reforms within the Habsburg State under Maria Theresia, conducted by Chancellors Haugwitz and Kaunitz, with the aim of modernizing and renovating the whole apparatus of government (Anderson, 1974, p. 317) ».

Puisque le contexte international commande à l'Autriche de mieux se défendre contre ses voisins, Marie Thérèse applique certaines réformes.

« the pressures of war, and international crisis which disrupted the plans of late seventeenth-century ministers also taxed the minds of their successors a hundred years later. What was different was heightened sense of self-criticism and a growing awareness of the relative position of states and the interaction between ideas, people and material resources (Wilson, 2000, p.113). »

Le développement de l'absolutisme en Autriche repose plus sur la nécessité de réagir à une concurrence internationale sévère que de véritables réformes transportées par les Lumières.

3.2.3.1 Le développement de l'administration et de l'armée autrichienne

L'humiliation subie par la Prusse lors de la Guerre de Sept Ans (1756-1763) motive la chancellerie pour aller de l'avant avec certaines réformes visant le développement d'une armée capable de rivaliser avec celle de la Prusse. Ainsi, la chancellerie et les systèmes juridiques de la Bohême et de l'Autriche fusionnent abolissant ainsi la séparation d'ordre légal entre les deux noblesses. Des taxes sont également exigées pour la première fois à la noblesse et au clergé⁵. Cette augmentation des revenus de l'État sert à agrandir l'armée permanente à 100 000 hommes (Anderson, 1974, p.318, Wilson, 2000, p.89). Le *Hofkriegsrat*, l'organe d'État chargé de l'administration de l'armée, se voit octroyer le plein pouvoir sur l'ensemble du territoire Habsbourg et un conseil d'État vise à intégrer de manière efficace la transformation absolutiste de l'État (Markovits et al., 1982, p.5). Des officiers royaux surveillent étroitement l'administration et la justice centralisées. Les tarifs douaniers sont abolis entre la Bohême et l'Autriche. Le servage est également limité par des lois. Cette réforme se poursuit de manière plus agressive lors du règne du fils de Marie Thérèse, Joseph II (1780-1790). Pour parvenir à agrandir le pouvoir de l'État, Joseph II doit sabrer les pouvoirs des noblesses indigènes, les réformes sociales cherchent un équilibre entre la stabilité sociale et le pouvoir de la dynastie (Johnson, 2002, p.115 à 117, Kieniewicz, 1969, p.36, Markovits et al., 1982, p.4-5). Le monarque Joseph II abolit le servage perpétuel, en réglementant les heures de travail robot et en permettant aux paysans de poursuivre leur maître avec l'administration d'État. Dans le même élan, il crée une nouvelle réglementation et instaure la rémunération en argent à partir de 1781 par une série de décrets (Johnson, 2002, p.115, Anderson, 1974, p.319, Kieniewicz, 1969, p.37). Afin de centraliser les finances de

⁵ Seule la Hongrie échappe à ce traitement.

l'État à Vienne, il retire la gestion de la taxation aux royaumes (Anderson, 1974, p.318). Ses réformes religieuses radicales confisquent la propriété de près de 700 monastères ne contribuant pas à l'éducation ni à l'agriculture.

Il tolère également des communautés protestantes et juives sur son territoire et déclare la liberté de culte (Johnson, 2002, p.116, Wilson, 2000, p.33). Les réformes de Joseph II ne s'arrêtent pas là.

« An advance penal code was introduced, the law court reformed and censorship abolished. Secular education was vigorously promoted by the State, until by the end of the reign one out of every three children was in elementary school. Modernized curricula were designed to produce better trained engineers and functionaries (Anderson, 1974, p.318). »

La professionnalisation de la fonction publique d'État se transforme en une structure axée sur le mérite au lieu d'être déterminé par un statut de noblesse, ce qui s'inspire énormément des réformes allemandes. La conscription est adoptée et fait passer l'armée autrichienne de 100 000 à 300 000 hommes. Les réformes de Joseph II de 1780 à 1790 ne sont pas populaires auprès des nobles et des paysans; d'une part, les nobles voient leur pouvoir diminuer grandement par la perte de la gestion des taxes et par la mise sur pied de nombreuses organisations administratives de l'État. D'autre part, les taxes de guerre, la conscription et l'inflation causent des problèmes aux paysans qui voient leur statut devenir de plus en plus précaire (Anderson, 1974, p.320). Des insurrections se préparent en Hongrie, en Belgique et aux Pays-Bas dans la foulée de la Révolution française de 1789, ce qui force l'Autriche à tempérer ses projets d'expansion en Bavière pour éviter un conflit avec la Prusse. Incapable de mettre fin aux insurrections dans les régions qu'elle contrôle, l'Autriche ne peut empêcher les frictions causées par les protestations et éviter une escalade en conflit de plus grande échelle (Wilson, 2000, p.104). Finalement, l'Autriche concentre son expansion sur les Balkans et n'obtient pas le succès escompté puisqu'elle encaisse une série de revers contre l'Empire ottoman (Anderson, 1974, p.320). Joseph II constate, à la fin de son règne, une série d'échecs; il n'a pas réussi à faire l'expansion souhaitée avec le développement extensif de l'armée autrichienne, les menaces d'insurrections de la part des États satellites des Habsbourg compliquent grandement les projets de réformes et il doit

retirer certaines lois adoptées; la censure est réintroduite (Markovits et al., 1982, p.3). Son successeur Leopold II (1790-1792) n'arrive pas à maintenir le rythme des réformes de Joseph II contre la tradition conservatrice de l'Autriche.

Il abolit dès le début de son règne la loi de la terre introduite en 1789 pour accommoder les nobles magyars mécontents des nouvelles taxes imposées par l'Autriche (Anderson, 1974, p.320-321).

Les Habsbourg officialisent l'élimination de l'État polonais pour compenser une victoire militaire. La partition de 1772 organisée par l'Autriche et la Prusse indemnise la Russie pour sa bataille contre l'Empire ottoman dans les Balkans. Les deux partitions subséquentes (1793, 1795) sont entérinées pour compenser l'effort conjoint de l'Autriche et de la Prusse contre la France après leur défaite à Valmy en 1792 (Teschke, 2003, p.236). Pour Teschke, l'élimination de la Pologne n'est pas créée par un équilibre de pouvoir qui se doit d'être effectué entre des États souverains. Si cet équilibre existait vraiment, la Pologne, alors considérée comme un État souverain invulnérable, aurait pu éviter son propre démembrement. Dans les faits, la partition de la Pologne n'est pas un exercice de balance du pouvoir, mais plutôt un mécanisme de compensation par élimination. La noblesse polonaise bénéficie du *liberum veto* qui empêche toutes possibilités de législation. En effet, tous les nobles polonais faisant partie des grandes dynasties pouvaient se prononcer contre une loi pouvant amenuiser leur rapport de force par rapport à l'État. Cette pratique politique cloître la Pologne dans un système d'exploitation féodal. Au même moment, les États voisins modifient leur système d'exploitation féodal pour faire une plus grande place au système absolutiste. Le retard important accusé par la Pologne, selon Teschke, mène à son sacrifice pour l'équilibre des pouvoirs, les États absolutistes plus centralisés étant beaucoup plus puissants en Europe centrale. (Anderson, 1974, p. 293-294, Teschke, 2003, p.236, Jonhson, 2002, p.104).

« The tripartite seizure of Polish territory did not restore the status quo before the Russian acquisitions in the Balkans or the French Wars of Revolution; it adjusted the balance on the basis of new territorial settlement. Power-balancing failed, but liquidatory equilibrium worked (Teschke, 2003, p.236). »

L'Autriche met la main sur la région de la Galicie lors de la tripartition. Cette région garde une certaine liberté entre les deux partitions parce qu'un royaume de la Galicie est créé en 1773. Cependant, le royaume se dissout complètement lors de la dernière partition en 1795. La création du Duché de Varsovie lors des conquêtes napoléoniennes influence également la trajectoire de cette région parce que les Autrichiens ne dominent pas l'entièreté de la région et sa capitale Cracovie entre 1807 et 1812. Par conséquent, la ville de Cracovie reste indépendante jusqu'en 1846, l'année de son incorporation à l'Autriche (Kieniewicz, 1969, p. 36)

L'absolutisme éclairé connaît une fin brusquée au milieu du XVIII^e siècle par les Guerres napoléoniennes de 1796 qui suivent la Révolution française. Cette guerre imprégnée de la mission civilisatrice française donne un nouveau souffle au conservatisme et au féodalisme au moment d'amorcer le XIX^e siècle en Autriche. Entre la fin du XVIII^e siècle et le début du XIX^e siècle, les nobles maintiennent leur pouvoir en gardant les paysans sur la terre, à la manière des domaines, sur 80 % du territoire appartenant aux Habsbourg, la haute Autriche, la basse Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Bohême, la Moravie, la Galicie, la Hongrie et la Transylvanie (Anderson, 1974, p.322, Pfaff, 2003, p.61). Les paysans sont exploités par le travail robot et les propriétaires exigent de plus en plus de surplus de leur part parce que ces derniers doivent produire une déclaration de revenu pour l'État (*fasje*). Ces déclarations ne sont pas vérifiées par l'État et le poids fiscal qui incombe aux propriétaires est assumé par les paysans. La monarchie implante des systèmes de contrôle plus sévère ultérieurement (Kieniewicz, 1969, p.36). En ce sens, la rémunération en argent s'introduit progressivement et attaque directement la mince part revenant aux paysans; chutant à moins de 30 % en incluant les taxes et autres obligations dans les années 1840 (Anderson, 1974, p.322). L'exploitation des paysans de manière féodale se stabilise dans le paysage autrichien parce que les noblesses de différentes origines s'unissent sur cette base; il s'agit de l'unique point commun entre les noblesses de l'empire autrichien. L'impératif de maintenir la

domination de la noblesse locale sur les paysans constitue la solidarité entre les pays satellites réunis sous le pouvoir des Habsbourg. Cette solidarité repose davantage sur un système d'administration et d'armée centralisé en Prusse qu'en Autriche. La Prusse, en ce sens, est plus puissante.

3.3 La noblesse polonaise (1795-1848)

La Galicie cédée à l'Autriche en deux parts, l'une dès la première partition de 1772 et l'autre lors de la dernière en 1795 divise la noblesse polonaise. Entre 1795 et 1846, la Galicie est une région autonome de l'Autriche. Les conquêtes napoléoniennes permettent à la Galicie de se retrouver pendant une période d'un peu plus de trente ans sans supervision de la part d'un État extérieur. La ville de Cracovie, centre culturel et historique polonais, entretient la continuité historique pendant la partition. La Galicie redevient une possession autrichienne après l'insurrection ratée en 1846. Les terres de la région abritent 46 % de Polonais concentrés à l'Ouest, mais possédant de grandes terres à l'Est et au centre. Les Ruthènes représentent 42 % de la population, les juifs représentent 10 % et vivent dans les plus grandes agglomérations et les *shtetlachs* ruraux, des villages pauvres peuplés presque exclusivement de juifs. Pour la composition de la noblesse, 2 à 3 % de la population sont de riches aristocrates, parmi ceux-ci, les germanophones représentent 2 à 3 % de la population et l'aristocratie autrichienne 8 à 10 %. Finalement, les petits propriétaires et la population active intellectuellement dans les professions libérales forment l'écrasante majorité soit 80 à 85 %. Ce dernier groupe constitue une élite qui se dévoile après 1848 par la fondation de différents partis politiques, cercles d'agriculteurs et journaux suscitant un grand intérêt pour les paysans (Stauter-Halsted, 2004, p.14). Les groupes présents dans la région de la Galicie se différencient dans la composition ethnique et les langues parlées, élément prédominant délimitant les groupes (Markovits et al., 1982, p.9).

« The Polish speakers created ethnic stereotypes that later would sharpen into nascent national perceptions. Especially in central Galicia, where villages were often divided equally among Polish and Ukrainian speakers, linguistic and religious differences (including variant church calendars) served to reinforce the separate ethnic identities of the two groups (Stauter-Halsted, 2004; p. 37). »

D'autres clivages caractérisent cette région, les noblesses polonaises et autrichiennes possèdent un point commun de taille; l'Église catholique. Les croyances religieuses jouent un rôle prépondérant dans le contrôle des masses et coïncident avec des clivages de classes sociales considérables. La division entre classes sociales à cause de l'exploitation par les nobles des masses paysannes s'ajoute au nombre; les Ruthènes orthodoxes dominés par les nobles polonais et les juifs sont exclus des activités économiques traditionnelles (Stauter-Halsted, 2004, p.8-9).

La noblesse polonaise garde ses droits acquis sur les terres de la Galicie au XIX^e siècle, elle domine dans la partition (Berend, 2005, p.105). La configuration particulière des peuples en Galicie traversée par des rapports de pouvoir se confirme par une certaine hiérarchisation des peuples au sein de l'empire. Les nobles polonais occupent un statut intermédiaire au sein de trois classes distinguées par Berend ; la première classe inclut les peuples les mieux traités par les Habsbourg, les Allemands et les Magyars. La deuxième classe de peuples moins privilégiés comprend les Polonais et les Croates de Galicie. La dernière classe regroupe les non-privilegiés : les Serbes, les Tchèques, les Slovaques, les Ukrainiens (Ruthènes), les Roumains, les Slovènes et les Croates hors de la Croatie (Berend, 2005, p.260). Le fait que les nobles sur le territoire de l'Autriche respectent cette hiérarchie crée des situations périlleuses au moment de la construction des nations : « Nationalism motivated oppression, assimilation and political and armed conflict both among nationalities and among the newly created nation-states (Berend, 2005, p.273). » Par conséquent, les nations soumises comme la Pologne et la Hongrie dominent d'autres nations ruthènes, roumaines, slovaques, serbes et bien d'autres. Les Polonais asservis par les Russes, les Allemands et les Autrichiens, trouvent naturel à leur tour d'exercer leur emprise sur les Ruthènes (Berend, 2005, p.117).

Les élites polonaises sont en transition entre deux modèles de la nation influencés par le romantisme des années postrévolutionnaires (1830) et les nombreux conflits avec leurs opposants des États tutélaires. Ces conflits naissent de l'imposition d'une vision plus assimilatrice qui se traduit par des politiques de russification et de germanisation. Dans le premier cas, la nation se présente comme une mission portée par les élites pour retrouver la

patrie perdue. Lors des premières Révolutions (1830, 1846, 1863), les élites polonaises voient la libération de leur État comme une victoire pour toute l'Europe catholique. Le slogan des nobles polonais pour promouvoir le retour de l'État « La Pologne pour nous et pour vous » démontre que les Polonais révolutionnaires considèrent que leur cause sauvegarde l'Europe et l'humanité en général (Porter, 2000, p.27, Brock, 1977, Davies, 1982, Velikonja, 2003). Dans le deuxième cas, la Pologne effectue une transition dans cette compréhension de la nation en fonction des expériences vécues dans les autres partitions, en défendant sa culture et sa langue contre l'assimilation et l'exclusion. Les États tutélaires définissent eux-mêmes leurs communautés nationales avec des paramètres ethnolinguistiques qui deviennent ceux par lesquels les Polonais seront rejetés des groupes nationaux nouvellement formés dans les États qui la dominent. C'est dans ce contexte qu'une clôture sociale entre les membres et les non-membres de la nation s'érige. Après 1848, la hiérarchisation de la noblesse selon ses origines crée des clôtures sociales au sein de l'Empire menant à des conflits qui découpent significativement les communautés ethnonationales dans la fédération. Le sentiment national se crée dans l'altérité, la différenciation et la domination d'un groupe, construit comme national, sur un autre. Les Polonais, eux-mêmes dominés par les Russes, les Allemands et les Autrichiens, imposent des politiques qui réduisent considérablement l'accès aux ressources à cette minorité. Cet accès aux ressources est strictement découpé par des frontières ethniques et nationales (Brubaker, 2002, p.173). Par conséquent, les Polonais doivent promouvoir et construisent un nationalisme au cœur d'une population paysanne d'origine ruthène revendiquant le droit à la construction nationale principalement après les événements de 1846 (Markovits et al., 1982, p.34)⁶. Les *Jacqueries* représentent la mutation de ces relations. Cependant, les auteurs ne s'entendent pas sur la composition de la population qui mène à cet événement. La littérature historique qui traite plus globalement du contexte de l'Europe centrale (Rapport, 2009, Berend, 2005, Pfaff, 2003) a tendance à affirmer que les paysans présents dans la révolte sont d'origine ruthène. Pour la littérature plus spécifique à la Galicie, le portrait n'est pas aussi clair (Kieniewicz, 1969, Markovits et al., 1982, Stauter-Halsted,

⁶ Les Ruthènes utilisent le poète Adam Mickiewicz, véritable icône du nationalisme romantique polonais comme l'une de ses propres figures nationaliste (Snyder; 2004, p.132).

2004), des Polonais et des Ruthènes participent à cette révolte, motivés par le fait d'obtenir l'abolition du servage et d'améliorer leur condition. Dans les deux cas, nous y verrons une manipulation des administrateurs autrichiens pour empêcher une révolution polonaise. Ces situations extrêmes où des nations se révoltent et se construisent par rapport au pouvoir dominant constituent une véritable chaîne de reconnaissance nationale qui ne peut qu'être explosive. Dans ce contexte, l'assimilation complète devient une utopie, pour d'autres partitions partageant une minorité polonaise, cette manœuvre échoue lamentablement (Berend, 2005, p.117)⁷. En Prusse, les tentatives d'assimilation s'intensifient parce que les élites polonaises organisent une révolution en 1848. Cette révolution échouée a servi d'événement historique contingent pour motiver les politiques visant l'assimilation de la minorité polonaise. Les Polonais étaient des traîtres à la nation allemande. Nous avons vu que, malgré tous les efforts déployés, la Prusse n'a pas pu s'assurer de l'allégeance des Polonais. Dans la section qui suit, nous découvrirons pourquoi la construction du nationalisme polonais est différente à cause de la structure répressive plus souple de l'Autriche. Nous verrons également que les *Jacqueries* représentent le point de rupture de son avènement.

3.4 Les *Jacqueries* de 1846

Les Polonais dominent la Galicie parce que pendant de nombreuses années, durant l'indépendance administrative de la région, l'Empire autrichien fait peu de cas de la domination des nobles polonais sur la population locale⁸. Avant 1846, les Ruthènes sont inféodés par les nobles polonais. Économiquement, la majorité des paysans ruthènes travaillent sur des manoirs polonais. Culturellement, les Ruthènes sont dominés également parce que la langue polonaise est celle exigée pour s'adresser aux élites locales en Galicie.

⁷ Voir chapitre 2

Cette situation se modifie au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle parce que la population ruthène revendique sa propre culture. Progressivement, les Ruthènes s'éloignent de la culture polonaise⁹.

« Within the shell of nineteenth-century Austria, Greek Catholic priest shifted from the use of Polish as the vehicle of high culture in Galicia (roughly 1795-1848), to an identification with Russia which allowed them to distance themselves from the Poles (roughly 1848-90), and then finally to modern appeals on behalf of a "Ukrainian nation" divided between Austria and Russia (after 1890) (Snyder, 2004, p.124). »

Les Ruthènes de la Galicie de l'Est représentent 70 % de la population de la région et revendiquent la reconnaissance de leur nation. Après ces revendications, les projets nationaux des deux groupes, Polonais et Ruthènes, semblent incompatibles¹⁰ : « Poles aspired to recreate the Commonwealth as it existed in the increasingly warped mirror of their increasingly modern nationalist imaginations; Ukrainians sought to break the looking glass, melt the fragments, shape something new (Snyder, 2004, p.127). »

Les *Jacqueries* résultent de l'exacerbation de la crainte du massacre de paysans lors de la Révolution aristocratique déclarée dans la région de la Galicie en février 1846. La majorité de la population paysanne de la région est ruthène et appréhende le fait d'être la cible des milices d'aristocrates polonaises. Les paysans craignant la violence des milices aristocratiques se réfugient dans les montagnes Carpates (Stauter-Halsted, 2004, p.1). La peur de l'élimination des paysans ruthènes jumelée à la promesse d'obtenir l'abolition du servage

⁸ Des missions de prêtres polonais auprès de prêtres ruthènes portent fruit parce que le Polonais est reconnu comme la langue de la haute culture dans la région (Snyder, 2004, p.124).

⁹ Différents développements culturels ont lieu à la même époque, car une Triade Ruthène d'étudiants auteurs développent un volume proposant différents poèmes populaires dans le but de promouvoir la culture vernaculaire et le langage ruthène. Cet ouvrage est publié en 1837 malgré la censure imposée en Galicie (Markovits et al., 1982, p.27).

¹⁰ Les élites ruthènes qui se forment voient le langage ruthène comme une langue slave qui devrait disposer d'un statut égal avec les autres langues slaves (Berend; 2005, p.117).

par l'Autriche pousse les serfs ruthènes et polonais à se retourner contre les nobles polonais. Près de 1100 nobles périssent dans cette manifestation populaire d'une grande violence survenue en 1846. Cet événement entraîne une rupture avec les aspirations nationales des nobles polonais souhaitant promouvoir la nation polonaise chez les Ruthènes (Stauter-Halsted, 2004, p.1). Les motifs derrière la tentative de Révolution polonaise ressemblent à ceux tentés dans la partition russe en 1830 et en 1846 en Allemagne; elles visent principalement le retour de la Pologne perdue lors de la partition et une compréhension essentiellement aristocratique et romantique du nationalisme.

« The distinction between a geopolitical Poland and a ideal Poland- the « national spirit » - was the foundation of nineteenth-century nationalism [...] Apart from any individual Pole, the nation was the representation of a universal ideal, which others would identify more precisely as freedom, justice, or brotherhood. (Porter, 2002, p.21). »

Ultimement, cette réaction des serfs ruthènes et polonais envers les nobles polonais affaiblit les Polonais voyant dans la partition autrichienne la dernière chance d'indépendance. En effet, les autorités prussiennes et russes connaissent toutes deux des révolutions de leur minorité polonaise. Ils sont méfiants et surveillent toutes manifestations nationalistes susceptibles de devenir révolutionnaires. Les deux États répriment ces manifestations aux premiers signes d'agitation. Finalement, les Autrichiens occupent de nouveau la région.

À la suite de la révolte, les autorités de la Galicie accordent l'abolition du servage à cause de l'inquiétude laissée par cette manifestation chez les élites aristocratiques (Kieniewicz, 1969, p.124). Le nationalisme romantique polonais affronte, avec cet épisode, son plus grand écueil dans la partition autrichienne (Markovits et al., 1982, p.16). Cette opposition entre la noblesse polonaise et les paysans ruthènes est une stratégie du gouvernement autrichien pour empêcher le déclenchement d'un mouvement nationaliste révolutionnaire polonais (Markovits et al., 1982, p.91). Les paysans ruthènes supportent l'empereur autrichien qui en retour promet d'accorder l'abolition du servage (Markovits et al., 1982, p.75). L'Autriche tire avantage de la conjoncture et divise les Polonais démocrates et conservateurs en s'immisçant dans les demandes de la population révolutionnaire.

L'Autriche tire ainsi parti de cette crise pour reprendre la mainmise sur la Galicie en augmentant la présence militaire. Puis le 17 avril 1846, la justice autrichienne accorde la libération des serfs.

« With a few neatly penned words, Stadion (gouverneur autrichien) had ensured that Galician peasants would remain loyal to the Emperor and immune to the blandishments of Polish democrats, whose appeals to the consciences of landlords had so signally failed (Rapport, 2009, p.138). »

Stadion, le gouverneur autrichien de la Galicie, utilise une stratégie agissant sur une vieille division sociale de classe alignée sur une division ethnique importante afin d'éliminer les aspirations nationales de la noblesse polonaise (Markovits et al., 1982, p.77). En éveillant le nationalisme ruthène, l'Autriche s'assure que les nobles polonais ne peuvent pas créer une administration indépendante et nationale polonaise en Galicie. En reprenant le contrôle de la Galicie, Vienne s'assure de protéger les intérêts de l'empire en plus d'arrêter une révolution nationale (Rapport, 2009, p.134, Markovits et al., 1982, p.79).

« The fraught tensions between Polish landlords and Ukrainian peasants posed the severest limitations of the Polish national movement in Galicia. The fearful memories of 1846 explain why even Polish democrats were so reluctant to arm the peasants in their national cause (Rapport, 2009, p.140). »

Après ces complications, la seule préoccupation des nobles polonais est de garder une certaine autonomie politique au sein de la Galicie (Markovits et al., 1982, p.82). Après les Jacqueries, les nobles polonais ne conçoivent plus leur quête nationale de la même manière, l'éventualité du retournement de la paysannerie d'une autre origine contre eux est trop menaçante. Les tentatives d'assimilation par l'ordre et l'autorité deviennent également trop risquées. Si les Polonais décident d'imposer leur vision nationale, leur langue et leurs institutions, l'ordre social serait menacé (Porter, 2002, p.189, Rapport, 2000, p.139). La noblesse polonaise a les poings liés; la promotion du nationalisme polonais chez les paysans d'autres origines est traversée par des tensions prééminentes, de domination de classe, de religion et de langue qui rend impossible une Révolution romantique.

3.4.1 L'abolition du servage

L'abolition du servage accordée dans certaines régions de l'Autriche comme la Galicie est engendrée par la peur d'une insurrection des paysans ukrainiens; les nationalistes polonais l'accordent après l'insurrection. L'abolition du servage s'adopte à grande vitesse dans les autres régions de l'Autriche après la Révolution de 1848. Le gouvernement publie un manifeste promettant de rendre la liberté aux paysans. Son entrée en vigueur est le 1^{er} janvier 1849 (Kieniewicz, 1969, p.135, Komlos et al, 1990, p.210).

« In the spring of 1848 peasants almost everywhere in Eastern and Central Europe refused to perform their services or to pay dues while government's weakness meant that landlords also could not depend upon the state to enforce them to protect their own lives and property from peasant violence. Consequently, the only way to restore order was to give the rural insurgents what they wanted to abolish all seigniorial obligations and, where it existed, to end serfdom (Rapport, 2009, p.270). »

Les pétitions de paysans mécontents s'accumulent dans toutes les régions de l'Autriche. Les paysans résistent à la décision du gouvernement de verser des compensations aux propriétaires terriens, puisqu'elles risquent de les appauvrir (Kieniewicz, 1969, p.134). Ces compensations sont divisées en plusieurs parts. La première part, l'équivalent du tiers de la compensation, incombe aux paysans et à l'État. La seconde part se compose de déduction sur les taxes versées par les propriétaires à l'État. Par conséquent, l'État prend en charge l'administration, la justice et la surveillance policière des paysans.

Les propriétaires s'appauvrissent immédiatement, car ils doivent fournir des salaires aux paysans en plus du matériel pour cultiver la terre. Ils argumentent pour obtenir une compensation en échange de l'abolition de servage et de la division de leurs terres (Markovits et al., 1982, p.81). Néanmoins, l'abolition du servage tourne à l'avantage des propriétaires terriens parce qu'ils ont le pouvoir de restreindre l'accès des paysans à d'autres ressources. Par exemple, les propriétaires terriens détiennent encore des droits importants comme celui de posséder des vignobles, et de chasser et pêcher sur les terres des paysans (Rapport, 2009, p.275).

Le 17 avril 1848, les paysans célèbrent l'abolition du servage. Ils détiennent désormais le droit de posséder la terre sans avoir à effectuer des travaux sur les terres des propriétaires. Les célébrations sont de courte durée, car les changements apportés, bien qu'appréciables, font place à d'autres problèmes. L'exploitation des paysans ne se base plus sur la corvée, mais sur l'indemnisation versée aux propriétaires terriens en échange de la liberté. Ce type d'exploitation reste un calque du système de production manoriale et du travail robot.

Les paysans contestent la restriction de la collecte du bois de feu, de la chasse et de la pêche parce que les propriétaires terriens exigent le paiement en travaux ou en argent pour y accéder (Kieniewicz, 1969, p.203). Pour utiliser les terres pour d'autres besoins que la culture des champs, ils doivent exécuter du travail pour le propriétaire. Les paysans se voient interdits de posséder des armes pour chasser.

« Among these were the constant pressure of land shortages, a growing rural population, primitive farming techniques, persistent hunger and pre-harvest famine, intermittent epidemics, and an almost complete absence of correctives available to help peasants out of their immiserated situation (Stauter-Halsted, 2004, p.22). »

Durant les années qui suivent l'émancipation, la grandeur des parcelles de terre accordées aux paysans réduit du tiers, passant de 15,5 acres en 1848 à 11,8 acres en 1858. Les petits lots de cultures disposés par les paysans contrastent énormément avec les terres manoriales, souvent cent fois plus grandes. Certains paysans réussissent à acquérir plusieurs terres et à mettre sur pieds des fermes profitables, mais pour ce faire, ils doivent posséder des bouts de terres séparés les uns des autres ce qui rend la culture de la terre moins efficace (Kieniewicz, 1969, p.204).

Les propriétaires terriens et les paysans entrent en conflit sur la division des droits de production et de vente d'alcool jusqu'en 1910 (Kieniewicz, 1969, p.91). La production de vodka est la deuxième activité économique la plus profitable à partir de 1817 après l'industrie

textile et la laine. Les propriétaires terriens détiennent le droit exclusif de vendre de l'alcool à la taverne du village. Ils délèguent cette tâche à un de ces administrateurs¹¹.

Des quotas locaux obligatoires d'achat d'alcool existent depuis 1775 en Autriche. La consommation d'alcool à la taverne accapare obligatoirement une part de surplus de travail des paysans. La vente d'alcool devient un moyen incontournable de contrôle sur la population. Des tavernes sont installées près des terres cultivées. Des propriétaires paient les paysans avec des coupons échangeables à la taverne ou obligent à consommer un quota d'alcool. Certains paysans deviennent alcooliques. Ils augmentent leur dépendance à la taverne et conséquemment à leur employeur. Ces quotas abusifs sont bannis en 1849 en Galicie (Kieniewicz, 1969, p.37).

« The roads were cluttered with taverns, and with landlords continued to pressure villagers to purchase large quantities of vodka so they could earn profits to pay their laborers, whom they compensated by providing coupons to the tavern (Stauter-Halsted, 2004, p.30). »

La maltraitance et les abus économiques s'inscrivent dans la continuité des pratiques précédant l'émancipation malgré une réglementation adoptée par la monarchie (Kieniewicz, 1969, p.37). Les propriétaires gardent un pouvoir prépondérant sur les paysans.

« Whereas under serfdom manorial authorities retained control over most of the peasantry's legal and administrative affairs, the postemancipation power structure ensured checks on gentry authority and allowed peasants a channel for pursuing their legal rights (Stauter-Halsted, 2004, p.31). »

¹¹ Les propriétaires confient le rôle de tenancier de la taverne aux juifs (Kieniewicz, 1969, p.92).

3.5 La Révolution de 1848 : la dérive du gouvernement conservateur de Metternich

L'Autriche connaît en 1848 l'un des moments les plus tumultueux de l'histoire des Habsbourg. L'éclosion d'importantes révolutions notamment en Hongrie et à Vienne par la nouvelle bourgeoisie et la paysannerie ajoute une instabilité à l'ordre conservateur. Après le Traité de Vienne en 1815, le gouvernement conservateur de Metternich (1809-1848) n'accepte aucune opposition de la part des libéraux.

Il tente de consolider les acquis des conservateurs¹², le droit d'exploiter les masses paysannes serviles et le maintien du pouvoir des Habsbourg à la tête de l'Empire.

« Despite all the talk of the rule of law and of the benevolence of the monarchy, Metternich and other conservatives feared that, should constitutional and revolutionary movements have arisen among the diverse peoples of the Hapsburg monarchy, then the very integrity of the empire would be endangered (Rapport, 2009, p.6). »

Le renversement du gouvernement conservateur de l'empire Habsbourg est un tournant décisif pour que plusieurs peuples de la fédération des Habsbourg affirment leurs intentions d'effectuer des réformes politiques. La question de la représentation politique est le catalyseur des contestations pour des milliers de gens dans la petite noblesse, de la classe moyenne et de la paysannerie qui en sont exclus¹³. Un grand mécontentement surgit en Autriche. La mobilisation de groupes d'ouvriers et d'intellectuels exige une Constitution

¹² La censure et une police omniprésente sont les moyens pris par Metternich pour empêcher le déclenchement des Révolutions. La police secrète informe le gouvernement de toutes organisations révolutionnaires en plus de censurer les documents dérangeants. La construction nationale et la conception d'une communauté d'origine passent par des documents fondateurs qui démontrent la continuité historique du groupe national (Hobsbawm, 1991, Anderson, 1991, Rapport, 2009, p.9). Sans la censure, cette littérature à la chance d'être démocratisée, dans les pays de l'Ouest, comme la France et l'Angleterre où les gens lettrés sont plus nombreux. Les clubs et les publications locales, dans les pays de l'Ouest, sont des endroits importants de l'expression des citoyens sur les enjeux sociaux et nationaux.

¹³ La nouvelle génération lettrée veut prendre part aux débats sociaux politiques, culturels de toutes les sphères sociales, à noter que dans les Habsbourg 55% des gens sont lettrés. Les restrictions sociales, comme la censure imposée par le gouvernement et l'Église frustrant cette nouvelle génération de classe moyenne éduquée. Ces nouveaux acteurs sociaux veulent parler librement des enjeux de société et contribuer aux débats.

(Markovits et al., 1982, p.6). Cette constitution donne du pouvoir aux libéraux réclamant le droit de vote par des élections indirectes et la création d'institutions démocratiques.

« The constitution was greeted joyfully by most Viennese, but it was bitter disappointment for the radicals. It had been "granted" by the Emperor, who retained an absolute veto, control over war and peace and the right to make all officials appointments. Moreover, there was no promise of universal male suffrage, for the matter of elections to the new parliament was yet decided by the government (Rapport, 2009, p.135). »

Deux problèmes fondamentaux se posent dans les suites des Révolutions de 1848 principalement en Hongrie, en Galicie et au sein de la population allemande. Un premier enjeu relève d'un problème d'unité nationale. Il prend la forme d'une l'inclusion des minorités dans le nouvel ordre libéral; comment les communautés d'origines en formation peuvent-elles donner libre cours à leur nationalisme dans la fédération imposée par les Habsbourg? À cause du grand développement de l'industrialisation et de la grande instabilité politique après 1848, c'est dans la problématique de l'appauvrissement de la population que se trouve le second enjeu. L'ordre libéral instauré par la révolution de 1848 doit trouver une solution à ce problème. Toute tentative s'avère être un échec, les populations pauvres demeurent dans une situation difficile malgré les bouleversements politiques (Rapport, 2009, p.110-111).

3.5.1 Le Printemps des peuples : les Habsbourg, la « prison des peuples »

L'Autriche hérite en grande partie des institutions nées lors des révolutions de 1848 comme la cour de justice, le conseil des ministres et la bureaucratie d'État. Le pouvoir autrichien est assez décentralisé pour que des régions gouvernées par l'Empire soient gérées de façon indépendante. Toutes les nations égales bénéficient d'un espace où elles s'expriment, mais dans les paramètres que dicte l'Autriche, celle d'être une province loyale envers l'Empire. Le Printemps des peuples libère alors les espoirs d'une expression complète du nationalisme.

« Yet there was a dark side to the liberal nationalism of 1848. The revolutions provided European liberals with unprecedented opportunity to realise ideals of national independence or unity, but their fulfilment often conflicted with those of neighbouring peoples, or there national minorities within the presumptive boundaries of the emerging liberal states (Rapport, 2009, p.112). »

La volonté des Habsbourg de maintenir le pouvoir sur les nations est considérable malgré cette émergence des nationalismes, c'est dans ces circonstances que les Habsbourg ont été nommés « la prison des peuples » (Anderson, 1974, p.322). La culture, la langue et l'origine des nations ne s'expriment pas dans une totale souveraineté sur leur territoire. Ce combat pour la souveraineté mène à des dissensions importantes parce que les droits accordés aux citoyens de l'État libéral autrichien en formation ne représentent pas ceux des minorités nationales.

« For every German, Italian and Magyar nationalist threatening the integrity of the empire there was a Slav or Romanian who felt their ethnic identity endangered by the triumphant nationalist among Germans and Hungarians. This allowed the Hapsburg to play off the national minorities against one another. Yet this was much more than a cynical policy of 'divide and rule': it rested on the genuine loyalty of Habsburg subjects who felt that their security and interests were best defended by the empire (Rapport, 2009, p.134). »

Cette hégémonie germanique dans les institutions autrichiennes se manifeste en Bohême avec l'industrialisation plus avancée. Les autres États de l'Empire accusent un retard par rapport aux entrepreneurs de langue allemande (Markovits et al., 1982, p.7). L'éducation des individus non-allemands se réalise en langue allemande. L'éducation dans une langue d'origine autre qu'allemande signifie simplement l'exclusion du système d'éducation. La fonction publique autrichienne n'accepte que les individus éduqués dans le système d'éducation autrichien de langue allemande. Les non-Allemands connaissent, par conséquent, des difficultés d'ascension sociale à travers des postes bureaucratiques (Rapport, 2009, p.7).

L'État libéral autrichien tente de réunir onze nations différentes sous une seule et même fédération dans une ère de formation intensive des nationalismes en 1848 en Europe centrale. Les dilemmes que comporte une telle manœuvre politique sont nombreux.

« should ethnic or religious minorities be obliged to assimilate fully into political order, effacing in public life any sense of identity other than that of being citizen, or should the state rest on pluralism (or multiculturalism), which allow all groups to express their own sense of separateness fully, but within a consensus that is supposed to guarantee mutual respect and the rule of law? There is no easy answer: the first option threatens to ride roughshod over religious and ethnic sensibilities; the second raise the spectre of a fragmented civic order (Rapport, 2009, p.174). »

La création d'un tel État libéral en Autriche se solde en un échec rapide; le libéralisme européen prôné durant la Révolution de 1848 renonce au profit des idées nationalistes prônant le combat entre des nations concurrentes et prédatrices les unes envers les autres (Markovits et al., 1982, p. 7).

« This was primarily because, when the conflicting strategic and territorial interests of competing national aspirations became clear, most liberals threw their weight behind the desires or needs of their own nationality. They rarely admitted the perspective of the other ethnic groups, since that would have meant implicitly recognising that there was some good reason behind these rival aspirations. So, instead, the liberals generally preferred to deny to other peoples the very rights and freedoms that they claimed for themselves (Rapport, 2009, p.182). »

Cette situation mène à une contre-révolution des forces conservatrices des pays dominés par les Habsbourg. La défaite des révolutions de 1848 ne signifie pas que tout l'ordre libéral acquis s'éteint. Après une reprise du pouvoir déterminante par les conservateurs, les libéraux restent très présents dans la sphère publique. Le maintien des institutions libérales démontre le manque de pouvoir des conservateurs qui n'effectuent pas toutes les réformes souhaitées. Les libéraux veulent conserver les réformes consenties lors de la Révolution de 1848 (Rapport, 2009, p.335). Cependant, partout en Europe, les conservateurs reprennent les devants dans les politiques. Ils relèguent les revendications démocratiques loin derrière les préoccupations immédiates, celles de l'ordre social et de la conservation des privilèges de la noblesse. La menace d'une révolution sociale et le désordre dans la classe ouvrière permettent aux conservateurs de manipuler la peur de la classe moyenne concernant la désintégration sociale. Les libéraux se retrouvent dans la même ligne de pensée que leurs concurrents d'autrefois, les conservateurs.

« In this way the persistence of the economic and social crisis and the attempts of both conservative and radicals to assert themselves tore apart the revolutionaries and drawing from them the same repressive measures that they had once opposed (Rapport, 2009, p.264). »

Les révolutions de 1848 ont permis de renverser l'ordre conservateur. Cependant, au lendemain de la révolution, le courant contre-révolutionnaire prône un retour à l'ordre social. Ce courant relègue l'État autrichien à ses vieilles habitudes; celles d'exploiter les paysans comme propriétaires terriens. Les révolutions dans les Habsbourg ne modifient pas les conditions matérielles des paysans. La charge économique et sociale des paysans augmente par la taxation de l'État et le servage. En somme, l'Autriche s'inscrit dans une trajectoire semblable au reste de l'Europe en 1848, les gouvernements se confrontent à une contestation sociale étendue qui vient des classes ouvrières, paysannes et de la classe moyenne de profession libérale et éduquée. Les gouvernements passent par une crise de confiance liée à la détresse sociale et l'opposition politique. L'unification entre les libéraux et les classes ouvrières et paysannes fléchit sous le poids des changements indéfectibles produits lorsque l'ordre social global est en danger. Les propriétaires terriens libéraux ou conservateurs désireux de protéger leurs richesses s'alignent contre les masses ouvrières et paysannes pour regagner le contrôle social.

La Révolution de 1848 touche la Galicie principalement dans la relation entre la majorité paysanne ruthène et les propriétaires polonais. La Pologne fait une demande d'autonomie auprès de l'Autriche pour toute la région de la Galicie en mars 1848. Or, les Ruthènes peuplant cette région manifestent, un mois plus tard, l'intérêt d'obtenir une reconnaissance de leur nationalité et des droits égaux. Un compromis formulé par l'Autriche, en juin de la même année, stipule que les Ruthènes n'obtiendront pas une séparation du territoire galicien à condition que les Polonais acceptent une égalité entre les deux nations dans l'administration et dans l'éducation. Ces manifestations nationales sont le résultat des *Jacqueries* de 1846 tel que nous l'avons constaté plus tôt (Markovits et al., 1982, p.30-31).

3.6 Conclusion

La grande faiblesse de l'État autrichien, durant toutes ces réformes, réside dans l'inexistence d'une noblesse unitaire. Les élites autrichiennes ne se reconnaissent pas comme une entité nationale et étatique comme ses plus proches rivaux la Russie et la Prusse. Ce manque d'homogénéité dans la fédération multinationale a deux impacts bien précis : l'impossibilité d'exécuter des réformes dans le sens d'un État absolutiste puissant et le manque de solidarité nécessaire à la formation d'un État moderne (Anderson, 1974, p.321, Markovits et al., 1982, p.3). Dans un premier temps, l'absolutisme institué à l'est de l'Europe centrale se caractérise par un féodalisme renouvelé et les réformes profondément antiféodales de Joseph II ne cadrent pas dans cette vision. Les noblesses des régions ne tolèrent aucune interférence de la part de l'État dans le rapport profondément féodal qui les lie à leurs paysans. D'une part, Joseph II n'arrive pas à centraliser la taxation à Vienne parce qu'elle nécessite d'interposer l'État entre les paysans qui créent les surplus et les propriétaires terriens qui les accumulent. Cette imposition de l'État dans un système d'exploitation féodal pose un grand problème en Autriche parce que l'exploitation et le contrôle sur les paysans constituent l'objet de la solidarité entre les élites indigènes et la monarchie. D'autre part, la clé de la diminution du pouvoir de la noblesse au profit de l'État est l'augmentation de la taxation ou l'abolition du servage. Ne pouvant mettre en œuvre les réformes absolutistes ainsi que la transition vers un État moderne, l'État autrichien se retrouve dans un état de statu quo, dans une ère de rivalité internationale. Comparativement à l'Autriche, la Prusse transforme son système politique et dispose d'un levier de taxation suffisant pour disposer d'une armée puissante et crée une concurrence féroce. Cette pression exercée par la Prusse est elle-même une conséquence de la puissance de l'Angleterre et des Pays-Bas. La puissance de la taxation anglaise et néerlandaise a un impact majeur sur les pays d'Europe centrale, car les systèmes absolutistes basés sur l'agriculture forcent l'accroissement de leur revenu par la taxation directe et n'arrivent pas à mobiliser autant de capital par habitant (Wilson, 2000, p.97, Teschke, 2002, p.33). Cette concurrence et ses conséquences géopolitiques constituent le moteur des réformes proposées par Marie Thérèse et par son fils Joseph II.

Dans un deuxième temps, la communauté dynastique autrichienne ne s'unit pas sur les mêmes bases que les *Junkers* allemands comptant sur une égalité relative dans leur statut de noblesse. Par contraste, l'inégalité des pouvoirs entre les différentes dynasties contrôlées par les Habsbourg détermine les nombreuses contraintes que confrontent les monarques. Cet état de fait confirme l'impossibilité de former une union acceptable pour la formation de l'État (Markovits et al., 1982, p.1). La famille Habsbourg et sa noblesse de langue allemande incapables d'imposer sa vision aux autres dynasties nationales qu'elle dirige, il ne reste plus que le rôle de propriétaires des terres et le système demeuré féodal pour unir les dynasties de l'empire multinational (Anderson, 1974, p.311). La formation de l'Empire austro-hongrois par l'Autriche en 1866 réagit pour éviter l'éclatement complet des Habsbourg à la suite du conflit austro-prussien (Pfaff, 1993, p.100). Le conflit austro-prussien est le vecteur principal de l'union entre l'Autriche et la Hongrie, de juin à août 1866, l'Autriche tente de survivre contre une alliance de la Prusse et de l'Italie. Dans les combats, elle perd d'importants territoires au Nord et est évincée de Schleswig-Holstein par l'armée prussienne beaucoup plus puissante. D'un point de vue économique, cet arrangement permet à l'Autriche de profiter de la croissance de l'économie hongroise et d'abolir les tarifs douaniers entre les deux États (Komlos et al., 1990, p.214). Politiquement, cette union prépare l'Autriche à opposer une plus grande résistance aux puissances extérieures comme l'Allemagne connaissant une fulgurante croissance économique à travers la formation progressive de son État. La création de l'État produit une évolution du système de taxation. La séparation entre la sphère économique et politique rend les nobles allemands autonomes par rapport à l'État. Cette séparation est induite par une centralisation du pouvoir, l'abandon progressif du servage et une transition au capitalisme au milieu du XIX^e siècle (Mooers, 1991, Wood, 1995). Dans le cas de l'Autriche, les Habsbourg ne détiennent pas un contrôle suffisant sur les noblesses des régions pour les assujettir et effectuer des réformes pour libérer les paysans. Par conséquent, la délicate solidarité entre les nobles indigènes et la monarchie ralentit les volontés impériales des Habsbourg (Markovits et al., 1982, p.1).

La noblesse polonaise reste dominante après les événements de 1846, mais elle est fortement ébranlée dans ses convictions nationalistes. Le manque de solidarité entre les noblesses dirigées par l'Autriche est profitable pour la survie d'un nationalisme romantique. En dépit

de ses institutions répressives, l'Autriche infiniment plus permissive que ses voisins allemands et russes autorise le développement d'une littérature polonaise et d'une culture nationale par les élites (Markovits et al., 1982, p.15). Les idées nationales romantiques émergent de la partition finale de 1795 et de l'élimination du Duché de Varsovie en 1815. Elles doivent être repensées pour unir la population polonaise et convaincre les autres peuples de faire partie de la nation polonaise. Pour ce faire, l'impossibilité de garder une version romantique de la nation implique la conscience des grands contrastes entre les groupes en Galicie. Cette réflexion de la part des élites mène à une réorientation du nationalisme polonais dans la partition autrichienne.

Le nationalisme connaît le même genre de transition dans la partition allemande, sans être déclenché par les mêmes événements. En Prusse, les politiques gouvernementales concernant l'assimilation des Polonais éveillent des élites résistantes à leur implantation et créent un nouveau nationalisme. Après la formation de l'État allemand en 1871, le nationalisme prend une nouvelle orientation. Il unifie les élites et les masses dans un combat contre les politiques toujours plus radicales de Bismarck notamment l'abolition du polonais dans l'éducation et la loi de colonisation. Par contraste, dans la partition autrichienne, le nationalisme effectue une mutation lors des *Jacqueries*. Les élites réalisent que la vision volontariste de la nation rassemblant les Ruthènes et les Polonais est impossible dans le contexte autrichien. Les élites polonaises et les paysans participent à l'émergence du nationalisme polonais dans un processus double : l'édification d'un nouveau courant intellectuel nationaliste et la fondation de cercles sociaux paysans créés par l'abolition du servage.

3.7 Émergence du nationalisme polonais : courants intellectuels et solidarité

Le nationalisme polonais apparaît difficilement après 1846. Les mouvements de masse encouragés par la noblesse n'existent plus. D'un côté, des courants intellectuels et scientifiques à partir de 1848 tentent de récupérer la véritable origine du nationalisme polonais. De l'autre, les Révolutions de 1848 éveillent les masses paysannes pour leur révéler leurs rôles et pouvoirs politiques. Le nationalisme émerge également dans la solidarité

progressive se développant dans les tavernes, les cercles d'agriculteurs et les villages. Nous expliquerons la formation du courant intellectuel ainsi que la solidarité entre les paysans. Le jumelage de ces deux développements particuliers détermine la création d'une communauté unissant la nation sans considération pour les rapports de domination entre les classes sociales.

3.7.1 La nation dans le village

Les sociétés villageoises en Pologne au XIX^e siècle se construisent autour de la famille et de statuts sociaux déterminés par différents paramètres. Ainsi, la possession de la terre, le nombre d'animaux de traits, les célébrations (mariages, messes), la qualité des véhicules servant à la culture de la terre et les fournitures domestiques servent à établir le statut social des paysans (Stauter-Halsted, 2004, p.34). Les paysans, autrefois isolés, créent désormais des liens qui s'étendent à leur village et aux villages voisins à la suite de l'abolition du servage. Ces liens se tissent principalement par la circulation des prêtres, des organistes et des enseignants de provenance paysanne. Les paysans se retrouvent en communauté libre dans les endroits comme le conseil du village et la taverne. La réunion des paysans dans ces lieux occasionne des discussions sur certains sujets et préoccupations hors de l'Église¹⁴. Des mouvements précurseurs des représentants aux assemblées officielles autrichiennes et polonaises au *Reichstag* de Vienne ou au *Sejm* de Galicie se servent de ces endroits.

L'émancipation des paysans après les événements de 1848 coïncide avec un affaiblissement décisif du nationalisme polonais. Dans l'espoir de donner un nouveau souffle au mouvement nationaliste, une nouvelle génération de penseurs libéraux s'apprête à se réapproprier la tradition des villages par l'étude de celle-ci. Ces recherches mettent l'accent

¹⁴ Après l'émancipation, les paysans partagent leur temps entre l'Église et la taverne. Des cérémonies commencent à être des événements hybrides entre l'Église où a lieu la célébration religieuse la taverne où a lieu une célébration profane autour de la consommation d'alcool. La prééminence de la taverne inquiète grandement l'Église.

sur un portrait réaliste de la paysannerie parce qu'elles prennent conscience par la plume des intellectuels de la perception erronée de la paysannerie par les élites. Le discours nationaliste développé durant cette période oriente une nouvelle conception populiste de ce dernier.

« Spanning the spectrum from romantic notions of pre-Christian primitivism to realist visions of rural poverty, drunkenness, and illiteracy, these representations of rural life provided a range of peasant « types » among whom literate villagers could choose to constructing and refining their own vision of peasant identity (Stauter-Halsted, 2004; p.98). »

L'état dans lequel les paysans croupissent ne correspond pas à une conception stéréotypée et idéaliste de la base de la nation polonaise. Les intellectuels, dans leurs études ethnographiques, brossent un nouveau bilan de la situation des paysans en Galicie.

3.7.2 L'étude de la nation : l'ethnographie

L'ethnographie se développe comme champ d'études dans les années 1850 et 1860 en Europe de l'Est. Les chercheurs lettrés polonais se rendent dans les villages, caractérisent et documentent les traits typiquement polonais de la culture paysanne. Les chansons, les rituels, les costumes des habitants sont examinés par les chercheurs :

« Ethnographer worked to establish a commonality of « tradition » that effectively linked the lands and peoples of the area perceived as « Polish ». Folk customs, many of relatively new vintage, were promoted and highlighted as the essence of a homogeneous national culture with its roots in the countryside (Stauter-Halsted, 2004, p.103). »

Pour les ethnographes, les paysans représentent un échantillon pur de la continuité culturelle polonaise. En désignant les paysans comme le fleuron de la culture polonaise, ces intellectuels transmettent à la future génération d'intellectuels les défis et changements à

apporter à la situation des paysans : introduire des améliorations en agriculture¹⁵, promouvoir l'éducation et finalement le développement d'une identité nationale et paysanne. Trois autres éléments encouragent ce développement culturel et national. Les journaux ethnographiques défendent les frontières de la culture polonaise décrivant les épisodes de germanisation et de russification. Les études ethnographiques indiquent que les paysans qui parlent polonais sont les représentants authentiques du *narod*, c'est-à-dire, de la nation polonaise. Elles attestent la liaison entre les membres de la nation traditionnelle tradition paysanne et celle de l'histoire des *szlachta*, les élites polonaises. Les ethnographes jouent un rôle dominant pour créer une continuité historique entre les Polonais de différentes classes sociales. Les études apportent un éclairage lucide sur la vie des paysans puisque, d'une part, ces dernières se récupèrent dans la littérature en racontant la vie des paysans et en décrivant les racines du peuple polonais. D'autre part, des études plus réalistes constatent la vie des paysans, elles fâchent l'opinion publique, crédule par rapport à l'exploitation et la pauvreté des paysans malgré l'émancipation : « the social science research [...] brought into sharp relief the chaos of local administration, the ravage of rural alcoholism, high death rates, and widespread peasant dependence on usury (Stauter-Halsted, 2004, p.109). » Par exemple, ces études dévoilent que les paysans galiciens sont les plus endettés de tout l'Empire et que l'éducation est près du dernier rang du classement de l'éducation impériale (Stauter-Halsted, 2004, p.110).

3.7.3 Représentation politique polonaise

Après les Révolutions de 1848, les noblesses locales obtiennent une représentation politique, c'est le cas des nobles polonais en Galicie.

¹⁵ Par ailleurs, les publications concernant l'agriculture permettent aux paysans de pratiquer dans une proportion grandissante les techniques de rotation, de fertilisation et de drainage. La culture de la patate et l'élevage de mouton en croissance améliorent également les conditions des paysans (Kieniewicz, 1969, p.88-89).

« the Polish radicals, who in exile formulated a visions of a unitary democratic Polish state, came up against the more pragmatic but less ambitious provincialism of the patriotic movement on ground of Poznanian and Galicia. The Polish elites who provided the local leadership of the national movement had their own social interests to defend and felt that their cause would be best served by working first with their Prussian and Austrian rulers for reform before trying to piece Poland together again (Rapport, 2009, p.180). »

Les intérêts des paysans sont représentés en assemblée au cours de la même année. Leurs revendications se retrouvent en opposition avec leur propriétaire terrien. L'élection de nombreux paysans polonais aux *Sejm* et au *Reichstag* renforce la représentation politique après la libération des paysans. Cependant, les paysans se butent à des articles de loi qui les empêche de prendre part entièrement dans le débat démocratique (Kieniewicz, 1969, p.136).

« The deep cultural chasm separating the Polish social strata in these assemblies was revealed in the alternative political agenda peasant deputies advanced, stressing equality of access and the redistribution of public burdens across social boundaries, and agenda upper-class largely rejected (Stauter-Halsted, 2004, p.61). »

La situation de transition à la libération préoccupe les paysans puisqu'ils doivent dédommager leurs propriétaires. Les indemnités versées aux propriétaires posent une question morale au centre des contestations paysannes : pourquoi payer les propriétaires terriens pour avoir exploité les paysans pendant tant d'années? Cette question est débattue aux *Sejm* et au *Reichstag* par les paysans dans un manque de respect total de la part de la classe supérieure. Au lieu de les nommer par les formules habituelles (monsieur ou député), les députés paysans se font nommer comme député paysan ou simplement par leur nom de famille. Aussi, l'ignorance de la langue allemande par les paysans signifie leur exclusion de facto des procédures parlementaires (Kieniewicz, 1969, p.136). Ce manque de capital linguistique crée des distorsions entre les projets de loi : « Unable to reconcile peasant land claims with their own understanding of document-based written law, gentry deputies were increasingly struck by the sharp difference separating Polish classes (Stauter-Halsted, 2004, p.75). »

Les représentants paysans s'exercent progressivement et créent une plus grande implication de la part des communautés villageoises. Les paysans utilisent progressivement la cour pour régler leurs litiges¹⁶ et s'engagent dans le gouvernement local. Ils constatent un accès inégal à la justice pour les riches et les pauvres: « In the case of 'wealthier' peasants with great access to power, the perception was that « the rich have better chances and always win because *wójt* (maire) and the entire *gromada* (conseil de village) are pulled in; this is a great injustice (Stauter-Halsted, 2004, p.93). » En ce sens, les paysans ayant expérimenté des gouvernements ne représentant pas leurs intérêts veulent obtenir une meilleure représentation politique.

« Yet in this process of « becoming political », peasant society was increasingly fractured by conflicts over use of public funds, propriety lines, and perception of power and relative economic standing. These shifting factions formed the terrain in which notions of national identity would take root among the villagers (Stauter-Halsted, 2004, p.94). »

L'expérience des paysans, même incomplète et sélective, contribue à l'essor des mouvements paysans (Stauter-Halsted, 2004, p.78-79). La position fragile des paysans dans les parlements se confirme lorsque les nobles conservateurs détenant le pouvoir à Cracovie tentent d'évincer les paysans des chambres. Ainsi les *stanczycy*, les nobles au pouvoir et alliés des Habsbourg, établissent des stratégies par exemple celles d'empêcher la réélection des paysans présents en 1861. Les représentants paysans ne siègent pas lors des sessions de 1876 et de 1883 à cause de l'efficacité de cette stratégie. La représentation paysanne a également chuté au *Reichsrat* par rapport à son sommet de 1848.

La loi commune de l'Autriche en 1866 concorde avec une chute de l'influence paysanne dans les assemblées officielles parce que les paysans détiennent maintenant un pouvoir

¹⁶ Il est possible de diviser en deux phases les contestations juridiques. Une première génération de villageois utilise les articles de loi pour gagner différentes causes devant leurs propriétaires terriens. Les paysans essaient d'obtenir une exemption pour réparer les routes dues à son utilisation réduite par ces derniers. L'accès la forêt de la gentry est aussi une cause prédominante. À l'aide de la législation impériale, les paysans tentent d'obtenir cet accès sans donner leur force de travail. (Stauter-Halsted, 2004; p.93).

administratif sur leur village qui n'est plus contrôlé par les manoirs. Ainsi, des représentants paysans élus s'occupent de l'administration du village. En 1860-1870, seulement 12 % ont les qualifications pour leur fonction. Parmi eux, 20 % ont des compétences négligeables dans la lecture et l'écriture.

« The early year of communal self-government were characterize therefore by haphazard administration at best, and at worst a reign of chaos and corruption. Rural government was placed in the hands of "uneducated, inefficient, and impractical" individuals who led the *gmina* to "disorder" and governed based on inability and "bad will" (Stauter-Halsted, 2004, p.82). »

Certains problèmes apparaissent dans ce contexte; le fardeau fiscal se transfère des manoirs aux paysans qui défrayent les coûts d'administration et d'entretien d'infrastructure, par exemple, l'entretien des bâtiments, les réparations d'églises et les réparations de ponts et de route de la région. De plus, cette loi interdit aux bourgeois, aux fonctionnaires, au clergé et aux enseignants de détenir une position dans l'administration des villages (Kieniewicz, 1969, p.206). Désormais, des paysans inexpérimentés obtiennent des postes administratifs et engendrent une isolation des villages de la politique nationale. Aussi, de nombreux cas de corruption explosent. Les coffres du comité des villageois toujours vides frustrant les villageois parce que les administrateurs locaux utilisent les fonds publics et les règlements à leurs propres intérêts (Stauter-Halsted, 2004, p.79 à 86). Des pétitions circulent sur la légitimité des individus en mettant de l'avant les irrégularités dans leurs pratiques.

3.7.4 Cercle des agriculteurs

Au milieu des années 1880, les membres d'associations paysannes se chiffrent à 82 000 dans 2 000 villages différents. Le lien culturel entre les cercles d'agriculteur et la tradition orale et mythique régnant avant leur apparition se font de plus en plus incontournables parce que des mobilisations, des fêtes catholiques et des événements de commémoration politique de la Pologne s'organisent. Les associations organisent des activités diverses. À titre

d'exemple, l'anniversaire de la mort de Saint-Stanislaw, un héros national ainsi que la commémoration de la constitution polonaise du 3 mai 1791 se célèbrent dans celles-ci. Les paysans sont encouragés au sein des cercles d'agriculteurs à participer à des pèlerinages¹⁷, ces événements structurent la vie sociale des catholiques romains, mais aident à démarquer les gens d'autres religions (Stauter-Halsted, 2004, p.46-47). Dans certaines régions comme celle du Biala colonisé par les Allemands, puis récupéré par les Autrichiens, ces manifestations se font plus discrètes : « The absence of natural leadership among the local gentry and the presence of « foreign » landholders prompted the Biala peasants to cultivate 'their own Polish customs more carefully' (Stauter-Halsted, 2004, p.125). » Les organisations d'événements du cercle des agriculteurs se multiplient dans les journaux et rythment la vie sociale. La tradition démocratique des associations paysannes continue d'être très présente (Stauter-Halsted, 2004, p.124, Kieniewicz, 1969, p.208).

3.7.5 L'éducation des professeurs

La deuxième phase d'émancipation concerne une génération de paysans lettrés remplaçant les premières administrations locales sans éducation. Des paysans éduqués dans des systèmes d'éducation formels et informels, celui de l'Empire en langue allemande ou celui polonais appuyés par le clergé, composent ces nouveaux meneurs (Kieniewicz, 1969, p.210). Pour répondre à la grande demande d'enseignants, le conseil d'enseignement donne une formation à des paysans pour qu'ils puissent devenir enseignants. Il faut réussir un cours en allemand pour y parvenir. Les étudiants qui réussissent sont considérés comme faisant partie d'une intelligentsia à leur retour au village. De plus, le nombre d'inscriptions d'étudiants paysans augmente de 16 % à l'Université Jagiellonienne de Cracovie.

¹⁷ La pression sociale pour participer à de tels événements est énorme parce que le fait de ne pas participer au pèlerinage annuel est vu comme un péché par les villageois et par l'Église.

« Rather than accepting a hierarchical image of Polish social organization, with the nobility standing in a permanent leading position, students from the village came to advocate a leading role for the peasantry- especially educated peasant activists (Stauter-Halsted, 2004, p.177). »

Cette nouvelle génération de paysans ne partage pas nécessairement les occupations de leurs familles, ils exercent des fonctions administratives, politiques ou d'enseignement au sein des villages. Les enseignants contredisent le clergé parce qu'ils prônent le populisme et l'égalité de l'éducation plutôt que l'élitisme et la hiérarchie de l'éducation ecclésiastique.

« Conflicts between priest and schoolmaster within and around the schoolhouse provide a window through which to view the changing standards of peasant leadership and the budding ideology of those who rose to positions of responsibility within the village. The fight for control over rural education would shape the peasant movement in important way during its nascent years (Stauter-Halsted, 2004, p.144). »

Les autorités ecclésiastiques réagissent défavorablement à la vision d'égalité que propose la nouvelle éducation rurale. L'Église est critiquée parce que certains sujets sont peu abordés en classe, le catéchisme étant la matière la plus importante pour les ecclésiastiques.¹⁸ Les paysans demeurent peu éduqués malgré la loi édictée en 1872 stipulant l'éducation obligatoire des enfants de 6 à 12 ans. Seulement, 20 % des enfants en âge d'aller à l'école la fréquentent et la plupart des villageois ne savent pas que ce décret de loi est imposé par l'État autrichien à l'Église. Les villageois lettrés font face à un dilemme.

« Literate villagers, most of them schooled by the local priest, found themselves caught between their respect for the institution of the church and an equally compelling desire to read banned periodicals and inform themselves of movements for rural reform (Stauter-Halsted, 2004, p.156). »

Le clergé et les autres paysans surveillent étroitement les enseignants paysans surveillés dans leur classe parce qu'ils cherchent à savoir ce qu'ils enseignent. Le clergé craint que les

¹⁸ La langue et l'arithmétique sont des matières très peu abordées par le clergé. Le programme scolaire du clergé est critiqué par la nouvelle élite paysanne.

enseignants paysans ne viennent corrompre les savoirs transmis par le clergé, à savoir, le respect de la hiérarchie sociale et la discipline telle que l'Église la préconise. Néanmoins, les enseignants se risquent à enseigner l'histoire nationale telle qu'ils l'ont apprise à l'Université. D'autres restrictions sur l'éducation créées par l'Autriche refusent qu'une carte de la Pologne soit disponible en classe. Ce que les élèves apprennent dans les classes se différencie donc nettement du discours de l'Église et des journaux conservateurs autrichiens (Stauter-Halsted, 2004, p.165).

Les études ethnologiques, les différents cercles d'agriculteur et la formation des enseignants paysans contribuent à renforcer un sentiment d'appartenance nationale. Les intellectuels se rendent dans les villages pour construire une continuité historique et avoir un « échantillon authentique de la nation ». Ils réussissent à améliorer les conditions matérielles des paysans à travers l'éducation à l'agriculture dans les différents cercles. Cette « régénération de la nation » s'articule autour des élites paysannes ayant accès à l'éducation (Stauter-Halsted, 2004, p.244). L'émergence du nationalisme polonais survient lorsque les paysans commencent à s'impliquer politiquement à la suite de l'abolition de servage et lorsque des intellectuels recommencent à s'intéresser à ce qui caractérise la Pologne dans les masses paysannes. Le nationalisme polonais dans la partition autrichienne fusionne ces deux développements : « This program of national regeneration resulted from an amalgam of pious efforts at rural serfdom among village elite and their linkage with the idea of village outsider (Stauter-Halsted, 2004, p.245). » Le patriotisme créé au sein du village ne cesse pas avec l'avènement du nationalisme, les paysans continuent à influencer positivement les structures sociales et politiques de la Pologne. Cependant, en délimitant ce qui constitue la Pologne dans ses origines, une identification plus large se forme au-delà des clivages entre les classes sociales. Cette identification se fait autour des clôtures sociales ethnoculturelles déjà très présentes en Galicie. Cette définition est, par conséquent, plus étroite pour les minorités présentes en Galicie. Nous explorerons ces dérives de la formation du nationalisme polonais.

3.8 Les dérives de l'émergence du nationalisme : le discours national polonais

En 1880, les paysans s'intègrent à la sphère politique polonaise. Cette sphère ne se réserve plus strictement à une classe de privilégiés possédant la terre, la vigueur des mouvements populiste le prouve amplement : il existe 898 cercles rassemblant 41 000 membres au début du XIX^e siècle (Kieniewicz, 1969, p.212). L'appareil politique polonais et autrichien se modifie pour créer un système moderne de représentation démocratique en intégrant la participation de la masse. Le *Endecja* (Mouvement national démocrate) concilie les deux pôles du débat discursif autour de la discipline du peuple.

« the National League, eventually became a site for talking about authority, discipline and power, and the lud [le peuple] had to be reconceptualize so as support, rather than subvert, organization. The result was a discursive framework that allowed Polish nationalism to claim a popular foundation while at the same time facilitating control over the peasants and workers as these « masses » were being drawn into political process. All discussion of class struggle were eventually banished from the page of Nation Democratic publication (Porter, 2002, p.143) »

La rhétorique des classes sociales se transforme rapidement en un nouveau discours encourageant le devoir des ouvriers et paysans envers l'ordre et la discipline de la nation. Ce dernier s'appuie sur la construction d'ennemis communs aux individus qui appartiennent à la nation. Ainsi, l'Autriche, les Ruthènes et les juifs sont érigés en détracteurs de la nation pouvant tirer profit d'un quelconque désordre pour détruire la nation. Cette peur de l'envahisseur cimente la cohésion sociale : « For Polish nationalist who abandoned prophetic historical time, the state became not a goal but a means : the optimal way to organize the nation along hierarchical lines so that could face its enemies. It remained only to determine who those enemies (Porter, 2002, p.156). » Au début des années 1890, cette vision de la nation produit de nouvelles clôtures sociales autour de la nation polonaise. Dans le cas de la Galicie, la construction de l'ennemi ne se forme pas à l'aide de l'État tutélaire autrichien, mais bien avec d'autres minorités qui réclament une représentation nationale.

« Specifically, Ukrainian and Lithuanian national movements had begun challenging old assumptions about Poland's eastern borders. Even calls for a multicultural, pluralistic national identity were suspect, since such claims could be interpreted as a polite way to talk about Polish irredentism (Porter, 2002, p.173) ».

La désignation des ennemis internes s'accompagne d'un discours prônant le combat pour la survie de la nation. Ce thème définit l'exclusion ethnique et morale, ce qui se différencie des premières impulsions du discours nationaliste polonais au début du XIX^e. Les liens entretenus de la Pologne avec les nations à sa frontière orientale peuvent sembler coloniaux. Les Polonais s'affirment comme une nation supérieure aux Ruthènes et aux Lituaniens refusant ce statut, pendant que la Pologne est elle-même dominée par des pouvoirs coloniaux imposant sur elle le même type de pression (Porter, 2002, p.188). Les nationaux démocrates tentent d'unir la nation polonaise sous ces mêmes arguments de survie de la nation: « The National Democrats (the Endecja) offered a new nation that could act in a world plagued by unending war-of-all-against-all and thus serve as solid ground for atomized individuals who had lost their place in time, their position within progressive narrative (Porter, 2002, p.191). »

Deux aspects se distinguent dans les thèses nationale-démocrate, elle promeut la défense de la culture polonaise puisque la Pologne a un caractère distinct qui est menacé à l'intérieure de ces anciennes frontières par les États tutélaires (Martovits et al., 1982, p.87). Puis, elle anticipe les difficultés de la Pologne pour mobiliser une rhétorique unificatrice concernant la nation étant donné que d'autres peuples souhaitent obtenir la même reconnaissance, c'est le cas de l'Ukraine, la Lituanie et même la Biélorussie. Les frontières anticipées de la Pologne sont plus associées à une fédération multinationale plutôt qu'un seul État-nation. Cette fédération est ambitieuse et réunit tous les pays qui faisaient partie du Commonwealth entre la Pologne et la Lituanie avant les trois grandes partitions.

Cette clôture est également présente avec les juifs. Le Endecja cultive l'antisémitisme dans la population rurale avec la collaboration de l'Église catholique. Les juifs sont construits comme une minorité drastiquement séparée des polonais (Markovits et al., 1982, p.88) :

« The only meaningful assimilation was total assimilation, the complete abnegation of one's former identity, allegiances and cultural practices. There could be no "Jewish Poles" or "Polish Jews"; there could be no "Poles of the faith of Moses"; there could be only "Jews" and "Poles". To belong to the Alliance Israélite Universelle was to betray the nation (Porter, 2002, p.178) »

3.9 Les juifs et l'émergence du nationalisme polonais

Dans les années 1870 et antérieures, les juifs en Autriche sujets de discrimination doivent payer une taxe en échange de la tolérance de l'empire, en plus d'être frappés par l'interdiction de posséder la terre. Ne pouvant s'inscrire dans les sphères d'activités traditionnelles, les juifs accentuent leurs activités dans la gestion de l'argent. Ils sont perçus comme des usuriers et des hommes d'affaires peu compétents par les paysans polonais catholiques (Stauter-Halsted, 2004, p.41). La circulation des idées haineuses contre les ouvriers et les magasins juifs naît d'une relation de confiance limitée et d'interdépendance entre les juifs et les catholiques jusqu'au début du XIX^e siècle. Les juifs s'occupant des tavernes sont des individus respectés et reconnus comme étant plus dignes de confiance que les propriétaires terriens (Rapport, 2009, p.170-171). Historiquement, les Polonais ne détestent pas les juifs, mais progressivement, ceux-ci deviennent des étrangers dont la présence nuit à la survie de la nation majoritaire (Porter, 2002, p.158).

« The Jews were the first community to be defined by some Polish intellectuals as an irredeemable other, but the rhetoric used to discuss the "Jewish question" soon spread. By the mid-1890s, it was possible for the author at Glos to perceive a world filled with conflict and conquest, not only between Poles and Jews but between Poles and Germans, Russians, Ukrainians, Lithuanians, and (in theory) just about anyone. The doctrine of struggle world serves as a virus that would weaken and transfigure the intellectual landscape in Poland, setting the stage for the emergence of twentieth-century radical right (Porter, 2002, p.159). »

Les serfs juifs se retrouvent dans une position médiane entre les propriétaires terriens et les paysans déterminés par leur émancipation limitée.

« As the Jew' role in rural society became a primarily economic one, Catholic farmers increasingly perceived them as outsiders. Beginning in 1870s, Christian peasants sought to organize their own credit institutions and village stores in order to undercut the interests rates and prices Jewish merchants demanded. Peasant leaders portrayed village Jews as economic exploiters who were doubly harmful to Polish Catholics because they were "foreign" and followed an alien religion (Stauter-Halsted, 2004, p.41). »

Une organisation antijuive se greffe au cercle des agriculteurs. Le but de cette dernière consiste à mettre en place de commerces dont la propriété appartient aux paysans. Elle veut briser le prétendu monopole du commerce des juifs. Ce projet pour contrer le commerce donne l'impression aux paysans qu'ils peuvent travailler dans un but commun avec les propriétaires terriens (Stauter-Halsted, 2004, p.133).

« Jewish merchant living in the countryside [...] provided the few cash goods they required (salt, kerosene, candles, tobacco, ect.). Village innkeepers were also almost without exception Jewish, since gentry landowners had sold their concessions for alcohol trade only nonserfs before emancipation (Stauter-Halsted, 2004, p.134). »

L'image des juifs extorquant la population en faisant un profit immense s'étend. Les cercles d'agriculteur calculent que les 20 juifs possédant des commerces coûtent 20 sous par jour et 5986 zlotys par année. Même si les villageois sont dépendants de ce commerce, la vision sociale dépeint les juifs : « as dishonest and unscrupulous in their dealings with their Christian neighbors (Stauter-Halsted, 2004, p.135). » Des magasins de coopérative pour les paysans polonais catholiques se créent et connaissent un franc succès. Ils cimentent la solidarité entre les villageois : « They drew a customary forms of interaction, combining peasant with elite traditions to create new direction in rural activism (Stauter-Halsted, 2004, p.140). » L'unification de la société polonaise est une question de minorités et d'ennemi extérieurs. Les minorités permettent aux conservateurs de forger le patriotisme paysan sur l'opposition des intérêts financiers des juifs. Les conservateurs polonais réalisent que l'antisémitisme suscite l'intérêt et mobilise l'électorat. Les commerçants polonais catholiques décident de faire la compétition économique aux juifs. Cette mobilisation des Polonais renforce la vision de « l'autre » primordiale pour que jaillisse le nationalisme polonais.

3.10 Conclusion

L'émergence du nationalisme polonais dans la partition autrichienne se constitue en une somme d'événements. L'Autriche accorde une plus grande liberté aux aristocraties régionales qui désirent maintenir leur pouvoir comme propriétaires terriens et bénéficiaire des surplus paysans. Cette continuité est capitale parce que l'Autriche ne connaît pas de mutation dans ses relations sociales de propriétés, et ce, malgré une pression internationale féroce de la part des États voisins. L'État autrichien accorde de nombreux droits aux noblesses des États qu'elle contrôle pour conserver la fédération des Habsbourg. Le nationalisme polonais du début du XIX^e siècle use de la même rhétorique romantique que celle employée dans les premières révolutions dans la partition prussiennes et russes. Les nobles polonais veulent retrouver l'État perdu en 1795, mais ils n'arrivent pas à créer la solidarité nécessaire avec les masses paysannes ruthènes et polonaises. Ces masses paysannes se retournent contre elle en 1846. À la suite de ces événements, le nationalisme polonais ne peut plus être envisagé de la même façon. La violence qui devait être mobilisée lors de la révolution polonaise de la même année s'est transformée en une violence entre groupes ethniques et classes sociales provoquée par l'État autrichien. Pour réorienter le discours national polonais, les mouvements intellectuels notamment ceux étudiant l'ethnographie, les diverses associations paysannes et la formation des enseignants bâtissent une vision collective de la nation. Cette vision plus unitaire en son sein se polarise lorsqu'il s'agit des minorités. Ainsi les mouvements politiques comme les nationaux-démocrates mettent l'accent sur un discours de guerre entre les nations et de survie. Ce dernier différencie les peuples qui partagent la Galicie. Par contraste, l'émergence du nationalisme dans la partition allemande relève beaucoup plus de la survie que celui développé dans la partition autrichienne parce que le pouvoir se distribue différemment. En Allemagne, la structure répressive plus agressive exige une plus grande solidarité entre les Polonais pour des motifs de survie de la culture et de la langue. En Autriche, la noblesse polonaise n'a jamais vraiment été dérangée par les autorités autrichiennes, même les *Jacqueries* n'ont pas réussi à la déloger. Les Polonais sont dominants sur la région de la Galicie et conçoivent le nationalisme comme une nation dominante, celle qui peut imposer sa vision aux autres, ce qui est impossible en Allemagne. Finalement, la véritable réflexion intellectuelle sur les fondements de la nation polonaise, la

formation de cercles agricoles et la formation d'enseignants serait irréalisable dans le contexte de la partition allemande. Les intellectuels sont surveillés par les autorités, la structure capitaliste du système agraire allemand à la fin du XIX^e siècle restreint plus efficacement les paysans à la culture salariée des terres et le système d'éducation réformé allemand ne laisse aucune latitude à la culture polonaise dans l'éducation. Le traitement des Polonais en Allemagne, celle de citoyens de second d'ordre exclu de la sphère politique, n'est pas reproduit en Autriche. La liberté dont les Polonais jouissent en Galicie permet une réflexion profonde par les élites et par les masses du nationalisme déclenchant l'émergence du nationalisme.

CONCLUSION

En 1918, lors de la création de l'État polonais par le Traité de Versailles, les Polonais se réunissent sous une seule et même entité nationale après une division qui a duré près de 125 ans. La Pologne rencontre encore une grande adversité au XX^e siècle entre 1914 et 1918 lors du premier grand conflit mondial, la domination des États tutélaires force des Polonais de différentes partitions à se battre les uns contre les autres dans l'intérêt des grandes puissances. La Pologne doit alors servir de champ de bataille pour les deux grandes puissances en conflit. Dans ces grands bouleversements, 400 000 Polonais perdent la vie en servant les armées impériales (Lukowski et Zawadzki, 2001, p.250).

« We're kept apart, my brother,
By a fate that we can't deny.
From our two opposing dug-outs
We're staring death in the eye.

In the trenches filled with groaning,
Alert to the shellfire's whine,
We stand and confront each other.
I'm your enemy: and you are mine.

So when you catch me in your sights
I beg you, play your part,
And sink your Muscovite bullet
Deep in my Polish heart.

Now I see the vision clearly,
Caring not that we'll both be dead;
For that which has not perished
Shall rise from the blood that we shed (Davies, 1982, p.380). »

Ce poème d'Edward Słowski écrit en 1914 destiné aux combattants polonais reflète la transcendance de ce mouvement et sa persistance dans l'environnement polonais. Cet extrait démontre bien le discours de sacrifice qui sous-tend le nationalisme polonais; la Première Guerre mondiale est un obstacle qu'il faut surmonter pour obtenir le retour de l'État polonais. En 1918, les Polonais obtiennent un État qu'ils considèrent comme celui appartenant à une communauté d'origine qu'on croit ancestrale, alors que ce discours vient tout juste d'émerger dans sa forme moderne. Dans ce mémoire, nous nous sommes concentrés sur les processus qui entraînent l'émergence du nationalisme dans deux partitions : la partition prussienne qui devient allemande en 1871 et la partition autrichienne.

L'émergence du nationalisme polonais dans la partition prussienne et allemande est enclenchée par la formation de l'État dominant. L'État allemand influencée par l'émergence du capitalisme chez des États rivaux et les manœuvres de l'État prussien pour unir les codes de lois parvient à son unification. La solidarité créée par le capitalisme dans les élites allemande est indéniable, la concurrence n'existe plus pour les privilèges données par l'État. L'unification des codes de lois apparaît comme un autre aspect de cette solidarité parce que les mini-États allemands doivent accepter toute la population allemande sur leur territoire même démunie. Les élites allemandes égales les unes aux autres apprécient le rôle de l'État et s'alignent à son objectif, devenir une entité nationale.

La définition de cette entité nationale ne se fait pas sans heurt, principalement pour les minorités. Des politiques linguistiques toujours plus sévères, une tentative de colonisation des terres majoritairement polonaise et une volonté d'assimilation par la domination des institutions allemandes caractérisent la gestion des minorités en Allemagne après 1871.

Les élites polonaises et sa paysannerie subissent ces lois et se définissent par la même occasion. La définition de la nation allemande érige des clôtures sociales entre la nation allemande et la minorité polonaise. La défense de la culture polonaise devant l'État allemand assimilateur, primordiale pour les Polonais, se manifeste par un discours conservateur, antisémite et intolérant de concurrence entre les nations. Une autre manifestation de ce

phénomène est la solidarité qui se bâtit entre les Polonais indépendamment de la classe sociale. Nous avons démontré que les institutions de crédit national, la résistance quant à l'éducation uniquement en langue allemande et les libertés réduites par le droit civil allemand représentaient les exemples les plus significatifs de cette fraternité.

Son émergence dans la partition autrichienne se distingue, les élites polonaises n'ont jamais été dérangées par le pouvoir des Habsbourg étant donné le caractère multinational de cette fédération. Les autorités autrichiennes doivent se battre contre différents peuples prêt à réclamer une autonomie nationale. La nation polonaise fait partie des éléments dans l'Empire multinational qu'il ne faut pas provoquer. Néanmoins, un événement survenu en 1846 change les rapports entre les paysans et les propriétaires et compromet le projet nationaliste polonais. Les *Jacqueries* viennent inaugurer une nouvelle ère dans le discours nationaliste unificateur des années 1830. Les élites Polonais ne peuvent plus réclamer par une Révolution leur indépendance parce que la paysannerie ruthène et polonaise pourrait se retourner contre elle. À ce moment, un discours basé sur la survie de la nation contre ses minorités se développe. En Galicie, les élites polonaises détiennent le pouvoir et imposent un discours qui unit la communauté d'origine polonaise et qui désigne, par la même occasion, les groupes qui n'en font pas partie. Parallèlement à ce discours, une élite paysanne jaillit et convertit les relations sociales dans les villages grâce à une meilleure participation politique et le développement d'une éducation nationale basée sur de nouvelles connaissances qui viennent de l'ethnographie.

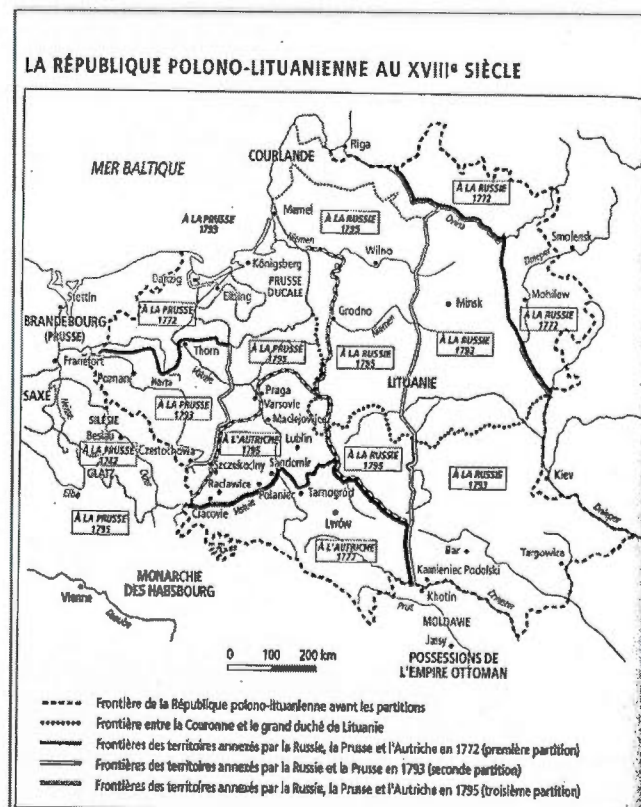
Nous pouvons affirmer grâce à la comparaison des deux partitions que le nationalisme polonais résulte en un discours semblable; un discours basé sur des clôtures sociales entre une communauté d'origine construite par des événements contingents et un ennemi commun. En Prusse et en Allemagne ces clôtures sociales se forment dans l'altérité entre un État désirant assimiler les minorités et des groupes culturels distincts souhaitant maintenir ce caractère. En Autriche, les clôtures sociales se manifestent par une concurrence entre les nations pour obtenir une reconnaissance politique et sociale auprès de l'Empire multinational. Les peuples ruthènes et polonais se définissent mutuellement par des clivages linguistiques,

culturels, religieux et politiques. La haine des minorités ainsi que la remarquable survie de la communauté d'origine dans l'adversité sont la face et le revers d'une seule et même médaille. Par ailleurs, ces communautés se constituent de manière contrastée dans les deux partitions. Nous croyons que ces mécanismes sont la preuve que le nationalisme ne peut pas être une notion détachée de l'histoire dans lequel il naît. Souvent occultés par les historiens, les mécanismes singuliers de la formation du nationalisme sont primordiaux pour comprendre la communauté d'origine et les principales tendances dans les débats politiques qui suivent son invention. Plusieurs thèses affirment que l'État polonais serait créé en 1918 à cause d'un nationalisme persistant, selon nous, il ne peut expliquer à lui seul des processus aussi importants que le retour de l'État polonais. Le nationalisme, même s'il présente des caractéristiques communes dans les deux partitions, reste fondamentalement distinct dans les mécanismes qui mènent à son émergence. Les États absolutistes, la formation de l'État et les mécanismes de formation du nationalisme dans les États tutélaire sont alors capitaux pour comprendre celui de la formation du nationalisme polonais.

Le nationalisme est une construction sociale qui mérite toute notre attention parce qu'il est une catégorie banalisée de la division entre les groupes humains. En somme, cette analyse soutient la thèse selon laquelle le nationalisme est une construction historique dirigée par un ensemble de rapports de force, d'intérêts et de conflits qui jalonnent sa création. Comme le dit si bien Norman Davies dans son épilogue en reprenant les propos de Joakim Lelewel, célèbre historien nationaliste, *Polska Tak, ale jaka?* (La Pologne oui, mais de quel type de Pologne?) La Pologne a été créée par une résistance constante du peuple contre les interventions nationalistes des pays qui la dominait, il serait intéressant de connaître quel type de Pologne se manifeste des premiers moments de sa création? Quels sont les principaux projets politiques qui naissent des différents cadres juridico-politiques dans lesquels les Polonais ont vécu? Quelles sont les influences politiques et culturelles de cette longue séparation du peuple polonais? Cette deuxième question mériterait sans doute d'être explorée dans de futurs travaux.

APPENDICE A

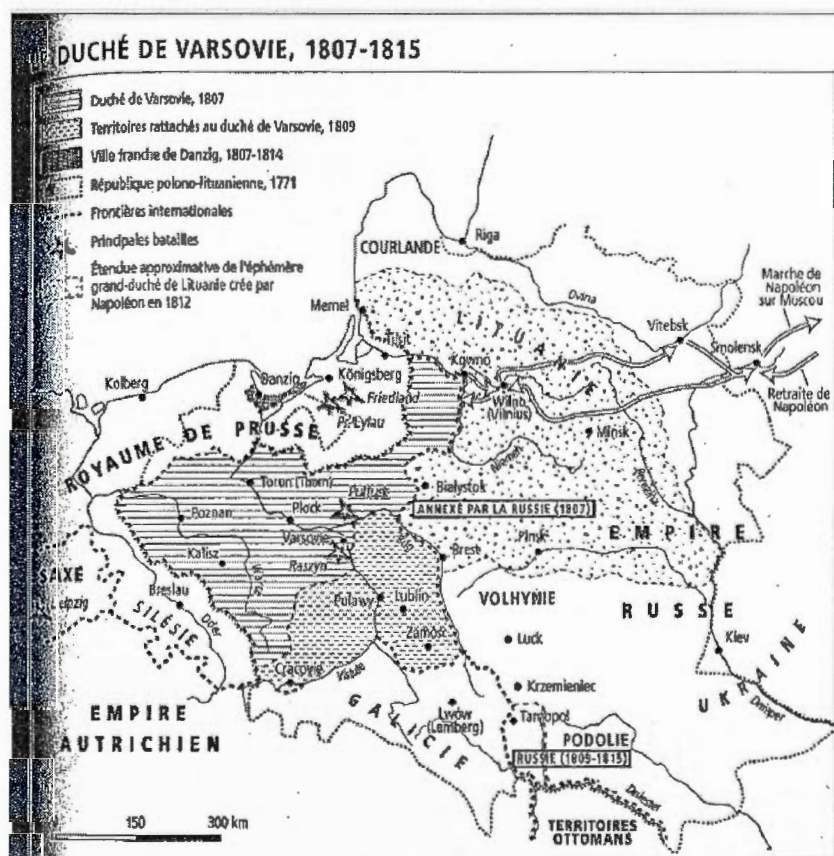
LA RÉPUBLIQUE POLONO-LITUANIANNE AU XVIII^E SIÈCLE



Source : Lukowski, 2001, p.19

APPENDICE B

LE DUCHÉ DE VARSOVIE, 1807-1815



Source : Lukowski, 2001, p.20

APPENDICE C

LA POLOGNE DE PARTITIONS, 1815-1914



Source : Lukowski, 2001, p.20

APPENDICE D

CHANGEMENTS TERRITORIAUX DE LA POLOGNE 1634-1945



Map 18. Poland's Changing Territory

Source : Davies, 1982, p.490

APPENDICE E

CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES

- 1386-1793: Le Commonwealth polono-lituanien
- 1517 : Contre-réforme autrichienne
- 1619-1629 : Grande Guerre du Nord
- 1648 : Traités de Westphalie
- 1674 : Création du *Generalkriegskommissariat*, institution de surveillance fiscale, par l'État prussien
- 1688-1697 : Guerre de Neuf ans
- 1711-1740 : Règne de Charles VI en Autriche
- 1733-1736 : Guerre de succession au trône polonais
- 1740-1748 : Guerre de succession en Autriche
- 1756-1763 : Guerre de Sept Ans
- 1772 : Partition de l'État polonais
- 1773 : Création du Royaume de Galicie
- 1780-1790 : Règne de Joseph II en Autriche
- 1786-1797 : Règne de Frédéric II en Prusse
- 1789 : Révolution française
- 1790-1792 : Règne de Léopold II
- 1791 : Création de la constitution polonaise
- 1793 : Seconde partition de l'État polonais
- 1794 : Législation des populations pauvres allemandes
- 1795 : Troisième partition de l'État polonais

- 1804 : Début de l'abolition du servage et de la réforme agraire en Prusse
- 1807 : Création du Duché de Varsovie
- 1815 : Chute du Duché de Varsovie
- 1815 : Signature du Traité de Vienne à la suite du Congrès de Vienne
- 1830 : Révolution de Novembre dans la partition russe
- 1832 : Victoire des Russes et implantation du Statut organique
- 1841 : Début des mesures de colonisation prussienne *Polenpolitik*
- 1846 : Révolution polonaise et *Jacquerie* dans la partition autrichienne
- 1846 : Révolution polonaise dans la partition prussienne
- 1846 : Fin de l'autonomie de la Galicie
- 1848 : Révolutions sociales en Europe centrale
- 1848 : Élection des premiers députés paysans polonais dans les assemblées législatives
autrichienne et polonaise
- 1858 : Abolition des libertés civiles des Polonais en Prusse
- 1863 : Révolution de Janvier dans la partition russe
- 1866 : Création de l'Empire austro-hongrois
- 1871 : Unification de l'Allemagne
- 1872 : Établissement du curriculum scolaire sécularisé en Allemagne
- 1885 : Loi d'expulsion des travailleurs polonais
- 1886 : Loi sur la colonisation de Bismarck dans la partition allemande
- 1888 : Création de la société polonaise de crédit
- 1906 : Grève de l'école dans la partition allemande
- 1918 : Réunification de l'État polonais

BIBLIOGRAPHIE

- Anderson, Benedict Richard. O'Gorman. 2006. *Imagined Communities : Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*. Londres et New York: Verso.
- Berend, Ivan Tibor. 2005. *History Derailed : Central and Eastern Europe in the Long Nineteenth Century*. Berkeley: University of California Press.
- Blobaum, Robert. 2005. *Antisemitism and its Opponents in Modern Poland*. Ithaca: Cornell University Press.
- Braudel, Fernand. 1979. *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe - XVIIIe siècle 3, Le temps du monde*. Paris : Colin.
- Brenner, Robert. 1990. La base sociale du développement économique, *Actuel Marx*, no7, p.90
- Brock, Peter. 1977. *Polish Revolutionary Populism : a Study in Agrarian Socialist Thought from the 1830s to the 1850s*. Toronto et Buffalo: University of Toronto Press.
- Brubaker, Rogers. 1999. *Citizenship and nationhood in France and Germany*. Cambridge Mass: Harvard University Press.
- . 2002. Ethnicity without groups. *Archives of European Sociology*, XLIII 2, p.163-189. Los Angeles: University of California
- Chodakiewicz, Marek Jan, et John Radzilowski. 2003. *Spanish Carlism and Polish nationalism : the Borderlands of Europe in the 19th and 20th centuries*. Charlottesville, VA: Leopolis Press.

- Davies, Norman. 1982. *God's playground : a History of Poland*. New York: Columbia University Press
- Dufour, Frédérick Guillaume. 2007. Social-property Regimes and the Uneven and Combined Development of Nationalist Practices. *European Journal of International Relations*, no 13, p.583-604
- Dufour, Frédérick Guillaume, et Sébastien Rioux. 2008. «La sociologie historique de la théorie des relations sociales de propriété». *Actuel Marx*, no 43, p. 110-139.
- Dufour, Frédérick Guillaume, et Thierry Lapointe. 2010. «La sociologie historique néowébérienne». In *Théories des relations internationales, Contestations et résistances*, Macleod et Dan O'Meara, p. 379-401. Montréal: Athéna.
- , 2010. «La sociologie historique néomarxiste» In *Théories des relations internationales, Contestations et résistances*, Macleod et Dan O'Meara, p. 403-420. Montréal: Athéna.
- Thompson, Edward Palmer. 1980. *Poverty of theory and other essays*. New York: Monthly Review Press.
- , 1993. *Custom in Common: study in international popular culture*. New York: New press.
- Eyck, Erich. 1968. *Bismarck and the German Empire*. New York: Norton.
- Geary, Patrick, et Jean-Pierre Ricard. 2006. *Quand les nations refont l'histoire : l'invention des origines médiévales de l'Europe*. Paris: Flammarion.
- Gellner, Ernest. 1983. *Nations and Nationalism*. Ithaca: Cornell University Press.
- Hagen, William. 1980. *Germans, Poles, and Jews : the Nationality Conflict in the Prussian east, 1772-1914*. Chicago: University of Chicago Press.
- Hobsbawm, E. J, et Dominique Peter. 2001. *Nations et nationalisme depuis 1780 : programme, mythe, réalité*. Paris: Gallimard.

- Hobson, John M. 1998. Debate: The 'Second Wave' of Weberian Historical Sociology – The Historical Sociology of the State and the state of Historical Sociology in International Relations", *Review of International Political Economy*, 5(2), p.284-320.
- Hoffman, Eva. 1997. *Shtetl : the Life and Death of a Small Town and the World of Polish Jews*. Boston: Houghton Mifflin.
- Hroch, Miroslav. 1985. *Social Preconditions of National Revival in Europe : a Comparative Analysis of the Social Composition of Patriotic Groups among the Smaller European Nations*. Cambridge et New York: Cambridge University Press.
- Johnson, Lonnie. 2002. *Central Europe : Enemies, Neighbors, Friends*. 2nd ed. New York: Oxford University Press.
- Kieniewicz, Stefan. 1969. *The Emancipation of the Polish peasantry*. Chicago: University of Chicago Press.
- Komlos, John. 1990. *Economic Development in the Habsburg Monarchy and in the Successor States : essays*. New York: Columbia University Press.
- Lukowski, Jerzy. 2006. *A concise history of Poland*. 2. édition. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mann, Michael. 1986. *Societies as Organized Power Networks, The Sources of Social Power. Volume 1*. Cambridge University Press, p. 1-33.
- Markovits, Andrei. 1995. *Nationalbuilding and the Politics of Nationalism : Essays on Austrian Galicia*. Cambridge Mass: Harvard University Press Harvard Ukrainian Research Institute.
- Mooers, Colin. 1990. *The making of Bourgeois Europe : Absolutism, Revolution, and the Rise of Capitalism in England, France, and Germany*. Londres et New York: Verso.
- Ozkirimli, Umut. 2000. *Theories of Nationalism. A Critical Introduction*. New York: Palgrave.

- Pfaff, William. 1993. *The Wrath of Nations : Civilization and the Furies of Nationalism*. New York: Simon & Schuster.
- Porter, Brian. 2002. *When Nationalism Began to Hate : Imagining Modern Politics in Nineteenth-century Poland*. Oxford et New York: Oxford University Press.
- Rapport, Michael. 2009. *1848, Year of Revolution*. New York: Basic Books.
- Rubès, Jan et Alain van Crugten,(dir). 1998. *Mythologie polonaise : intervention*, Bruxelles : Édition complexe.
- Skocpol, Theda. 1985. *Expliquer les révolutions sociales par-delà les théories existantes, États et Révolutions sociales*, Paris :Fayard, p.19-71.
- Smith, Anthony D. 2009. *Ethno-symbolism and Nationalism : a Cultural Approach*. Londres et New York: Routledge.
- Snyder, Timothy. 2004. *The Reconstruction of Nations : Poland, Ukraine, Lithuania, Belarus, 1569-1999*. New Haven Conn. Londres: Yale University Press.
- Stauter-Halsted, Keely. 2004. *The Nation in the Village : the Genesis of Peasant National Identity in Austrian Poland, 1848-1914*. Ithaca et New York: Cornell University Press.
- Stefancic, David. 2005. *Armies in Exile : the Polish Struggle for Nation and Nationalism*. Boulder Colo et Chichester: East European Monographs; John Wiley distributor.
- Sugar, Peter. 1994. *Nationalism in Eastern Europe*. Seattle: University of Washington Press.
- Teschke, Benno. 2009. *The Myth of 1648 : Class, Geopolitics, and the Making of Modern International Relations*. Londres: Verso.
- Ullrich, Volker. 2008. *Bismarck : the Iron Chancellor*. Londres: Haus Publ.
- Wandycz, Piotr. 2001. *The Price of Freedom : a History of East Central Europe from the Middle Ages to the present*. 2^e édition. Londres et New York: Routledge.

- Weber, Max, Éric de Dampierre, et Jacques Chavy. 2003. *Économie et société. 1, Les catégories de la sociologie*. Paris: Pocket.
- Wallerstein, Immanuel. 1974. *Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*. Berkeley: University of California Press.
- Wilson, Peter. 2000. *Absolutism in Central Europe. 1. publ.* Londres: Routledge.
- Wilson, Peter H. 2011. *The Holy Roman Empire, 1495-1806*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire et New York: Palgrave Macmillan.
- Wood, Ellen Meiksins. 1995. *Democracy Against Capitalism: Renewing Historical Materialism*. Cambridge; New York: Cambridge University Press.
- Zamoyski, Adam. 2001. *Holy Madness : Romantics, Patriots, and Revolutionaries, 1776-1871*. New York: Penguin Books.